

Brookfield

Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2010

AUX 30 SEPTEMBRE ET POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES À CES DATES (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres terminés en			Périodes de neuf mois terminées en		
	2010 IFRS ¹	2009 IFRS ¹	2009 PCGR CA ²	2010 IFRS ¹	2009 IFRS ¹	2009 PCGR CA ²
Résultat dilué par action ordinaire						
Flux de trésorerie opérationnels						
Total	0,57 \$	0,83 \$	0,88 \$	1,70 \$	1,74 \$	1,80 \$
Avant les profits à la réalisation	0,57	0,24	0,28	1,38	1,07	1,11
Valeur de l'actif net ³	30,99	28,53	s.o.	30,99	28,53	s.o.
Bénéfice net (perte nette)	0,16	(0,75)	0,17	0,53	(1,89)	0,56
Total						
Flux de trésorerie opérationnels						
Total	354 \$	495 \$	520 \$	1 047 \$	1 037 \$	1 069 \$
Avant les profits à la réalisation	354	149	179	860	648	675
Valeur de l'actif net ³	18 282	16 706	s.o.	18 282	16 706	s.o.
Bénéfice net (perte nette)	112	(417)	112	365	(1 051)	352

1. Chiffres fondés sur les états financiers établis en vertu des IFRS ou tirés de ces états financiers

2. Chiffres fondés sur les états financiers de 2009 établis en vertu des PCGR du Canada ou tirés de ces états financiers

3. Reflète la valeur des immobilisations corporelles, sans attribution de valeur à nos entreprises et à nos activités de gestion d'actifs. Reflète la valeur comptable avant impôts présentée dans les états financiers, préparée conformément aux procédures et aux hypothèses utilisées pour préparer les états financiers de la société selon les IFRS, ajustée pour tenir compte de la valeur des actifs non comptabilisée en vertu des IFRS (se reporter au Rapport de gestion). La valeur de l'actif net a été établie au 30 septembre 2010 et au 31 décembre 2009

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Résumé

Depuis notre dernière correspondance, nous avons bénéficié de cinq mesures stratégiques, dont chacune a eu des effets très favorables sur notre situation :

- Tout d'abord, le tribunal de la faillite des États-Unis a approuvé notre important investissement de 27 % dans General Growth Properties (« GGP »). GGP devrait émerger de la loi sur les faillites le lundi 8 novembre 2010.
- Deuxièmement, les actionnaires ont approuvé la fusion de Prime Infrastructure avec Brookfield Infrastructure, qui donnera naissance à un chef de file mondial du secteur lié aux infrastructures.
- Troisièmement, nous avons procédé à la clôture définitive de notre fonds privé à 2,7 G\$ consacré aux placements dans des actifs liés aux infrastructures, ce qui nous permet de disposer de capitaux importants de manière à faire croître ce secteur de nos activités.

• Quatrièmement, nous avons regroupé nos autres immeubles de bureaux dans Brookfield Office Properties; le reste de nos activités résidentielles nord-américaines seront regroupées dans Brookfield Residential d'ici le début de 2011.

- Enfin, nous avons réussi à réunir plus de 6,5 G\$ de capitaux soit auprès de nos clients, soit grâce à notre bilan, sous la forme d'emprunts de société de 1,4 G\$ et de l'émission d'actions privilégiées perpétuelles, pour un coût moyen de 5 %. Cela va dans le sens de notre objectif visant à nous procurer le plus de financement possible pour une durée la plus longue possible dans ce contexte de taux d'intérêt exceptionnellement bas.

Chacune de ces mesures renforce les perspectives de croissance à long terme de notre société; le fait que nous puissions réaliser ainsi d'importantes percées dans un contexte économique marqué par l'incertitude témoigne de la force de notre entreprise.

Contexte relatif aux placements

À notre avis, la convergence de certains facteurs sur le marché fait en sorte que le positionnement de nos activités de gestion d'actifs réels est extrêmement intéressant, ce qui est particulièrement propice pour nous.

Notre savoir-faire en matière de restructuration de capital de sociétés en difficulté est précieux dans le contexte actuel. Forts de cette expérience et disposant de capitaux importants, nous entrevoyons de nombreuses possibilités de succès dans des situations où les rendements sont supérieurs à ce qui serait envisageable pour d'autres instruments comparables. De plus, nous avons affecté des résultats remarquables en matière de placements au fil des ans et cette tendance a encore été renforcée au cours des deux dernières années par l'acquisition de six entités importantes en difficulté. Nous avons notamment été un investisseur majeur dans la réorganisation de GGP, d'une ampleur de ±30 G\$, et dans celle de Babcock & Brown Infrastructure, de ±10 G\$.

clientèle, d'investir des capitaux importants et d'enregistrer des rendements supérieurs à la moyenne, de manière finalement à faire croître la valeur de notre entreprise.

Exploitation

Nous avons connu un solide troisième trimestre en 2010. Presque toutes nos activités ont dégagé de bons résultats; celles qui ont souffert du ralentissement économique affichent une reprise progressive soutenue. Nous continuons d'observer les signes confirmant une disponibilité accrue des capitaux pour un éventail élargi d'entreprises, ce qui indique généralement une reprise de l'activité.

Notre activité liée à la production d'énergie en Amérique du Nord est la seule à afficher un rendement inférieur aux prévisions à court terme, en raison de la faiblesse des niveaux d'eau et des prix de l'énergie. Les niveaux d'eau sont généralement remontés à des niveaux moyens au quatrième trimestre, mais les prix au comptant demeurent plus bas

Type	Émetteur	Montant	Coupon
Actions privilégiées perpétuelles	Brookfield Asset Management	250 \$	4,50 %
Actions privilégiées perpétuelles	Brookfield Office Properties	300	5,15 %
Emprunt de société sur 10 ans	Brookfield Renewable Power	450	5,14 %
Emprunt de société sur 10 ans	Brookfield Asset Management	350	5,30 %

Pour ce qui est de l'avenir, nous continuons de développer nos activités, en vue de devenir le principal gestionnaire d'actifs liés aux propriétés, à la production d'électricité et aux infrastructures. Cet objectif est particulièrement bien servi par le fait qu'aujourd'hui nous avons librement accès à la plupart des sources de capitaux, et que nous ne sommes pas gênés par un mauvais historique de rendement ou par des préoccupations réglementaires auxquels sont confrontés d'autres promoteurs. De plus, notre investissement au cours des trois dernières années en vue d'accroître notre capacité de mobiliser des fonds à l'échelle mondiale commence à porter fruits dans un contexte où nous réunissons des capitaux pour des catégories d'actifs liées aux propriétés et aux infrastructures, pour lesquelles nos réalisations parlent depuis longtemps en notre faveur.

qu'ils ne l'ont été depuis plusieurs années. Heureusement, nous avons obtenu la plus grande partie de nos capitaux sous la forme de flux de trésorerie générés sur les contrats à long terme, et ceci renforce la stabilité de notre entreprise, même si nous ne générons pas en ce moment les flux de trésorerie excédentaires qui étaient attendus de notre production d'électricité sans contrat.

Dans le domaine immobilier, le secteur de la location d'espaces de bureaux est globalement solide au Canada, en Australie et dans un certain nombre de nos grands marchés aux États-Unis. Par contraste, la reprise est modérée sur les marchés de niveau II aux États-Unis. Au cours du trimestre, nous avons loué 1,1 million de pieds carrés pour l'ensemble de notre portefeuille mondial d'immeubles de bureaux, à des loyers largement supérieurs à ceux des baux arrivés à échéance. Nous affichons un taux d'occupation de premier plan dans le secteur, soit 95 %. Les ventes du secteur du détail continuent de se redresser lentement

aux États-Unis et demeurent fermes au Brésil. Pour ce qui est des ventes de maisons, nous avons enregistré des résultats élevés au Brésil et de bons résultats au Canada, tandis que les signes d'une reprise future aux États-Unis commencent à se manifester.

Nos activités liées aux infrastructures, qui sont majoritairement fondées sur des tarifs réglementés ou sont contractuelles par nature, ont affiché un rendement conforme aux prévisions pour le trimestre. Nous avons conclu un certain nombre de renouvellements de tarifs et de contrats au cours du trimestre, à des conditions favorables, ce qui contribuera à accroître nos flux de trésorerie au cours des prochains trimestres.

Sur le plan du financement, nous avons conclu un certain nombre d'emprunts assortis de coupons globaux attrayants, dont des exemples figurent ci-après :

Nos activités se déroulent pour l'essentiel conformément aux prévisions. Nous disposons de fonds de 12 G\$ pouvant être investis dans des occasions d'investissement; ce montant représente une combinaison de capital au bilan et de fonds utilisables au nom de nos clients.

Stratégie d'investissement et de financement

Nous nous efforçons d'appliquer une stratégie d'investissement susceptible de convenir à toutes les conjonctures économiques. Nous avons pour philosophie d'affecter nos capitaux à des actifs qui génèrent des flux de trésorerie annuels importants; nos flux de trésorerie à long terme s'expliquent par la nature contractuelle de ces actifs ou par un mécanisme de protection qui leur est associé. Nous détenons des actifs qui, en raison de leur qualité, prennent de la valeur au fil du temps, ce qui augmente nos flux de trésorerie année après année. Par conséquent, la valeur actualisée future de l'actif est généralement supérieure à sa valeur au moment de l'acquisition.

Nous observons une politique d'endettement prudente qui nous conduit à grever habituellement nos actifs d'emprunts sans recours à taux fixe. Avec le temps, notre recours parcimonieux à la dette contribue à accroître notre rendement actuel, mais encore plus important, à rehausser la valeur future de nos avoirs, puisqu'en moyenne, chaque

actif nous rapporte deux fois plus pour chaque dollar investi.

Nous considérons les actifs que nous acquérons comme des placements à revenu fixe assimilables à des titres de participation. Ils ont en commun avec des placements à revenu fixe de dégager des flux de trésorerie sur une longue période, mais ressemblent à des titres de participation parce qu'avec le temps, les flux de trésorerie augmentent du fait des modalités contractuelles, de la qualité des actifs, de l'inflation ou d'autres facteurs. Ceci vaut pour presque tous les biens durables que nous détenons dans le cadre de nos activités liées aux propriétés, à la production d'énergie et aux infrastructures. Cette approche, que nous pratiquons depuis longtemps, a clairement prouvé son utilité dans le contexte de ralentissement économique qui a caractérisé les dernières années.

Plusieurs indicateurs nous portent fortement à croire que nous sommes dans un contexte déflationniste. Par conséquent, les taux d'intérêt ont reculé jusqu'à des niveaux historiquement bas, ce qui a créé pour notre société un contexte exceptionnellement favorable dont nous comptons bien tirer parti.

Tout d'abord, nous détenons un éventail d'actifs solides qui, dans un contexte déflationniste, continueront de dégager des flux de trésorerie contractuels et généreront de très bons rendements. Par exemple, les rendements d'environ 10 % que nous tirons généralement de nos actifs sont très attrayants par rapport au rendement de 2 % d'un bon du Trésor. Ensuite, la plupart de nos actifs sont financés au moyen de coupons largement supérieurs à ce qu'on paierait aujourd'hui. Ainsi, bon nombre de nos immeubles de bureaux aux États-Unis sont financés par des emprunts à des taux de 7 % en moyenne, alors qu'il est possible aujourd'hui d'obtenir du financement à des taux situés entre 4 % et 4,5 %. À mesure que nous refinançons ces actifs, ces avantages reviennent aux détenteurs d'actions ordinaires.

Le contexte qui serait idéal pour nous dans les cinq prochaines années serait une reprise progressive à l'échelle mondiale, accompagnée du maintien de taux d'intérêt bas et d'une quantité limitée d'actifs qui s'ajouteraient à la capacité de production. À l'issue de cette période, si l'inflation retrouve un niveau normal et que l'on renoue avec la

croissance réelle, nos flux de trésorerie commenceraient alors à augmenter. Dans un tel contexte, nous serions en mesure de refinancer d'importantes portions de notre dette à des taux peu élevés, ce qui nous permettrait de fixer durablement nos intérêts débiteurs à des taux historiquement bas. Si cette stratégie se réalisait, nos emprunts seraient assortis de faibles taux fixes pour la majeure partie du prochain cycle économique, ce qui accroîtrait au bout du compte la valeur nette des actifs de la société.

Un observateur avisé pourra objecter que les taux d'intérêt ont atteint de pareils creux il y a deux ans et que nous aurions dû saisir l'occasion à l'époque. Cependant, même si les taux d'intérêt étaient peu élevés, les écarts pour les sociétés étaient très grands (coûteux), et surtout, les marchés du crédit ont été paralysés. La situation aujourd'hui est radicalement différente, puisque si les taux d'intérêt sont toujours bas, les écarts de crédit ont été ramenés à des niveaux raisonnables et surtout, les emprunteurs de qualité ont accès à des capitaux. Ces deux derniers éléments font en sorte que la période actuelle est particulièrement propice aux détenteurs d'actifs comme les nôtres.

Groupe lié aux infrastructures

Au cours du trimestre, nous avons annoncé la fusion de notre société Brookfield Infrastructure avec Prime Infrastructure, société australienne cotée en bourse dans laquelle nous détenons une participation de 40 %. Le 4 novembre 2010, les actionnaires de Prime ont voté à une écrasante majorité en faveur de notre proposition de fusion. Celle-ci aura donc lieu au début de décembre. Brookfield Infrastructure verra sa capitalisation augmenter à plus de 3 G\$ et détiendra une participation directe dans un groupe d'actifs liés aux infrastructures de premier plan, comprenant des lignes de transport d'électricité, des pipelines de gaz naturel, des voies ferroviaires et des terminaux destinés au transport de marchandises et au transport de vrac.

La société issue du regroupement, dont nous détiendrons environ 30 %, accroîtra par ailleurs notre capacité de distribuer les flux de trésorerie additionnels provenant de Brookfield Infrastructure. En tenant compte de la clôture de l'opération, nous augmenterons d'abord les distributions de 13 %. Malgré cette première augmentation, le montant des distributions

devrait rester, en tenant compte des profits réalisés à la fusion, d'environ 60 %. Nous pourrions réexaminer ce montant après l'intégration complète des activités.

Nous avons procédé à la clôture définitive de notre fonds privé lié aux infrastructures à 2,7 G\$. Ce fonds a pour l'instant investi 10 % de son capital dans quatre actifs, le reste devant être utilisé au cours des prochaines années dans les secteurs que nous privilégions en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Outre notre propre engagement de 25 %, ce fonds réunit des partenaires qui constituent un groupe d'investisseurs institutionnels parmi les plus influents de la planète, que nous sommes heureux de compter parmi nos investisseurs. Étant donné la taille de ce fonds et notre accès au capital que nous pouvons utiliser dans Brookfield Infrastructure, les capitaux que nous pouvons affecter à des transactions sont parmi les plus élevés dans le secteur des infrastructures à l'échelle mondiale.

Nos activités actuelles présentent par ailleurs de nombreuses possibilités d'expansion qui pourraient stimuler grandement nos résultats. Nous comptons réinvestir les liquidités générées par nos activités dans le financement d'une tranche importante de ces possibilités d'expansion. Nous continuons également de mener un certain nombre de projets d'envergure qui ont vu le jour en raison de la progression de nos activités.

Par exemple, nous avons entamé les travaux d'agrandissement de notre port au Royaume-Uni, dans le cadre d'un projet qui fera passer la capacité des installations de manutention de conteneurs de 235 000 unités à 450 000 unités. En raison de la croissance des volumes que nous avons connue l'année dernière, le port est exploité au maximum de sa capacité. La première phase, qui commencera en novembre et s'étalera sur 10 mois, portera sur la réorganisation du terminal à conteneurs existant et sur l'installation de nouvelles grues.

Par ailleurs, en raison de la forte demande asiatique pour de l'acier, de nombreux projets d'exploitation du minerai de fer sont en cours, à divers stades de progression, dans la région du centre-ouest de l'Australie occidentale. Notre réseau ferroviaire australien relie un grand nombre des mines en exploitation à des ports situés sur la côte ouest; c'est un maillon essentiel dans la chaîne logistique en place pour servir le marché d'exportation. Nous

avons entrepris les travaux d'agrandissement de notre réseau ferroviaire, afin d'appuyer deux projets de grande envergure qui devraient être achevés en 2011.

General Growth Properties

La semaine prochaine, General Growth Properties sortira de la protection contre les créanciers et sera scindée en deux sociétés. À ce moment-là, nous détiendrons environ 27 % de General Growth (« GGP ») et environ 14 % de The Howard Hughes Corporation (« HHC »), après dilution. Notre investissement s'élèvera au total à environ 2,5 G\$, dont une tranche d'environ 1 G\$ proviendra de notre bilan et le reste, de nos clients. GGP, deuxième plus grand propriétaire de centres commerciaux des États-Unis en fonction de la taille, procédera à une offre publique d'actions avant la fin de l'exercice afin de racheter une partie des capitaux engagés par d'autres actionnaires dans la restructuration de son capital. À la suite de cette opération, notre engagement auprès de GGP qui s'est étiré sur trois ans sera récompensé par le nouveau départ de cette société, dotée d'un bilan solide alors qu'elle représentera un investissement majeur pour Brookfield.

D'un point de vue économique, les ventes du secteur du détail connaissent une reprise timide, comme c'est le cas dans la plupart de nos autres secteurs d'activité. Alors que s'amorce cette reprise, nous pensons être en mesure, à l'aide de certaines mesures stratégiques ciblées et d'un investissement de capitaux, de permettre à GGP de retrouver sa place parmi les meilleurs exploitants de centres commerciaux en Amérique. Récemment, trois de nos dirigeants ont été élus au conseil d'administration de GGP, dont je suis d'ailleurs le président. De plus, nous avons nommé chez GGP un chef des finances appartenant à notre équipe de direction afin d'aider cette société dans la mise en œuvre de ses décisions. Par ailleurs, GGP a annoncé la semaine dernière l'embauche d'un chef de la direction possédant une grande expérience du secteur des immeubles de commerce de détail, avec lequel nous avons très hâte de travailler. Ces ajouts à l'équipe de direction ainsi que la solidité du bilan de GGP découlant de la restructuration de son capital font que GGP est largement en mesure d'accroître ses flux de trésorerie au cours des cinq prochaines années.

De plus, aux termes de la restructuration ordonnée par le tribunal, GGP ne paiera pas de coûts supplémentaires pour le rachat de la majorité des emprunts hypothécaires en cours d'un montant de 18 G\$ dans la société; aux taux d'intérêt actuels, l'occasion de refinancer ces emprunts est un avantage, que l'on n'avait pas envisagé il y a deux ans. Par conséquent, GGP prend rapidement les mesures nécessaires pour proroger la durée globale de ses emprunts, réduire ses intérêts débiteurs et éliminer une grande partie de l'amortissement substantiel inscrit dans les emprunts hypothécaires actuellement en vigueur.

Nous sommes d'avis que, si nous conjugons nos efforts, GGP pourrait figurer parmi nos placements les plus fructueux de tous les temps, et nous sommes heureux d'avoir l'occasion de prendre part à l'évolution de cette grande société.

Rendement des placements et actifs sous gestion

Nous avons considérablement augmenté nos actifs sous gestion au cours des neuf premiers mois de 2010, à la fois dans notre secteur du financement direct institutionnel et dans nos fonds cotés. Nous continuons de nous présenter comme un gestionnaire mondial d'actifs de premier plan en ce qui concerne les actifs liés à des propriétés, à la production d'énergie et aux infrastructures, ce qui devrait donner lieu à une poursuite de la croissance des actifs sous gestion.

Nous avons réuni environ 3,3 G\$ de nouveaux capitaux privés destinés à diverses stratégies de fonds d'investissement au cours du trimestre, y compris la clôture définitive de notre fonds lié aux infrastructures à 2,7 G\$. Ces capitaux proviennent de nombreux investisseurs institutionnels parmi les plus influents de la planète, situés en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Nous devrions continuer d'obtenir des résultats encourageants en matière de collecte de capitaux privés, à mesure que la situation s'améliorera sur le marché des fonds privés aux fins du capital-investissement en général.

Sommaire

Nous maintenons notre engagement qui consiste à être une société de gestion d'actifs d'envergure mondiale et à investir des

capitaux pour nos actionnaires et nos partenaires de placement dans des actifs de grande qualité « faciles à comprendre » qui procurent un solide rendement en espèces des capitaux propres tout en mettant l'accent sur la protection du capital utilisé en cas de baisse.

Nous continuons d'avoir pour principal objectif de générer des flux de trésorerie accrus par action et, par conséquent, d'obtenir une valeur intrinsèque supérieure à plus long terme.

Bien que je signe cette lettre officiellement à titre de chef de la direction, je le fais très respectueusement au nom de tous les autres

membres de l'équipe de Brookfield qui, collectivement, génèrent ces résultats pour vous. N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous avez des recommandations, des questions, des commentaires ou des idées à formuler.



J. Bruce Flatt
Chef de la direction
5 novembre 2010



Déclaration relative aux déclarations prospectives	8
Rapport de gestion	10
États financiers consolidés	74

Déclaration relative aux déclarations prospectives

Le présent rapport intermédiaire aux actionnaires contient de l'information prospective prescrite par les lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes, d'autres « déclarations prospectives » au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières dont l'article 27A de la Securities Act of 1933 des États-Unis et l'article 21E de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis dans leur version modifiée respective, de dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et de toute loi canadienne applicable. Plusieurs déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications. Se reporter à la rubrique intitulée « Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives », à la page 72.

Mode de présentation

Utilisation de mesures financières non définies par les IFRS

Le présent rapport intermédiaire, y compris le rapport de gestion, fait référence aux flux de trésorerie opérationnels sur une base globale et par action. La direction a recours aux flux de trésorerie opérationnels comme mesure clé du rendement et pour déterminer la valeur de l'actif net de ses activités. Les états consolidés des flux de trésorerie opérationnels de Brookfield présentent un rapprochement complet entre cette mesure et le résultat net afin que les lecteurs puissent tenir compte de ces deux mesures pour évaluer les résultats de Brookfield. Les flux de trésorerie opérationnels constituent une mesure non définie par les principes comptables généralement reconnus en vertu des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), laquelle diffère du résultat net et pourrait ne pas correspondre à la définition des flux de trésorerie opérationnels d'autres sociétés. Nous tirons les flux de trésorerie opérationnels de l'information contenue dans nos états financiers consolidés, lesquels sont préparés conformément aux IFRS, et ils sont rapprochés avec le résultat net dans le rapport de gestion. Nous définissons les flux de trésorerie opérationnels comme le résultat net avant des éléments tels l'amortissement, la charge d'impôts futurs et certains éléments hors trésorerie qui, à notre avis, ne reflètent pas les activités sous-jacentes.

Données relatives au rapport intermédiaire

À moins que le contexte ne laisse entendre autre chose, les renvois à la « société » dans le présent rapport intermédiaire se rapportent à Brookfield Asset Management Inc., et les renvois à « Brookfield » se rapportent à la société, à ses filiales directes et indirectes et à ses entités consolidées.

Nous avons recours aux flux de trésorerie opérationnels ainsi qu'aux valeurs de l'actif net dans le présent rapport intermédiaire aux fins de l'évaluation de nos résultats opérationnels et de notre situation financière et nous procédons sur une base déconsolidée organisée selon les plateformes d'exploitation. Cette méthode est conforme à la manière dont nous passons en revue le rendement à l'interne et, à notre avis, elle constitue l'approche la plus directe.

Au cours de l'exercice considéré, nous avons mesuré notre capital investi en fonction de sa valeur de l'actif net, à moins d'indication contraire, selon des procédures et des hypothèses que nous prévoyons suivre dans le cadre de la préparation de nos états financiers en vertu des IFRS, ce qui, à notre avis, offre une bien meilleure représentation de notre situation financière que celle offerte par les valeurs comptables historiques. Ces valeurs sont présentées avant impôts, ce qui veut dire que nous n'avons pas reflété les ajustements que nous prévoyons apporter à nos états financiers préparés selon les IFRS afin de souligner la différence entre la valeur comptable des actifs et leur valeur fiscale. Nous procédons de cette manière parce que nous ne prévoyons pas liquider l'entreprise et que, jusqu'à ce que ces impôts deviennent exigibles, nous pouvons investir ce capital afin de générer des flux de trésorerie et de la valeur pour les actionnaires.

L'information et les valeurs liées aux IFRS fournies dans le présent document ont été préparées selon les normes et les interprétations actuellement publiées et devant être en vigueur à la clôture de notre premier exercice en vertu des IFRS, laquelle est prévue pour le 31 décembre 2010. Il est possible que certaines conventions comptables dont l'adoption est prévue en vertu des IFRS ne soient pas adoptées ou que l'application de telles politiques à certaines transactions ou circonstances soit modifiée; par conséquent, les valeurs de l'actif net au 30 septembre 2010 et au 31 décembre 2009 préparées conformément aux IFRS pourraient changer. Ces montants n'ont pas été vérifiés et ne sont pas assujettis à une vérification par un vérificateur externe.

Le dollar américain constitue notre monnaie fonctionnelle et notre monnaie de présentation aux fins de la préparation de nos états financiers consolidés, compte tenu du fait que nous avons recours à cette monnaie plus qu'à toute autre dans le cadre de nos activités. Par conséquent, à moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars américains.

Le rapport intermédiaire ainsi que des renseignements additionnels, y compris la notice annuelle de la société, sont disponibles sur le site Web de la société (www.brookfield.com) et sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1	REVUE FINANCIÈRE	
PARTIE 2	REVUE DE L'EXPLOITATION	20
PARTIE 3	ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	48
PARTIE 4	NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE	66
PARTIE 5	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	69

PARTIE 1 REVUE FINANCIÈRE

Aperçu

Nous avons continué d'enregistrer de bons résultats d'exploitation et financiers dans presque tous nos secteurs d'activité, et nous avons franchi des étapes importantes. Les paragraphes qui suivent présentent un résumé des facteurs qui ont influé sur notre répartition du capital et nos résultats d'exploitation du trimestre et dont on peut s'attendre à ce qu'ils influent sur notre rendement dans un avenir rapproché.

- ***Les flux de trésorerie opérationnels se sont élevés à 354 M\$ pour le trimestre, comparativement à 149 M\$ pour le trimestre correspondant de 2009, avant les profits à la réalisation.***

Le bénéfice a augmenté dans presque tous nos secteurs d'exploitation au cours du trimestre. Cette augmentation s'explique par les éléments suivants : des hausses de loyers dans les immeubles de bureaux; l'achèvement de propriétés destinées à l'aménagement dans notre secteur des activités liées aux immeubles de bureaux; les flux de trésorerie opérationnels tirés des activités liées aux infrastructures acquises à la fin de 2009; une reprise de l'activité dans notre secteur des activités d'aménagement résidentiel, notamment au Brésil, et une augmentation de la rentabilité de sociétés dans lesquelles la Société investit dans notre secteur du capital-investissement. Exception notable, nos activités de production d'énergie ont souffert des débits d'eau inférieurs à la moyenne.

- ***Nous avons pu réunir des fonds de 6,5 G\$ entre la fin du mois de juin et la date du présent rapport, grâce à des conditions favorables sur les marchés du crédit et des capitaux.***

Ces activités nous ont permis d'améliorer notre situation de trésorerie, de financer certains projets d'investissement et de proroger les échéances de nos emprunts, à un coût du capital peu élevé. Ces activités de financement sont les suivantes : 1,7 G\$ en engagements de co-investisseurs, 1,7 G\$ d'emprunts grevant des propriétés précises, 1,5 G\$ au titre de la dette à long terme non garantie, 0,9 G\$ de financements de projets de construction, 0,5 G\$ en actions privilégiées perpétuelles et 0,2 G\$ pour des opérations de monétisation d'actifs. Ces activités ont eu notamment pour conséquence de proroger nos échéances d'emprunt pour Brookfield Asset Management comme pour nos activités de production d'énergie, les faisant passer respectivement à neuf ans et huit ans, les nouvelles émissions de titres de créances étant assorties en moyenne d'un taux de 5,2 %.

- ***La valeur liquidative de nos actions ordinaires avant les dividendes sur les actions ordinaires a augmenté de 873 M\$, ou 1,43 \$ par action, depuis le 30 juin, ce qui s'explique essentiellement par les flux de trésorerie opérationnels et une appréciation des devises.***

La valeur liquidative par action a été estimée à 30,99 \$ par action. Ceci reflète la valeur de nos immobilisations corporelles, mais n'inclut pas certaines valeurs liées à l'entreprise ou à des immobilisations incorporelles qui contribuent à la valeur sous-jacente intrinsèque de l'entreprise.

Nos activités de gestion d'actifs, notamment, sont susceptibles d'accroître la valeur de la Société, non seulement par un apport de capitaux en vue de la croissance de l'entreprise, mais aussi par l'augmentation des honoraires de gestion de base et des honoraires liés au rendement, qui devrait susciter une valorisation attrayante des multiples sur le marché. Par ailleurs, nous estimons accroître notre valeur grâce à une répartition judicieuse et opportuniste des capitaux entre nos activités, qui vise à augmenter constamment les rendements. Enfin, la qualité de nos activités nous permet de générer des rendements élevés, ajustés en fonction du risque, qui devraient, à notre avis, entraîner une amélioration des flux de trésorerie et, par conséquent, une valorisation de premier ordre de nos actifs.

Nous avons observé une baisse importante des taux d'intérêt à long terme, qui commence à se traduire par une diminution des taux d'actualisation et de capitalisation correspondant à des évaluations en hausse dans le cadre de transactions récentes sur les marchés. Ces mouvements ne se reflètent pas encore dans nos valeurs de l'actif net, dont certaines sont calculées annuellement; cependant, nos évaluations de fin d'exercice devraient tenir compte de la baisse des taux d'intérêt et du contexte inflationniste, ce qui, selon nous, devrait entraîner une hausse de la valeur d'expertise de nos capitaux propres.

Nos actifs sous gestion ont augmenté de 2,5 G\$ depuis le 30 juin.

Cette augmentation comprend une hausse de 1,1 G\$ des engagements de la part des clients envers notre fonds américain lié aux infrastructures de 2,7 G\$, ainsi que des titres de capitaux propres de Brookfield Infrastructure Partners représentant 1,1 G\$, que nous devrions émettre en échange de la portion restante des capitaux propres du portefeuille australien de titres liés aux infrastructures que nous avons restructuré à la fin de 2009. Ces activités de recherche de financement, et d'autres de même nature, ont donné lieu à une hausse des revenus d'honoraires au cours du trimestre et à un accroissement du montant annualisé de nos honoraires de gestion de base, qui s'élève à environ 190 M\$. Le niveau actuel de nos honoraires de gestion de base est sept fois plus élevé qu'il y a cinq ans, grâce au lancement de nouveaux fonds et au placement des fonds mobilisés. Nos ententes en matière de capitaux et de gestion nous permettent par ailleurs de générer une rémunération fondée sur le rendement additionnelle et des intérêts comptabilisés gagnés auprès de nos clients, généralement lorsque nos rendements dépassent un seuil déterminé à l'avance.

Nous avons investi 450 M\$ dans de nouvelles occasions de placement au cours du trimestre. Nous investissons par ailleurs 2,1 G\$ dans deux projets de grande ampleur postérieurs au 30 septembre.

Nous investissons environ 1,0 G\$ de nos capitaux dans le cadre de l'opération d'investissement fondamentale de 2,6 G\$ effectuée par nous et par nos clients aux fins de la restructuration de General Growth Properties, et nous procédons à une émission de titres de capitaux propres de notre filiale liée aux infrastructures pour acquérir la participation restante dans le portefeuille australien de titres liés aux infrastructures, pour environ 1,1 G\$. Ces montants s'ajoutent aux 450 M\$ investis dans divers actifs au cours du trimestre. Nous sommes d'avis que ces investissements sont réalisés en fonction d'évaluations très intéressantes, ce qui devrait entraîner un accroissement du rendement en termes de flux de trésorerie et une appréciation de la valeur au cours des prochaines années.

Nous sommes allés de l'avant avec plusieurs transactions visant à simplifier notre structure organisationnelle et à mieux positionner ces sociétés clés de façon à augmenter la création de valeur pour nos actionnaires.

Notre principale société d'immeubles de bureaux, Brookfield Office Properties, a franchi une étape importante en vue de devenir une société mondiale active spécifiquement dans le secteur des immeubles de bureaux, en faisant l'acquisition au cours du trimestre de nos participations dans notre portefeuille australien d'immeubles de bureaux et en annonçant un plan visant la vente de ses activités résidentielles canadiennes à ses actionnaires, dont Brookfield. Nous cherchons parallèlement à fusionner notre activité résidentielle au Canada avec nos activités aux États-Unis, de manière à créer une société unique active dans le secteur résidentiel nord-américain, qui sera bien placée pour tirer parti de la reprise que connaîtront un jour les marchés résidentiels américains. De plus, la fusion de Brookfield Infrastructure et de la filiale australienne liée aux infrastructures qui lui appartient en partie simplifie la structure de capital et fait de Brookfield Infrastructure, dont la capitalisation boursière atteint 3,4 G\$, un chef de file mondial du secteur lié aux infrastructures.

Les éléments évoqués ci-dessus et nos autres activités font l'objet d'une analyse détaillée dans les rubriques qui suivent.

Faits saillants de l'exploitation

Nos secteurs d'exploitation ont mené à bien un certain nombre de projets visant à accroître la valeur de nos entreprises, qui ont influé sur nos résultats d'exploitation du trimestre.

Nous avons loué 1,1 million de pieds carrés pour l'ensemble de notre portefeuille mondial d'immeubles de bureaux, à des loyers supérieurs de 9 % à ceux des baux arrivés à échéance, ce qui a entraîné une hausse de 4 % des flux de trésorerie provenant des propriétés existantes. Les marchés se sont stabilisés dans presque tous les grands centres où nous sommes installés et s'améliorent sensiblement dans plusieurs villes. Le portefeuille affiche toujours un taux de location de 95 % et une durée moyenne des baux de sept ans; les loyers sont inférieurs de 9 % à ceux de propriétés comparables sur le marché, d'où une bonne perspective de croissance. Notre portefeuille total comprend 70 millions de pieds carrés répartis dans 118 immeubles situés dans 18 grands marchés aux États-Unis, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni.

Au cours du trimestre, nous avons produit 2 894 gigawattheures d'électricité. Cette production est inférieure de 20 % à la moyenne à long terme et de 22 % à la production du troisième trimestre de 2009. Heureusement, cette faiblesse de la production a été en grande partie neutralisée par la hausse des prix réalisés grâce à une bonne diversification des sources de production d'énergie au sein du portefeuille, en vertu d'ententes à long terme conclues au cours des deux derniers exercices. Nous avons achevé les travaux de notre centrale éolienne de 50 mégawatts de Gosfield, dans le sud-ouest de l'Ontario, et nous poursuivons les travaux de plusieurs autres projets d'aménagement qui bénéficient de l'attrait pour l'énergie renouvelable. Nous avons prorogé la durée de nos contrats dont l'échéance était la plus proche jusqu'à 2012; désormais, 83 % de notre production prévue jusqu'au début de 2013 est vendue par contrat à des prix attrayants et la majorité de l'électricité que nous produisons continue de faire l'objet de contrats à long terme dont la durée moyenne est de 13 ans.

En ce qui a trait à nos activités liées aux infrastructures, nous avons procédé au renouvellement de plusieurs cadres réglementaires et conclu la négociation de contrats à des conditions intéressantes, à une exception près. Les mesures ont contribué à l'augmentation des flux de trésorerie pour le trimestre et devraient continuer à l'avenir de faire croître les flux de trésorerie provenant de ces activités. Environ 85 % du montant annualisé prévu des flux de trésorerie opérationnels liés à ces activités, en dehors des activités liées aux terres d'exploitation forestière, est régi par un cadre réglementaire ou des contrats dont la durée moyenne est de six ans. De plus, nous menons un certain nombre de projets d'expansion des immobilisations présentant des perspectives de rendement intéressantes.

Au sein de nos activités résidentielles brésiliennes, nous avons lancé de nouveaux projets dont la valeur estimative atteint 741 millions de reales brésiliens (437 M\$), ce qui représente une hausse de 53 % par rapport au trimestre correspondant de 2009, en monnaie locale, et nous avons réalisé des ventes faisant l'objet de contrats, d'un montant de 824 millions de reales brésiliens (466 M\$) en hausse de 32 %, ce qui a donné lieu à une augmentation de 23 M\$ de l'apport de ce secteur d'exploitation. Nous devrions livrer près de 4 800 logements au cours de l'exercice, grâce à l'essor continu de l'économie brésilienne.

Flux de trésorerie liés à l'exploitation

Le tableau ci-après présente nos flux de trésorerie opérationnels, par secteur d'activité :

(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Plateformes d'exploitation				
Production d'énergie renouvelable	46 \$	56 \$	206 \$	279 \$
Propriétés commerciales	83	63	243	189
Infrastructure	37	10	101	37
Activités d'aménagement	77	(1)	121	9
Capital-investissement et financement	50	5	121	84
Revenu de placement et autres revenus	126	84	250	254
Total des flux de trésorerie tirés des plateformes d'exploitation	419	217	1 042	852
Services de gestion d'actifs et autres services	90	65	239	175
	509	282	1 281	1 027
Flux de trésorerie opérationnels avant les charges non réparties :				
Intérêts débiteurs	(76)	(65)	(225)	(194)
Charges opérationnelles	(66)	(70)	(178)	(181)
Impôts sur le bénéfice exigibles	(13)	2	(18)	(4)
Flux de trésorerie opérationnels et gains – avant les profits à la réalisation	354	149	860	648
Profits à la réalisation	–	346	187	389
Flux de trésorerie opérationnels et gains	354 \$	495 \$	1 047 \$	1 037 \$
- par action, avant les profits à la réalisation	0,57 \$	0,24 \$	1,38 \$	1,07 \$
- par action, compte tenu des profits à la réalisation	0,57	0,83	1,70	1,74

Les flux de trésorerie opérationnels de nos plateformes d'exploitation et de notre capital investi (quote-part des flux de trésorerie en fonction du capital que nous avons investi dans chacune de ces activités et autres placements) ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, passant de 217 M\$ à 419 M\$. Les honoraires de gestion d'actifs et l'apport de nos autres services, dont les services liés à la construction et à la gestion des propriétés, ont représenté un apport de 90 M\$, contre 65 M\$. Les intérêts et les charges opérationnelles non répartis sont demeurés essentiellement les mêmes. Nous avons comptabilisé en 2009 un profit à la réalisation sur la vente d'intérêts partiels dans nos installations canadiennes de production d'énergie renouvelable.

Les flux de trésorerie opérationnels tirés de nos activités de production d'énergie renouvelable se sont élevés à 46 M\$ au cours du trimestre, contre 56 M\$ pour l'exercice précédent. Les faibles conditions hydrologiques que nous avons connues en Ontario, au Québec et dans la région de New York ont entraîné une baisse de la production d'électricité, laquelle a toutefois été en partie contrebalancée par une hausse des prix contractuels et par l'augmentation des flux de trésorerie provenant de nos centrales éoliennes et de nos autres installations de production d'électricité. En octobre, les niveaux d'eau ont entamé un retour à la normale dans nos principaux marchés, ce qui devrait ramener la production d'électricité à des niveaux proches des moyennes à long terme au quatrième trimestre.

L'apport de nos activités d'immeubles de bureaux tient compte d'une hausse de 2 % des loyers de « biens immobiliers comptables » et d'un dividende de 26 M\$ reçu au titre de notre placement dans Canary Wharf Group.

La hausse de 27 M\$ des flux de trésorerie liés aux infrastructures comprend une tranche de 20 M\$ au titre de l'entreprise que nous avons acquise au quatrième trimestre de 2009 (soit après la fin du trimestre correspondant). Nos autres activités actuelles, en dehors des terres d'exploitation forestières, ont vu leur apport augmenter de 3 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces activités sont majoritairement fondées sur des tarifs réglementés ou sont contractuelles par nature, ce qui permet d'en tirer des résultats d'exploitation stables, qui augmentent avec l'inflation et l'investissement de capitaux supplémentaires. L'apport de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière, qui sont particulièrement corrélées au cycle économique, s'est élevé à 4 M\$, contre néant pour l'exercice précédent. Cet apport, largement inférieur aux possibilités, s'explique par la faiblesse persistante de l'activité économique en Amérique du Nord. Nous avons réduit nos niveaux de coupe et nous constituerons des stocks de bois dans l'attente d'une amélioration des prix du bois d'œuvre.

Nos activités liées à l'aménagement comprennent l'aménagement résidentiel et les placements dans des propriétés faisant suite à des occasions, qui consistent principalement à acquérir ou à aménager des actifs en vue de leur revente, contrairement à nos activités liées à des propriétés, à la production d'énergie et aux infrastructures, qui prévoient une durée supérieure de détention d'un actif. L'apport combiné de ces activités a augmenté de 78 M\$, dont 32 M\$ proviennent des activités liées à l'aménagement résidentiel et 45 M\$ proviennent de nos placements dans des propriétés faisant suite à des occasions. Les résultats des activités résidentielles ont bénéficié de la hausse du nombre de projets achevés au Brésil, de l'amélioration des marges en Amérique du Nord et de l'accroissement de l'activité en Australie. Les résultats des propriétés faisant suite à des occasions comprennent des profits de 34 M\$ sur la vente de trois propriétés ayant eu lieu ce trimestre.

Les résultats des activités de capital-investissement et de financement ont bénéficié de l'amélioration des résultats d'exploitation d'un bon nombre de sociétés détenues dans nos portefeuilles de titres de sociétés en détresse et de titres de capital-investissement, laquelle reflète l'amélioration de l'environnement d'exploitation et l'incidence des mesures de restructuration adoptées au cours des dernières années.

Le revenu de placement et les autres revenus s'élèvent au total à 126 M\$ pour le trimestre, comparativement à 84 M\$ pour le troisième trimestre de 2009, ce qui reflète un niveau supérieur d'investissement et des gains de change pour le trimestre. Les charges non réparties, qui comprennent les intérêts débiteurs au niveau de la société, ont augmenté de 22 M\$, ce qui rend compte de la variation des impôts sur les bénéfices exigibles que nous comptons largement recouvrer au cours des douze prochains mois.

Les honoraires de gestion d'actifs et l'apport des autres services ont augmenté de 90 M\$ pendant le trimestre et de 239 M\$ en cumul annuel. Les honoraires de gestion d'actifs à long terme ont notamment augmenté en raison du lancement de nouveaux fonds et des engagements de capital de tiers plus nombreux. Notre activité liée aux services de construction a vu ses marges bénéficiaires et ses niveaux d'activité augmenter, tandis que de nouveaux contrats sont en cours de négociation, avec pour toile de fond une intensification de l'activité économique en Australie et au Royaume-Uni.

Capital investi et valeurs de l'actif net

Notre capital est principalement investi dans des centrales hydroélectriques produisant de l'énergie renouvelable situées en Amérique du Nord et au Brésil, des immeubles de bureaux situés dans les secteurs commerciaux des centres-villes de grands centres internationaux et des actifs liés à des infrastructures réglementées dans le monde entier. Ces secteurs d'activité, en plus de la trésorerie et des actifs financiers, représentent environ 70 % de notre capital investi et contribuent à la solidité et à la stabilité de notre structure du capital, de nos flux de trésorerie opérationnels et des valeurs de l'actif net. Environ 25 % de notre capital investi est utilisé dans des activités plutôt cycliques, comme les activités liées à l'aménagement résidentiel et nos activités de capital-investissement et de financement; ces placements sont assortis de prévisions de rendement à long terme considérablement élevées.

La répartition du capital investi et notre structure du capital général ont relativement peu varié au cours du trimestre, comme le montre le tableau suivant :

(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Capital investi par Brookfield ¹			% du capital		
	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 déc. 2009
Plateformes d'exploitation						
Production d'énergie renouvelable	8 454 \$	8 345 \$	8 468 \$	33 %	34 %	36 %
Propriétés commerciales	5 169	5 126	4 841	20 %	21 %	20 %
Infrastructure	1 858	1 785	1 646	7 %	7 %	7 %
Activités d'aménagement	3 106	3 346	3 153	12 %	13 %	13 %
Capital-investissement et financement	2 664	2 516	2 031	11 %	10 %	9 %
Trésorerie et actifs financiers	2 019	1 708	1 645	8 %	7 %	7 %
Autres actifs	1 103	1 051	1 045	4 %	4 %	4 %
Services de gestion d'actifs et autres services	1 174	936	1 053	5 %	4 %	4 %
Capital investi	25 547	24 813	23 882	100 %	100 %	100 %
Moins : Obligations de la Société	(3 482)	(3 457)	(3 372)			
Créditeurs et autres charges	(1 722)	(1 832)	(2 028)			
Actions privilégiées et titres de capital	(2 061)	(2 040)	(1 776)			
Valeur de l'actif net de nos capitaux propres ordinaires	18 282 \$	17 484 \$	16 706 \$			
Par action	30,99 \$	29,69 \$	28,53 \$			

1. À la valeur de l'actif net, excluant les provisions comptables au titre du passif d'impôts futurs

Notre valeur de l'actif net a augmenté d'environ 900 M\$ (1,43 \$ par action) au cours du trimestre et de 1,8 G\$ (2,85 \$ par action) au cours des neuf premiers mois de l'exercice, avant la prise en compte de distributions d'actions ordinaires. L'augmentation enregistrée pour le trimestre reflète les flux de trésorerie opérationnels de la période, les profits sur les évaluations d'actifs et l'incidence de l'appréciation de certaines devises sur nos activités menées hors des États-Unis, éléments contrebalancés en partie par l'amortissement d'actifs qui ne sont pas réévalués périodiquement en vertu des IFRS.

Le tableau qui suit résume les variations de la valeur de notre actif net au cours de 2010 :

(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestre terminé le 30 septembre 2010		Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010	
	Montant total	Par action	Montant total	Par action
Valeur de l'actif net à l'ouverture ¹	17 484 \$	29,69 \$	16 706 \$	28,53 \$
Flux de trésorerie opérationnels	354	0,57	1 047	1,70
Moins : Profits à la réalisation ²	—	—	(102)	(0,19)
Dividendes sur les actions privilégiées	(18)	s.o.	(53)	s.o.
Variations de juste valeur				
Actifs opérationnels	80	0,13	239	0,37
Moins : réalisation des augmentations de la juste valeur comptabilisées précédemment ²	(48)	(0,08)	(48)	(0,08)
Devises	399	0,65	91	0,15
Amortissement	(169)	(0,27)	(510)	(0,83)
Autres	(25)	(0,06)	(114)	(0,26)
Variations de la valeur comptable en vertu des IFRS	573	0,94	550	0,86
Variations des valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS	300	0,49	1 250	1,99
Rendement total	873	1,43	1 800	2,85
Dividendes sur les actions ordinaires	(75)	(0,13)	(224)	(0,39)
Variation totale de la valeur	798	1,30	1 576	2,46
Valeur de l'actif net à la clôture ¹	18 282 \$	30,99 \$	18 282 \$	30,99 \$

1. Calculée avant impôts

2. Correspond à la tranche des profits sur cession qui était auparavant présentée dans les capitaux propres à titre de profits non réalisés ou d'écart de réévaluation

La valeur de l'actif net correspond à nos capitaux propres ordinaires tels qu'ils sont présentés dans nos états financiers en vertu des IFRS, après ajustement pour éliminer les impôts différés et pour rendre compte des variations de la juste valeur des actifs qui ne sont pas réévalués ailleurs en vertu des IFRS. D'autres renseignements sur les valeurs de l'actif net, notamment en ce qui concerne la méthode d'évaluation et les hypothèses utilisées, sont présentés aux pages 45 et 46 du présent rapport.

Nous n'avons pas enregistré au cours du trimestre de variations importantes des évaluations pour nos activités liées aux propriétés commerciales, à la production d'énergie renouvelable et aux infrastructures. Nos installations liées à la production d'énergie renouvelable et aux infrastructures (à l'exception des terres d'exploitation forestière) sont réévaluées une fois par an seulement; l'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur les taux d'actualisation et de capitalisation utilisés dans l'évaluation de nos immeubles de bureaux sera alors comptabilisée dans la mesure où nous considérerons qu'elle est probable. Nous avons observé une hausse importante de l'évaluation des transactions effectuées après la fin du trimestre; nous procéderons à un examen complet de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt et de la mise à jour des prévisions relatives à l'inflation sur l'évaluation de nos actifs, au moment de préparer notre rapport financier pour l'exercice complet.

Les variations enregistrées au cours du trimestre pour les valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS illustrent une augmentation de 300 M\$ découlant de l'élimination de l'amortissement comptable des actifs de production d'électricité qui sont réévalués chaque année (116 M\$ pour le trimestre; 357 M\$ en cumul annuel) et des hausses de la valeur des sociétés que nous détenons dans nos portefeuilles de capital-investissement, en fonction des valorisations boursières et des évaluations préparées pour les investisseurs de nos fonds (100 M\$ au cours du trimestre; 500 M\$ en cumul annuel).

Situation de trésorerie et activités de financement

Nous avons conclu des financements totalisant 6,5 G\$ depuis le 30 juin, afin d'accroître nos liquidités et d'élargir le profil de nos échéances, et nous avons procédé à la monétisation d'actifs, pour un produit de 198 M\$:

	Produit	Taux	Échéance
Emprunts			
Non garantis	1 477 \$	4,54 %	7 ans
Emprunts grevant des propriétés précises	1 663	5,94 %	4 ans
Liés à la construction	876	6,85 %	3 ans
Actions privilégiées	540	4,85 %	Perpétuelles
Vente de participations/d'actifs	198	s.o.	Perpétuelles
Fonds non cotés	1 742	s.o.	12 ans
	6 496 \$		

Le produit obtenu est destiné à financer les échéances de la dette et les activités d'investissement et à compléter nos liquidités essentielles. Les liquidités de base, qui représentent la trésorerie, les actifs financiers et les montants non prélevés sur les facilités de crédit de la société et de ses principales filiales en exploitation, s'élevaient à environ 4,2 G\$ à la fin du trimestre, comparativement à 4,0 G\$ à la fin de 2009. Ce montant inclut 3,0 G\$ au niveau de la société et 1,2 G\$ au niveau de nos principales unités d'exploitation. Nous continuons de maintenir des niveaux de liquidités plus élevés qu'au cours des dernières années, en raison du fait que nous avons un grand nombre de projets d'investissement en cours; nous comptons utiliser environ 1,0 G\$ de ces liquidités pour financer la restructuration de General Growth, en novembre.

Les ratios d'endettement après déconsolidation et après consolidation proportionnelle sont demeurés relativement inchangés, s'établissant respectivement à 14 % et à 41 %. L'échéance moyenne de la dette de la société est de huit ans.

Le tableau suivant présente notre quote-part des échéances devant survenir avant 2013 :

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	2010	2011	2012
Siège social	– \$	– \$	733 \$
Filiales	136	761	144
Emprunts grevant des propriétés précises	455	2 524	2 288

Nous continuons de financer principalement nos activités en obtenant du financement de première qualité. La qualité supérieure et la stabilité des flux de trésorerie liés à nos actifs et la solidité de nos relations financières nous ont permis de refinancer les emprunts arrivant à échéance dans le cours normal de nos activités, même au cours des périodes plus difficiles lors de la récession et de la crise du crédit. Nous disposons de liquidités essentielles largement suffisantes et de flux de trésorerie soutenus pour financer le remboursement d'emprunts que nous choisirions de réduire, ou que nous serions autrement tenu de réduire. Nous continuons de rechercher activement des occasions de « refinancer par anticipation » des emprunts devant arriver à échéance au cours des trois prochaines années, afin de profiter des coûts d'emprunts actuellement avantageux et d'élargir notre profil d'échéances.

Actifs sous gestion

Le total de l'actif sous gestion s'est élevé à 113 G\$ à la fin du trimestre; ce montant recouvre aussi bien les actifs gérés pour le compte de nos clients que ceux gérés pour notre propre compte. Il correspond aux actifs physiques et au fonds de roulement appartenant aux diverses entités et sociétés détenues, cotées et non cotées en Bourse, dans le cadre de nos différentes activités, ainsi qu'aux titres d'emprunt et aux titres de capitaux propres que nous gérons à titre consultatif par l'intermédiaire de nos activités liées aux titres cotés en Bourse. Cette mesure constitue un indicateur de l'ampleur de nos activités. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un indicateur direct de notre rentabilité, nous pensons que l'ampleur de nos activités au niveau mondial constitue pour nous un avantage concurrentiel précieux.

Sur le montant de ces actifs, environ 70 G\$ sont consolidés à des fins comptables et présentés dans notre bilan consolidé. Les 43 G\$ restants comprennent une tranche de 23 G\$ correspondant à des titres gérés à titre consultatif et une tranche de 20 G\$ d'actifs détenus par l'intermédiaire de satellites comptabilisés à la valeur de consolidation ou d'ententes de coentreprise. Les actifs physiques et les soldes de fonds de roulement sont financés au moyen d'emprunts et de capitaux propres; les capitaux propres proviennent de nos clients, d'actionnaires publics intervenant sur les marchés des capitaux et de la Société. Notre quote-part du capital investi était d'environ 26 G\$ au 30 septembre 2010. Notre quote-part des flux de trésorerie sous-jacents générés par ces activités représente un élément important de nos rendements totaux.

Un de nos objectifs les plus importants consiste à accroître le montant du capital que nous gérons pour le compte de nos clients. Cette activité constitue pour nous une importante source de capital permettant de saisir des occasions de placement et nous donne la possibilité de tirer un revenu de gestion d'actifs sous forme d'honoraires de gestion de base et d'honoraires liés au rendement. Mobiliser des capitaux de cette manière nous permet d'accroître nos revenus car cela nous donne la possibilité d'obtenir des honoraires et des rendements liés à la performance sous une forme ressemblant à des participations en capitaux propres, tandis que, selon nous, l'émission de capital à partir de nos propres actions aurait un effet dilutif fondé sur le rapport entre les cours actuels sur le marché et notre vision de la valeur intrinsèque sous-jacente de l'entreprise.

Le tableau ci-après présente le capital géré pour le compte de tiers au 30 septembre 2010, y compris les sommes actuellement investies et un montant total de 8,7 G\$ de capital non encore investi dans des fonds :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	Fonds principaux et fonds à valeur ajoutée	Fonds destinés à des occasions et fonds de capital-investissement	Montant total	Fonds principaux et fonds à valeur ajoutée	Fonds destinés à des occasions et fonds de capital-investissement	Montant total
Fonds non cotés et émetteurs cotés sous gestion						
Production d'électricité	1 291 \$	– \$	1 291 \$	995 \$	– \$	995 \$
Propriétés commerciales	3 563	5 176	8 739	3 479	4 600	8 079
Infrastructure	6 255	114	6 369	4 937	69	5 006
Aménagement	–	281	281	–	291	291
Capital-investissement et financement	2 387	870	3 257	3 098	661	3 759
	13 496	6 441	19 937	12 509	5 621	18 130
Titres cotés en Bourse	–	–	23 256	–	–	23 787
Autres entités cotées	–	–	7 823	–	–	5 737
	13 496 \$	6 441 \$	51 016 \$	12 509 \$	5 621 \$	47 654 \$

Nous avons enregistré des capitaux additionnels d'environ 700 M\$ engagés à l'égard de nos fonds de propriétés commerciales, principalement en lien avec notre fonds immobilier de redressement et en particulier avec la recapitalisation de General Growth. Nous avons également obtenu des engagements supplémentaires de 1,1 G\$ à l'égard de notre fonds Americas Infrastructure Fund à la clôture finale. Nous continuons de lancer de nouveaux fonds; nous avons actuellement quatre fonds sur le marché et nous cherchons à mobiliser 1,7 G\$ par le biais d'engagements de tiers, en plus de notre propre engagement à l'égard de ces fonds.

Bénéfice net

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie opérationnels et du bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois écoulés :

(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres terminés les 30 sept.		Périodes de neuf mois terminées les 30 sept.	
	2010	2009	2010	2009
Produits	3 841 \$	2 844 \$	9 666 \$	7 426 \$
Flux de trésorerie opérationnels et gains	354 \$	495 \$	1 047 \$	1 037 \$
Moins : Profits sur cession ¹	–	(346)	(187)	(389)
	354	149	860	648
Autres éléments				
Amortissement	(169)	(142)	(510)	(423)
Variations de la juste valeur	(64)	(591)	(6)	(1 553)
Impôts différés	(9)	167	21	277
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	112 \$	(417) \$	365 \$	(1 051) \$
– par action dilué	0,16 \$	(0,75) \$	0,53 \$	(1,89) \$

1. Profits sur cession comptabilisés dans les capitaux propres aux fins des IFRS, et non dans le bénéfice net

En 2010, ces éléments de rapprochement se composaient principalement de l'amortissement comptable de nos centrales de production d'énergie et de nos activités industrielles. Les variations de la juste valeur ont été négatives dans l'ensemble, en raison de la neutralisation des profits à la réévaluation d'immobilisations corporelles par la comptabilisation dans les flux de trésorerie opérationnels des écarts de réévaluation comptabilisés auparavant et de la diminution des profits non réalisés sur la juste valeur ainsi que des réévaluations comptables relatives aux ventes d'électricité et aux instruments financiers. En 2009, nous avons enregistré une baisse de la valeur d'expertise de nos propriétés commerciales, ce qui a entraîné des

ajustements de la juste valeur à la baisse au cours de cette période. Le bénéfice net du troisième trimestre, avant la prise en compte de ces éléments et à l'exclusion des profits sur cession qui ne sont pas comptabilisés aux fins des IFRS, a augmenté de 205 M\$, ce qui reflète la hausse des flux de trésorerie opérationnels.

Nous n'utilisons pas le bénéfice net seul comme mesure clé pour évaluer le rendement de nos activités puisque, à notre avis, il ne constitue pas une mesure stable du rendement continu des opérations sous-jacentes. Par exemple, le bénéfice net comprend des ajustements de la juste valeur au titre de nos propriétés commerciales, de nos terres d'exploitation forestière et de nos actifs financiers, mais non au titre de nos actifs liés à la production d'énergie renouvelable, aux actifs liés aux services publics ni aux actifs destinés à l'aménagement, lesquelles représentent actuellement environ 50 % de notre capital investi. Néanmoins, nous reconnaissons que de nombreux utilisateurs considèrent que le bénéfice net est une mesure clé et c'est pourquoi nous présentons une analyse de notre bénéfice net et un rapprochement avec les flux de trésorerie opérationnels ci-dessous et ailleurs dans notre rapport de gestion. De plus, nous incorporons la plupart des éléments du bénéfice net qui ne sont pas présentés dans les flux de trésorerie opérationnels dans le calcul de nos valeurs de l'actif net, ainsi que des composantes des autres éléments du résultat global et du rendement total.



Production d'énergie renouvelable

Sommaire des résultats financiers

Le tableau suivant présente le capital investi dans nos activités de production d'énergie renouvelable, ainsi que notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels :

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Actifs sous gestion		Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Production d'hydroélectricité	13 000 \$	13 128 \$	12 522 \$	12 610 \$	149 \$	159 \$
Autres modes de production d'énergie	894	720	587	412	14	3
Centrales en cours d'aménagement	158	233	158	233	—	—
	14 052	14 081	13 267	13 255	163	162
Autres actifs	1 787	1 785	1 645	1 762	—	—
	15 839	15 866	14 912	15 017	163	162
Levier financier	—	—	(4 980)	(5 005)	(96)	(82)
Créditeurs et autres charges	—	—	(724)	(831)	(7)	—
Participations des co-investisseurs	—	—	(1 704)	(1 163)	(14)	(24)
Valeurs de Brookfield en vertu des IFRS	15 839	15 866	7 504	8 018	46	56
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS	—	—	950	450	—	—
Capital investi par Brookfield	15 839 \$	15 866 \$	8 454 \$	8 468 \$	46 \$	56 \$

Résultats opérationnels

La variation de nos flux de trésorerie découle principalement de la variation des débits d'eau, lesquels ont une incidence sur la production de nos centrales hydroélectriques, et des prix que nous réalisons sur l'énergie que nous produisons qui ne fait pas l'objet de contrats de vente à long terme, ainsi que de revenus auxiliaires, comme les paiements en fonction de la capacité. Le tableau qui suit présente les variations des flux de trésorerie opérationnels en isolant l'incidence des taux de change :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	2010	2009	Écart
Production d'hydroélectricité existante (en supposant que les taux de change ne varieraient pas)			
États-Unis	88 \$	78 \$	10 \$
Canada	7	44	(37)
Brésil	48	37	11
	143	159	(16)
Production d'électricité aménagée ou acquise récemment	2	—	2
Incidence des variations du taux de change au cours de l'exercice considéré	4	—	4
Montant total de l'apport des centrales hydroélectriques	149	159	(10)
Autres modes de production d'énergie	14	3	11
Total des flux de trésorerie opérationnels	163	162	1
Intérêts débiteurs	(92)	(82)	(10)
Charge d'impôts exigibles et autres charges	(7)	—	(7)
Participations des co-investisseurs	(11)	(24)	13
Incidence des variations du taux de change au cours de l'exercice considéré	(7)	—	(7)
Flux de trésorerie opérationnels nets	46 \$	56 \$	(10) \$

Les principales variations opérationnelles figurent ci-après :

- Diminution de 16 M\$ de l'apport des centrales hydroélectriques existantes, en raison d'une baisse de la production contrebalancée en partie par la hausse des prix réalisés;
- Hausse de 11 M\$ de l'apport des centrales éoliennes et des installations d'accumulation par pompage et de cogénération, qui s'explique principalement par des niveaux de vent supérieurs à la moyenne et par l'apport d'une centrale éolienne récemment mise en service dans le sud-ouest de l'Ontario;
- Diminution de 13 M\$ des flux de trésorerie liés aux participations minoritaires en raison d'une baisse de la production des centrales détenues au sein du fonds d'énergie renouvelable dans lequel nous avons une participation de 42 %;
- Augmentation des intérêts débiteurs du fait de la prise en compte en 2010 de la dette associée aux projets d'aménagement ainsi que de l'incidence de la hausse des taux de change. De plus, la société a comptabilisé des impôts exigibles de 7 M\$ au cours du trimestre.

Prix réalisés – production hydroélectrique

Le tableau suivant illustre les produits et les charges opérationnelles applicables à nos centrales hydroélectriques :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN GIGAWATTHEURES ET EN MILLIONS DE DOLLARS)	2010				2009			
	Production (GWh)	Produits réalisés	Charges opérationnelles	Flux de trésorerie opérationnels	Production (GWh)	Produits réalisés	Charges opérationnelles	Flux de trésorerie opérationnels
États-Unis	1 243	122 \$	34 \$	88 \$	1 373	109 \$	31 \$	78 \$
Canada	526	39	29	10	1 317	69	25	44
Brésil	796	72	21	51	714	57	19	38
Montant total	2 565	233 \$	84 \$	149 \$	3 404	235 \$	75 \$	160 \$
Par MWh		91 \$	33 \$	58 \$		69 \$	22 \$	47 \$

Les flux de trésorerie opérationnels par mégawattheure (MWh) ont augmenté, passant de 47 \$ par MWh en 2009 à 58 \$ par MWh en 2010, ce qui s'explique en grande partie par une hausse du prix moyen réalisé par unité d'électricité vendue, qui est passé de 69 \$ par MWh à 91 \$ par MWh au troisième trimestre de 2010. Environ 80 % de notre production provient des États-Unis et du Brésil, des marchés où les prix sont plus élevés, comparativement à 60 % au cours du troisième trimestre de 2009.

Le montant total des produits au Brésil a bénéficié de l'achèvement de deux centrales plus tôt au cours de l'exercice, ce qui a accru la capacité de 65 mégawatts. Les prix réalisés incluent également les produits découlant de la vente de réserves de production et de la signature de nouveaux contrats de vente au sein de marchés où les prix sont plus élevés, lesquels ont été supérieurs par unité au cours du trimestre à l'étude. Les charges opérationnelles relatives à nos activités liées à l'hydroélectricité sont en grande partie fixes; par conséquent, les charges par mégawattheure augmentent lorsque les niveaux de production diminuent. Les produits et les charges ont augmenté au Canada et au Brésil de 8 \$ par MWh et de 4 \$ par MWh, respectivement, en raison d'une hausse des taux de change moyens au cours du trimestre.

Production

Le tableau suivant présente un sommaire de la production d'énergie au cours du troisième trimestre de 2010 et 2009 :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN GIGAWATTHEURES)	Variation des résultats						
	Production réelle		Moyenne à long terme		Comparativement à la moyenne à long terme		Production réelle comparativement à l'exercice précédent
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Capacité existante							
États-Unis	1 237	1 373	1 123	1 123	114	250	(136)
Canada	526	1 317	1 182	1 182	(656)	135	(791)
Brésil	665	684	672	672	(7)	12	(19)
Activités d'acquisition et d'aménagement – 2009 et 2010	137	30	203	29	(66)	1	107
Total des activités hydroélectriques	2 565	3 404	3 180	3 006	(615)	398	(839)
Énergie éolienne	108	70	102	102	6	(32)	38
Cogénération et accumulation par pompage	221	246	313	313	(92)	(67)	(25)
Total de la production d'énergie	2 894	3 720	3 595	3 421	(701)	299	(826)
Écart en %					(20) %	9 %	(22) %

La production hydroélectrique a été inférieure de 839 gigawattheures (GWh) (25 %) aux niveaux de production du troisième trimestre de 2009 et inférieure de 615 GWh (19 %) aux niveaux moyens à long terme, étant donné une pluviosité inférieure à la moyenne en Ontario et au Québec. Les précipitations ont augmenté dans la plupart des régions et la production du mois d'octobre est proche de la moyenne à long terme. Les niveaux dans les réservoirs ont également augmenté dans la plupart des régions et sont conformes aux niveaux moyens pour cette époque de l'année. Nous sommes par conséquent bien placés pour atteindre nos objectifs de production du quatrième trimestre, à condition que les précipitations demeurent conformes à la moyenne à long terme pour le reste de l'année; les résultats de l'exercice complet seront cependant inférieurs aux prévisions.

Les produits au Brésil sont soumis à un mécanisme de stabilisation du marché qui « garantit » des niveaux d'électricité fondés sur une production moyenne à long terme plutôt que sur la production réelle, ce qui atténue l'incidence des variations des niveaux d'eau. Ce dispositif, qui assure la stabilité des produits et des flux de trésorerie, nous a permis de gagner des produits liés à une production de 287 GWh au cours du trimestre (2 GWh en 2009) ne provenant pas de centrales existantes ou de centrales acquises et aménagées récemment, puisque les volumes réels ont été inférieurs à la moyenne. Le dispositif prévoit par ailleurs que nous ne tirons pas de produits de la production qui dépasse la moyenne à long terme.

Capital investi

Le tableau suivant présente le capital investi dans nos activités de production d'énergie renouvelable par région et par catégorie d'actif, en fonction des valeurs de l'actif net :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Capital net investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Capital net investi
Hydroélectricité								
États-Unis	5 733 \$	1 871 \$	178 \$	3 684 \$	5 774 \$	2 035 \$	158 \$	3 581 \$
Canada	4 608	2 092	1 466	1 050	4 616	2 082	948	1 586
Brésil	2 181	667	60	1 454	2 220	621	57	1 542
Autres modes de production d'énergie	587	350	—	237	412	267	—	145
Centrales en cours d'aménagement	158	—	—	158	233	—	—	233
Fonds de roulement et autres	1 645	724	—	921	1 762	831	—	931
Valeurs de Brookfield en vertu des IFRS	14 912 \$	5 704 \$	1 704 \$	7 504	15 017 \$	5 836 \$	1 163 \$	8 018
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS				950				450
				8 454 \$				8 468 \$

Les variations du montant net du capital investi aux fins des IFRS depuis l'exercice précédent s'expliquent principalement par la comptabilisation d'un amortissement à des fins comptables, contrebalancée par des dépenses en immobilisations et des investissements visant à augmenter la capacité. Les ajustements liés aux devises ont été relativement minimes au cours de la période. Les autres variations sont liées aux éléments suivants :

- Aux États-Unis, hausse du capital net due à l'amortissement de la dette;
- Au Canada, hausse des participations des co-investisseurs en raison de la vente de titres de participation dans notre fonds canadien d'énergie renouvelable et d'un ajustement à la valeur de marché de ces participations à des fins comptables;
- Poursuite des activités d'aménagement de centrales éoliennes et hydroélectriques, contrebalancée par le transfert d'une centrale éolienne des « Centrales en cours d'aménagement » aux « Autres modes de production d'énergie ».

Valeur de l'actif net

Le tableau suivant présente les variations de la valeur de l'actif net de nos activités de production d'énergie au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010 :

PÉRIODE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	T3	Cum. annuel
Valeur de l'actif net au début	8 345 \$	8 468 \$
Flux de trésorerie opérationnels	46	308
Moins : Profits à la réalisation	—	(102)
Variations de la juste valeur		
Éléments de réévaluation	26	107
Change	191	(32)
Capital distribué	(171)	(388)
Amortissement comptable	(116)	(357)
Autres	(17)	(50)
Variations de la valeur en vertu des IFRS	(41)	(514)
Variations des valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS	150	500
Valeur de l'actif net à la fin	8 454 \$	8 454 \$

Les éléments de réévaluation incluent ce qui suit :

- Les centrales en cours d'aménagement sont comptabilisées au coût historique jusqu'à leur mise en service opérationnelle. Elles sont alors comptabilisées à titre d'actifs opérationnels et réévaluées à la valeur d'expertise, en fonction des flux de trésorerie actualisés prévus. L'apport correspondant à la réévaluation des projets d'achèvement achevés s'est élevé à 42 M\$ au cours du trimestre (81 M\$ depuis le début de l'exercice);
- La valeur comptable des parts détenues par d'autres investisseurs dans notre Fonds canadien d'énergie renouvelable se fonde sur leur valeur boursière à la fin de la période. La hausse du cours de ces parts a accru le passif de 70 M\$ au cours du trimestre (86 M\$ depuis la fin de l'exercice);
- Certains de nos contrats de vente d'énergie sont réévalués trimestriellement en fonction de l'écart entre les prix contractuels et les prix futurs prévus. La valeur de ces contrats s'est accrue de 54 M\$ au cours du trimestre (112 M\$ depuis le début de l'exercice);

Les valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS ont augmenté de 150 M\$ (500 M\$ depuis le début de l'exercice), pour s'établir à 950 M\$ à la fin du trimestre, de manière à comptabiliser certains éléments comme la valeur cumulée des projets d'aménagement et l'incidence de certains contrats de vente d'énergie sur la valeur de la capacité de production dans des circonstances où les contrats sont évalués à la valeur de marché, mais non la capacité. Les modifications suivantes ont été apportées au cours du trimestre :

- Réduction de 36 M\$ de la valeur de la production sous contrat non comptabilisée ailleurs (44 M\$ depuis le début de l'exercice);

- Réduction de 42 M\$ de la valeur non comptabilisée des projets d'aménagement faisant suite à l'achèvement d'un projet éolien dans le sud-ouest de l'Ontario et à sa comptabilisation intégrale à titre d'élément de réévaluation dans nos valeurs en vertu des IFRS, compensée en partie par la progression de plusieurs autres projets;
- Élimination de l'amortissement comptable des actifs de production d'électricité renouvelable qui sont réévalués chaque année (116 M\$ pour le trimestre; 357 M\$ en cumul annuel).

Les principaux paramètres d'évaluation de nos centrales hydroélectriques et éoliennes à la fin de 2009 et de 2008 sont présentés page 45. Les évaluations subissent essentiellement l'incidence du taux d'actualisation et des prix de l'énergie à long terme. Des variations de 100 points de base du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final et de 10,00 \$ des prix de l'énergie à long terme auraient une incidence de 2,1 G\$ et de 0,7 G\$, respectivement, sur le montant net du capital investi.

Profil des contrats

Nous avons couvert environ 83 % de notre production d'énergie moyenne à long terme pour le reste de 2010 et jusqu'à 2012, ce qui protège nos produits contre les variations des prix de l'énergie. Environ 67 % de la production d'énergie prévue fait l'objet d'une couverture au moyen de contrats à long terme dont la durée moyenne est de 13 ans, tandis que 16 % de la portion restante est couverte au moyen de contrats financiers à plus court terme, dont l'échéance se situe au cours des deux prochaines années.

Le tableau suivant présente le profil de nos contrats au cours des cinq prochains exercices pour l'énergie produite par nos centrales existantes, en supposant que l'hydrologie sera maintenue à un niveau moyen à long terme :

	Reste de 2010	Exercices se terminant les 31 décembre			
		2011	2012	2013	2014
Production (en GWh)					
Sous contrat					
Contrats de vente d'énergie					
Hydroélectrique	1 979	10 157	9 113	8 900	8 272
Éolienne	196	783	1 197	1 197	1 197
Gaz et autres	221	406	397	398	134
	2 396	11 346	10 707	10 495	9 603
Contrats financiers	885	2 107	2 885	—	—
Total de la production sous contrat	3 281	13 453	13 592	10 495	9 603
Production sans contrat	546	2 747	3 028	6 362	6 990
Production moyenne à long terme	3 827	16 200	16 620	16 857	16 593
Production sous contrat au 30 septembre 2010					
Pourcentage de la production totale	86 %	83 %	82 %	62 %	58 %
Prix (\$/MWh)	88	81	78	88	85

Le prix contractuel moyen varie à mesure que les contrats en place s'achèvent et que de nouveaux contrats sont conclus; il fluctue également en fonction des taux de change, pour ce qui est des contrats au Brésil et au Canada.

Financement

Nous avons procédé à un placement de billets négociés en Bourse de 450 M\$ CA en octobre 2010, assortis d'un taux de 5,14 % et arrivant à échéance en 2020. Le produit de cette émission a servi au rachat de 400 M\$ CA de billets à 8,75 % arrivant à échéance en 2012. De ce fait, nous n'avons actuellement pas de billets négociés en Bourse arrivant à échéance avant 2016. Le ratio d'endettement de cette entreprise, à la fin du trimestre, était de 46 %. Les billets négociés en Bourse non garantis de la société portent intérêt au taux moyen de 5,5 %, ont une durée moyenne de 11 ans et sont assortis d'une cote BBB par S&P, d'une cote BBB (élevée) par DBRS et d'une cote BBB par Fitch. Nous avons par ailleurs conclu au troisième trimestre une facilité pour travaux de construction de 354 M\$ CA afin de financer l'aménagement d'une centrale éolienne dans le sud-ouest de l'Ontario.

Le coût moyen du capital, en tenant compte du refinancement des billets échéant en 2012 réalisé en octobre, s'établissait à 6,7 %, comparativement à 7,2 % au 30 juin 2010. Tous nos financements conclus en Amérique du Nord sont assortis de taux d'intérêt fixes, exception faite des emprunts bancaires et d'un financement de projet de construction de 359 M\$. Nos financements conclus au Brésil sont tous assortis de taux d'intérêt variables.

Très peu de nos financements arrivent à échéance d'ici 2012, comme le montre le tableau suivant :

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	Données proportionnelles				Données consolidées	
	2010	2011	2012	2013 et par la suite	Montant total	Montant total
Non garantis						
Facilités bancaires	— \$	154 \$	— \$	— \$	154 \$	154 \$
Billets négociés en Bourse	—	—	—	1,015	1,015	1,015
Emprunts liés à des projets précis						
Canada	4	19	182	378	583	1 273
États-Unis	11	32	260	1 292	1 595	1 857
Brésil	13	55	66	547	681	681
	28 \$	260 \$	508 \$	3 232 \$	4 028 \$	4 980 \$
Pourcentage de l'encours total	1 %	6 %	13 %	80 %	100 %	100 %

Propriétés commerciales

Sommaire des résultats financiers

Le tableau suivant présente le sommaire du capital que nous avons investi dans nos activités liées aux propriétés commerciales, ainsi que notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels :

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Actifs sous gestion		Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Immeubles de bureaux						
Amérique du Nord	21 837 \$	19 763 \$	12 824 \$	11 482 \$	227 \$	219 \$
Australie	4 518	4 145	4 021	3 248	72	42
Europe	1 193	951	1 193	951	33	8
	27 548	24 859	18 038	15 681	332	269
Autres actifs	1 994	2 336	1 407	1 742	6	8
	29 542	27 195	19 445	17 423	338	277
Créances hypothécaires	—	—	(7 722)	(7 485)	(130)	(108)
Emprunts des filiales	—	—	(429)	(376)	(5)	(6)
Titres de capital	—	—	(1 031)	(1 009)	(14)	(14)
Créditeurs	—	—	(1 149)	(1 016)	(20)	(20)
Participations des co-investisseurs	—	—	(4 636)	(3 739)	(86)	(72)
	29 542	27 195	4 478	3 798	83	57
Propriétés destinées à l'aménagement	1 278	1 428	163	497	—	—
Immeubles de commerces de détail	3 532	3 224	528	546	—	6
Capital investi par Brookfield	34 352 \$	31 847 \$	5 169 \$	4 841 \$	83 \$	63 \$

Immeubles de bureaux

Flux de trésorerie opérationnels

Les variations des flux de trésorerie s'expliquent principalement par les variations des taux de location établis, des taux d'occupation, des frais de financement et des taux de change, tous quatre décrits en détail ci-dessous.

Le tableau qui suit présente les variations des flux de trésorerie opérationnels en isolant l'incidence des taux de change :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	2010	2009	Écart
Propriétés existantes (en supposant que les taux de change ne varient pas)			
États-Unis	167 \$	166 \$	1 \$
Canada	49	48	1
Australie	45	42	3
Europe	7	8	(1)
	268	264	4
Propriétés acquises, aménagées ou vendues	7	5	2
Consolidation du fonds de propriétés	23	—	23
Dividende reçu de Canary Wharf	26	—	26
Incidence des variations du taux de change au cours de l'exercice considéré	8	—	8
Total des flux de trésorerie opérationnels	332	269	63
Autres	6	8	(2)
Intérêts débiteurs et autres	(145)	(148)	3
— fonds de propriétés consolidé récemment	(20)	—	(20)
Participations des co-investisseurs	(85)	(72)	(13)
Incidence des variations du taux de change au cours de l'exercice considéré	(5)	—	(5)
Flux de trésorerie opérationnels nets	83 \$	57 \$	26 \$

Les flux de trésorerie opérationnels des propriétés existantes ont augmenté de 2 % par rapport à l'exercice précédent, par suite d'une hausse des taux de location et des activités de relocation. Nous avons fait l'acquisition d'une participation conférant le contrôle dans un fonds de propriétés australien que nous comptabilisons auparavant selon la méthode de mise en équivalence, ce qui a représenté un apport dans nos comptes de 23 M\$ aux flux de trésorerie opérationnels et de 20 M\$ aux intérêts débiteurs. Les participations des co-investisseurs dans les flux de trésorerie ont augmenté de 13 M\$, en raison de la participation d'autres investisseurs dans nos activités en Amérique du Nord et dans le fonds de propriétés récemment consolidé, et de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le financement par capitaux propres privilégiés de nos activités en Australie. Nous avons reçu un dividende spécial de 26 M\$ de notre placement dans le groupe Canary Wharf.

Profil financier

Le tableau suivant présente le capital investi dans nos immeubles de bureaux par région :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi
Immeubles de bureaux								
Amérique du Nord	11 815 \$	7 215 \$	2 453 \$	2 147 \$	11 859 \$	6 817 \$	2 880 \$	2 162 \$
Fonds des immeubles de bureaux aux États-Unis	1 687	—	844	843	792	—	396	396
Australasie	4 583	2 501	1 339	743	3 658	2 395	463	800
Europe	1 360	615	—	745	1 114	674	—	440
	19 445 \$	10 331 \$	4 636 \$	4 478 \$	17 423 \$	9 886 \$	3 739 \$	3 798 \$

Les valeurs comptables de nos activités en Amérique du Nord sont demeurées sensiblement les mêmes par rapport à la fin de l'exercice. Notre Fonds des immeubles de bureaux aux États-Unis, que nous détenons par l'intermédiaire de notre filiale d'immeubles de bureaux, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, est comptabilisé selon la méthode de l'équivalence en vertu des IFRS, puisque nous ne contrôlons pas l'entité sous-jacente. La valeur comptable du Fonds a augmenté pour s'établir à 1,7 G\$ au 30 septembre 2010, ce qui représente une hausse de 895 M\$. Une tranche d'environ 570 M\$ de cette augmentation est liée à l'achat de titres de créance émis par le Fonds, tandis que le reste correspond à l'augmentation des évaluations des propriétés sous-jacentes. Cette hausse de 895 M\$ de la valeur comptable du Fonds est comptabilisée à hauteur de 50 % dans le montant net de notre capital investi dans le Fonds et à hauteur de 50 % dans les participations des actionnaires minoritaires de notre filiale d'immeubles de bureaux.

Le montant total de l'actif de nos activités en Australie a augmenté d'environ 900 M\$ depuis le début de l'exercice. De ce montant, une tranche d'environ 300 M\$ est liée à l'appréciation des devises, une tranche de 420 M\$ découle de la consolidation d'actifs dans un fonds dont nous avons acquis le contrôle au cours de la période, et le reste correspond au transfert d'un immeuble de bureaux dont les travaux sont achevés figurant auparavant dans les immeubles de bureaux en cours d'aménagement. Par ailleurs, nous avons transféré notre participation en pleine propriété dans 16 de nos immeubles de prestige à Brookfield Office Properties, notre filiale à 50 %, ce qui représente 3,2 G\$ dans la valeur totale du portefeuille et 1,5 G\$, déduction faite des passifs connexes. Cette transaction n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs consolidés ou des passifs connexes, mais elle a donné lieu à une augmentation des participations des co-investisseurs d'environ 750 M\$. De ce montant, une tranche d'environ 180 M\$ correspond à notre projet d'aménagement d'immeubles de bureaux City Square et représente la participation effective de 50 % dans ces propriétés qui profite désormais à la participation des actionnaires minoritaires inscrite dans Brookfield Office Properties. Le reste de l'augmentation des participations des co-investisseurs dans nos propriétés en Australie depuis la fin de l'exercice s'explique principalement par l'appréciation des devises et par la consolidation de deux fonds de propriétés, dans lesquels les participations des co-investisseurs totalisent 130 M\$.

L'augmentation du montant total de l'actif et du capital net investi en Europe s'explique avant tout par l'acquisition d'une participation supplémentaire de 7 % dans le groupe Canary Wharf, qui a porté notre participation à 22 %.

Valeur de l'actif net

Le tableau suivant présente les variations de la valeur de l'actif net de nos participations dans des immeubles de bureaux au cours de la période :

<small>PERIODE TERMINEE LE 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)</small>	T3	Cum. annuel
Valeur de l'actif net au début	4 455 \$	3 798 \$
Flux de trésorerie opérationnels	83	244
Variations de juste valeur		
Profits à la réévaluation	9	135
Change	244	183
Opérations sur les capitaux propres		
Surplus d'apport, déduction faite des distributions	215	379
Acquisitions et achèvement de projets d'aménagement	111	395
Réduction de la participation effective dans le portefeuille australien	(574)	(574)
Autres	(65)	(82)
Variations de la valeur en vertu des IFRS	23	680
Valeur de l'actif net à la fin	4 478 \$	4 478 \$

Les variations de la valeur de l'actif net de nos participations dans des immeubles de bureaux correspondent aux flux de trésorerie, aux variations de la juste valeur et aux variations des capitaux affectés à l'entreprise. Les variations de la juste valeur tiennent compte de l'appréciation des devises pour nos portefeuilles australien et canadien, ainsi que des augmentations relativement peu élevées de la valeur d'expertise de certaines de nos propriétés. Les variations du capital comprennent les acquisitions, notamment la participation additionnelle dans le groupe Canary Wharf, ainsi que le transfert des propriétés en cours d'aménagement à l'achèvement des travaux. Ces variations tiennent compte par ailleurs d'une diminution d'environ 570 M\$ de notre participation effective dans une partie de notre portefeuille australien, laquelle a été décrite plus haut.

Les principaux paramètres d'évaluation de nos immeubles de bureaux sont présentés à la page 45. Ces évaluations sont plus sensibles aux variations du taux d'actualisation. Une variation de 100 points de base du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final se traduirait par une variation de 1,5 G\$ de la valeur de nos capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires après prise en compte des participations des actionnaires minoritaires.

Profil de location

Le taux d'occupation au sein de notre portefeuille d'immeubles de bureaux à l'échelle mondiale s'est chiffré à 95 % à la fin du troisième trimestre de 2010, presque inchangé par rapport à la fin de l'exercice antérieur, et la durée moyenne des baux s'établit à sept ans, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice antérieur.

AU 30 SEPTEMBRE 2010	Pourcentage de la superficie louée	Durée moyenne	Superficie locative nette	Actuellement disponible	Baux arrivant à échéance (en milliers de pieds carrés)							
					Reste de 2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et après
Amérique du Nord												
États-Unis	94 %	7,0	43 012	2 725	306	2 852	3 104	6 742	2 861	4 248	2 183	17 991
Canada	97 %	7,8	17 752	546	308	826	1 119	3 280	515	2 612	1 535	7 011
Australie	98 %	7,2	8 864	196	105	609	356	369	694	942	1 019	4 574
Royaume-Uni	100 %	11,0	556	—	—	—	—	262	—	—	—	294
Total/moyenne	95 %	7,2	70 184	3 467	719	4 287	4 579	10 391	4 332	7 802	4 737	29 870
Pourcentage du total			100 %	4,9 %	1,0 %	6,1 %	6,5 %	14,8 %	6,2 %	11,1 %	6,8 %	42,6 %

Les loyers nets moyens en vigueur à l'égard de l'ensemble du portefeuille nord-américain s'établissent à environ 25 \$ le pied carré, comparativement à 24 \$ le pied carré à la fin de 2009. Cette augmentation rend compte du fait que les activités de relocation ont lieu actuellement à des loyers supérieurs à ceux des baux en vigueur. Nous avons loué 1,1 million de pieds carrés au troisième trimestre de 2010, à des loyers supérieurs de 9 % à ceux en vigueur pour les baux arrivés à échéance. Les loyers nets demeurent inférieurs d'environ 7 % par rapport au loyer moyen du marché, qui est de 27 \$ le pied carré. Cet escompte nous autorise à croire que nous serons en mesure de maintenir ou d'augmenter notre revenu net de location au cours des prochains exercices, comme nous l'avons fait au cours du trimestre considéré.

Les loyers moyens en cours à l'égard de notre portefeuille australien s'établissent à 46 \$ AU le pied carré, soit environ 1 % en deçà des loyers du marché. Le taux d'occupation à l'égard du portefeuille demeure élevé, soit à 98 %, et la durée moyenne pondérée des baux est d'environ sept ans. Nos vingt plus importants locataires ont des baux d'une durée moyenne pondérée de huit ans et comptent pour environ 70 % de notre superficie pouvant être louée. Ces locataires ont une cote moyenne de AA. Les expirations de baux ont été négligeables au cours du trimestre et le nombre de nouveaux baux signés continue de dépasser celui des baux arrivant à échéance.

À l'exception de 2013, année durant laquelle un bail de longue durée avec Bank of America/Merrill Lynch arrivera à échéance, un maximum de 6 % du total de la superficie locative nette arrive à échéance avant 2015. Nous prévoyons reconduire la majorité des baux pour ces superficies avec les locataires actuels et ne nous attendons pas à avoir de la difficulté à trouver de nouveaux locataires pour le reste de la superficie à louer. L'excellente qualité et l'emplacement de nos immeubles nous donnent un degré élevé de certitude à cet égard. Notre exposition nette à la superficie louée par Bank of America/Merrill Lynch est de 1,6 million de pieds carrés, ou 0,8 million de pieds carrés compte tenu de notre participation de 50 % dans nos activités liées aux propriétés en Amérique du Nord. Nous sommes actuellement en pleine discussion avec Bank of America/Merrill Lynch ainsi qu'avec les sous-locataires afin de conclure de nouveaux contrats de location pour cette superficie bien avant l'échéance de 2013.

Financement

Nous avons réuni des capitaux pour un montant total de 1,4 G\$ depuis le 30 juin 2010, et de 2,9 G\$ en cumul annuel, sous forme de financements et de cessions, y compris les prorogations et les renouvellements.

(EN MILLIONS)	T3	Cum. annuel
Facilités bancaires	— \$	75 \$
Emprunts hypothécaires	1 064	2 128
Cessions	—	175
Actions privilégiées	295	557
	1 359 \$	2 935 \$

Nous finançons nos activités liées aux immeubles de bureaux principalement au moyen d'emprunts hypothécaires sans recours et de capitaux propres de nos co-investisseurs. Nous complétons ce financement au moyen d'emprunts suffisants auprès de filiales et de titres de capital (actions privilégiées classées en tant que passifs à des fins comptables) afin de créer une structure du capital stabilisée pour contrebalancer l'amortissement des emprunts hypothécaires.

Le tableau suivant présente les échéances des emprunts relatifs à notre portefeuille d'immeubles de bureaux sur une base proportionnelle :

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	Données proportionnelles ¹				Données consolidées	
	2010	2011	2012	2013 et par la suite	Montant total	Montant total
Emprunts de filiales						
Amérique du Nord	50 \$	84 \$	— \$	— \$	134 \$	268 \$
Australie	—	—	5	—	5	5
Europe	—	156	—	—	156	156
	50	240	5	—	295	429
Emprunts grevant des propriétés précises						
Amérique du Nord	23	134	342	2 221	2 720	4 998
Fonds des immeubles de bureaux aux États-Unis	—	599	—	411	1 010	—
Australie	—	512	530	549	1 591	2 277
Europe	—	—	—	447	447	447
	23	1 245	872	3 628	5 768	7 722
	73 \$	1 485 \$	877 \$	3 628 \$	6 063 \$	8 151 \$
Pourcentage de l'encours total	1 %	25 %	14 %	60 %	100 %	100 %

1. Comprend la quote-part de la dette des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence

Les emprunts grevant des propriétés commerciales sont garantis par un, ou dans certains cas, plusieurs immeubles de bureaux de qualité supérieure. Bon nombre de ces emprunts qui arriveront à échéance au cours des trois prochains exercices ont été conclus il y a un certain nombre d'années et, par conséquent, représentent un faible ratio emprunt/valeur. Par conséquent, nous continuons de refinancer la plupart de ces emprunts arrivant à échéance dans le cours normal des activités aux mêmes taux ou à des montants plus élevés.

Pour 2010, nos besoins en financement en Amérique du Nord, en Australie et en Europe sont minimes. Les marchés du financement en Australie sont assortis d'échéances plus courtes que les marchés nord-américains, ce qui a une influence sur les échéances de nos emprunts. Très peu d'emprunts liés à nos activités en Amérique du Nord viendront à échéance avant 2013 par rapport à la taille de notre entreprise, à l'exception d'emprunts dans le Fonds des immeubles de bureaux aux États-Unis, qui arriveront à échéance en octobre 2011. Notre quote-part de ces emprunts s'élève à 464 M\$, compte tenu des participations de nos partenaires de placement, et comprend un montant de 139 M\$ sous forme d'emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises et un montant de 325 M\$ garanti par un portefeuille de propriétés commerciales. Les flux de trésorerie opérationnels générés par les actifs que nous gérons au sein de notre portefeuille ont augmenté de 28 % selon les baux en vigueur depuis l'acquisition du portefeuille, ce qui a amélioré les paramètres de crédit du portefeuille. Au cours du deuxième trimestre, nous avons racheté avec escompte environ 570 M\$ du capital de la dette (dont 275 M\$ correspondent à notre quote-part), ce qui, d'après nous, élimine vraisemblablement toute obligation pour nous de fournir du capital additionnel et donne lieu à une structure du capital plus proche du niveau que nous avons l'intention de mettre en place à l'échéance.

Immeubles de bureaux en cours d'aménagement

Le tableau suivant présente le capital investi dans nos activités liées à l'aménagement d'immeubles de bureaux par région :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi
Amérique du Nord								
Manhattan West, New York	281 \$	227 \$	27 \$	27 \$	286 \$	227 \$	29 \$	30 \$
Fonds des immeubles de bureaux aux États-Unis	28	—	14	14	153	—	77	76
Autres	171	—	86	85	183	—	92	91
Australie								
City Square, Perth	467	102	183	182	247	45	—	202
Autres	257	111	—	146	490	217	—	273
Dette non garantie liée aux projets d'aménagement	—	328	—	(328)	—	175	—	(175)
Royaume-Uni	74	—	37	37	—	—	—	—
	1 278 \$	768 \$	347 \$	163 \$	1 359 \$	664 \$	198 \$	497 \$

Nous détenons des droits d'aménagement sur Ninth Avenue entre la 31st Street et la 33RD Street à New York, lesquels permettent d'aménager des espaces de bureaux d'une superficie de 5,4 millions de pieds carrés. Nous amorcerons la construction de cet immeuble une fois que la prélocation requise aura été atteinte, suivant une stratégie semblable à celle que nous avons à l'égard des autres projets d'aménagement commercial.

En Australie, nous avons poursuivi l'aménagement du projet City Square à Perth, dont les coûts totaux de construction prévus s'élèvent à environ 906 M\$ et qui est préloqué à 72 % à BHP Billiton. La construction devrait être terminée en août 2012. Ce projet a été vendu à Brookfield Office Properties, notre filiale détenue à hauteur de 50 %, au cours du troisième trimestre, ce qui a donné lieu à une participation des co-investisseurs de 50 % dans le montant net du capital investi du projet.

Au Royaume-Uni, nous avons acquis en mars 2010, par l'entremise de Brookfield Office Properties, une participation dans la coentreprise 100 Bishopsgate, une propriété destinée à l'aménagement située dans le centre de Londres offrant la possibilité de construire des bureaux d'une superficie d'environ 0,8 million de pieds carrés.

La diminution du capital net investi rend compte par ailleurs de l'achèvement de projets d'aménagement aux États-Unis et en Australie, et du transfert de nos portefeuilles d'immeubles de bureaux.

Activités liées aux immeubles de commerce de détail

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Immeubles de commerces de détail	3 192 \$	2 816 \$	32 \$	49 \$
Fonds de roulement/charges opérationnelles	164	(25)	(2)	(4)
Emprunts/intérêts débiteurs	(2 005)	(1 566)	(40)	(33)
Participations des co-investisseurs	(823)	(679)	10	(6)
	528 \$	546 \$	— \$	6 \$

Les flux de trésorerie opérationnels avant le service de la dette et les participations des co-investisseurs se sont établis à néant au troisième trimestre de 2010, contre 6 M\$ pour la période correspondante de 2009. Plusieurs de ces propriétés continuent de faire l'objet d'un réaménagement important, ce qui continue de faire reculer les loyers nets et d'augmenter les coûts au cours de l'exercice, plaçant cependant le portefeuille en bonne position pour la croissance future des flux de trésorerie.

Les actifs consolidés et le capital net investi sont demeurés presque inchangés au cours du trimestre. Les emprunts ont augmenté afin de financer le dernier versement au titre de la contribution financière des anciens dirigeants. La durée moyenne du financement sur nos propriétés est de quatre ans.

Infrastructure

Sommaire des résultats financiers

Le tableau suivant présente un sommaire du capital que nous avons investi dans nos activités liées à l'infrastructure de même que notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels :

	Actifs sous gestion		Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)						
Services publics	8 592 \$	7 626 \$	467 \$	537 \$	25 \$	13 \$
Transport et électricité	3 698	3 498	225	196	8	—
Terres d'exploitation forestière	4 449	4 264	866	813	4	—
Frais du siège social et autres frais	—	—	—	—	—	(3)
Valeurs de Brookfield en vertu des IFRS	16 739	15 388	1 558	1 546	37	10
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS	—	—	300	100	—	—
Capital investi par Brookfield	16 739 \$	15 388 \$	1 858 \$	1 646 \$	37 \$	10 \$

Services publics

Nos actifs liés aux services publics se composent principalement d'activités d'exploitation d'actifs à tarifs réglementés, assortis d'un taux de rendement fixe, ainsi que d'activités associées à des contrats à long terme, conçues pour générer un rendement du capital fixe. Ils sont habituellement bien placés pour fournir des services d'infrastructure essentiels dans leurs marchés respectifs, d'où une croissance stable et un accroissement des marges.

Le tableau suivant présente le capital que nous avons investi dans nos actifs liés aux services publics, ainsi que notre quote-part des flux de trésorerie correspondants :

	Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)				
Amérique du Sud	246 \$	220 \$	11 \$	8 \$
Australasie/Europe	187	257	11	—
Amérique du Nord	34	60	3	5
	467 \$	537 \$	25 \$	13 \$

Plus de 90 % des produits générés par ces actifs sont régis par des cadres réglementaires, le reste étant régi par des contrats à long terme. Par conséquent, nous prévoyons que ce secteur générera des produits stables qui ne devraient pas fluctuer en fonction des volumes ni des marges, mais qui devraient augmenter avec l'inflation et en fonction d'autres facteurs tels que les améliorations opérationnelles. Nous prévoyons également enregistrer une croissance soutenue des produits et du bénéfice en investissant du capital additionnel dans nos activités existantes.

Les actifs liés aux services publics ont fourni un apport de 25 M\$ aux flux de trésorerie opérationnels nets du trimestre, déduction faite des frais financiers et des participations des co-investisseurs, comparativement à 13 M\$ en 2009. L'apport de nos activités de transport au Chili était de 11 M\$ au troisième trimestre de 2010, contre 8 M\$ en 2009, en raison d'une hausse du bénéfice net correspondant aux avantages continus de l'indexation en fonction de l'inflation et des dépenses en immobilisations réalisées en vue de la croissance.

Les flux de trésorerie opérationnels nets en Australasie et en Europe reflètent principalement l'apport du terminal australien d'exportation de charbon que nous avons acquis à la fin de 2009. Le terminal perçoit des producteurs de charbon un droit de péage forfaitaire en fonction de la capacité pour charger leur charbon sur des bateaux à destination des marchés d'exportation asiatiques, ce qui nous assure un niveau de certitude à l'égard de nos produits.

Transport et électricité

Le tableau suivant présente le capital que nous avons investi dans nos actifs liés au transport et à l'électricité, ainsi que le montant net de nos flux de trésorerie opérationnels connexes :

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Amérique du Nord	80 \$	75 \$	3 \$	— \$
Australasie	75	57	2	—
Europe	70	64	3	—
	225 \$	196 \$	8 \$	— \$

Nos actifs liés au transport et à l'électricité sont des activités à forte densité de capital et ont trait à la prestation de services de transport, d'entreposage et de manutention de l'électricité ainsi que de fret et de marchandises en vrac. Ces entreprises profitent généralement de barrières élevées à l'entrée, comme les avantages liés à l'emplacement et des restrictions réglementaires, ce qui nous permet de négocier avec nos clients des contrats à long terme qui sont souvent régis par un cadre réglementaire. Actuellement, 70 % de nos flux de trésorerie prévus sont régis par des contrats à long terme portant sur le prix, mais non sur le volume. Par conséquent, les variations de volume donnent habituellement lieu à des variations de l'exploitation et, dans une moindre mesure, à des modifications de prix pour les produits sans contrat. Nous sommes d'avis que ces activités sont bien placées pour profiter des hausses de la demande de marchandises et de la circulation mondiale des marchandises. Notre capital investi dans ces activités n'a pas varié de façon importante au cours du trimestre.

Ces activités ont fourni un apport de 8 M\$ aux flux de trésorerie opérationnels nets, ce qui correspond à notre quote-part des flux de trésorerie sous-jacents, déduction faite des frais financiers et des participations des co-investisseurs. Comme nous avons acquis ces activités à la fin de 2009, elles n'avaient fourni aucun apport aux flux de trésorerie du troisième trimestre de 2009.

Terres d'exploitation forestière

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs déployés dans notre secteur des terres d'exploitation forestière en fonction des valeurs de l'actif net :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi
Amérique du Nord								
Ouest	3 090 \$	1 478 \$	1 002 \$	610 \$	3 092 \$	1 478 \$	1 010 \$	604 \$
Est	116	—	—	116	115	—	—	115
Brésil	255	17	193	45	161	7	122	32
Fonds de roulement	748	653	—	95	701	639	—	62
	4 209 \$	2 148 \$	1 195 \$	866 \$	4 069 \$	2 124 \$	1 132 \$	813 \$

Les actifs consolidés et le capital net investi détenus dans nos activités liées aux terres d'exploitation forestière sont demeurés presque inchangés au cours du trimestre. Les participations des co-investisseurs reflètent la participation directe d'autres entités dans nos activités liées aux terres d'exploitation forestière et dans Brookfield Infrastructure, par l'entremise de laquelle une partie de ces activités sont détenues.

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	2010				2009			
	Bénéfice net	Intérêts débiteurs	Participations des co-investisseurs	Flux de trésorerie opérationnels nets	Bénéfice net	Intérêts débiteurs	Participations des co-investisseurs	Flux de trésorerie opérationnels nets
Amérique du Nord								
Ouest	22 \$	23 \$	(2) \$	1 \$	22 \$	21 \$	1 \$	— \$
Est	2	—	—	2	—	—	—	—
Brésil	1	—	—	1	—	3	(3)	—
	25 \$	23 \$	(2) \$	4 \$	22 \$	24 \$	(2) \$	— \$

Les flux de trésorerie opérationnels nets demeurent négligeables, car nous continuons de maintenir des niveaux de coupe réduits jusqu'à ce que les prix se rétablissent. La demande intérieure en Amérique du Nord, notamment, demeure peu élevée, étant donné la faible activité sur les marchés de la construction résidentielle aux États-Unis. Nous avons augmenté le volume de nos expéditions vers l'Asie, de manière à tirer parti des prix plus attractifs pratiqués sur ces marchés, ce qui a représenté près de 50 % de nos ventes au cours du trimestre.

Nous avons vendu 1,4 million de mètres cubes de bois d'œuvre au cours du troisième trimestre, comparativement à 1,5 million de mètres cubes au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait que les niveaux de coupe sont largement inférieurs à la moyenne à long terme. Nous demeurons toujours bien placés pour tirer parti d'une légère reprise de la demande, notamment pour nos essences de Douglas taxifolié, qui affichent des marges élevées.

Activités d'aménagement

Le tableau suivant présente un sommaire du capital que nous avons investi dans nos activités d'aménagement de même que notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels :

Sommaire des résultats financiers

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Actifs sous gestion		Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Activités résidentielles	5 311 \$	5 320 \$	950 \$	1 296 \$	31 \$	(13) \$
Placements destinés à des occasions	1 399	1 413	268	262	45	11
Terrains destinés à l'aménagement	2 316	2 277	1 088	845	1	1
Valeurs de Brookfield en vertu des IFRS	9 026	9 010	2 306	2 403	77	(1)
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS	—	—	800	750	—	—
Capital investi par Brookfield	9 026 \$	9 010 \$	3 106 \$	3 153 \$	77 \$	(1) \$

Aménagement résidentiel

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant du capital investi
Brésil	3 204 \$	2 295 \$	515 \$	394 \$	2 684 \$	1 830 \$	465 \$	389 \$
Canada	789	602	94	93	789	325	235	229
Australie	164	126	—	38	459	232	—	227
Royaume-Uni	61	14	—	47	192	110	—	82
États-Unis	845	328	139	378	850	336	145	369
	5 063 \$	3 365 \$	748 \$	950 \$	4 974 \$	2 833 \$	845 \$	1 296 \$

Le capital engagé dans ces opérations est demeuré relativement stable depuis la fin de 2009. Nous avons continué de réduire notre niveau d'activité en Australie et au Royaume-Uni. Récemment, nous avons annoncé la fusion prochaine de nos activités au Canada et aux États-Unis, qui sont actuellement détenues par l'intermédiaire de deux sociétés ouvertes distinctes, dans une entité unique inscrite en Bourse. Cette fusion simplifiera notre structure du capital et donnera naissance à une entreprise bien placée dans le secteur résidentiel en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie opérationnels nets attribuables à chacune de ces unités d'exploitation :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	2010				2009			
	Total	Intérêts débiteurs	Participations des co-investisseurs	Montant net	Total	Intérêts débiteurs	Participations des co-investisseurs	Montant net
Brésil	32 \$	25 \$	5 \$	2 \$	(25) \$	12 \$	(16) \$	(21) \$
Canada	32	—	16	16	21	—	10	11
Australie et Royaume-Uni	13	3	—	10	(1)	3	—	(4)
États-Unis	5	1	1	3	5	(4)	3	6
Éléments de réévaluation	—	—	—	—	(11)	(3)	(3)	(5)
	82 \$	29 \$	22 \$	31 \$	(11) \$	8 \$	(6) \$	(13) \$

Les flux de trésorerie opérationnels de ces activités proviennent de la marge réalisée sur l'aménagement et la vente de maisons, d'immeubles en copropriétés et de terrains. Par ailleurs, ces activités s'accompagnent d'activités d'aménagement d'immeubles de bureaux au Brésil, comprises dans ces résultats. Les ventes d'immeubles en copropriété et d'immeubles de bureaux sont généralement comptabilisées au moment où un projet est pratiquement achevé; par conséquent, les opérations de comptabilisation, si elles sont peu fréquentes, sont importantes, ce qui entraîne une forte variation des résultats. De la même façon, les ventes de terrains peuvent faire l'objet de transactions massives, dont l'incidence sur les résultats est importante, mais dont la fréquence est peu élevée. Par contraste, les ventes de maisons et de terrains individuels font l'objet de transactions de moindre envergure, mais plus nombreuses, que nous comptabilisons habituellement de façon plus constante, bien qu'elles aient un caractère saisonnier. Enfin, cette activité dépend de plus en plus des facteurs économiques en général, et variera en fonction du cycle économique.

Les résultats de nos activités au Brésil dépendent dans une large mesure du nombre d'immeubles en copropriété et de projets d'immeubles de bureaux qui sont pratiquement achevés au cours d'un trimestre donné. Les lancements, qui correspondent à l'ouverture de nouveaux projets destinés à la vente et à la construction future, et les ventes contractuelles, pour lesquels la clôture des transactions aura lieu après l'achèvement du projet et la livraison des unités aux acheteurs, sont deux paramètres d'exploitation importants. Au cours du troisième trimestre de 2010, nous avons enregistré un nombre peu élevé de clôtures, comparativement au volume des ventes en cours, même si ce nombre était supérieur à celui de 2009. Par conséquent, les flux de trésorerie opérationnels, après déduction des frais généraux et d'administration et des intérêts débiteurs, se sont chiffrés à seulement 2 M\$. La marge bénéficiaire sur les projets d'immeubles en copropriété, avant prise en compte des charges non réparties, s'est établie en moyenne à 32 % au cours du trimestre. Les ventes faisant l'objet de contrats, de leur côté, ont augmenté pour s'établir à 824 millions de reales (466 M\$) au troisième trimestre, ce qui représente une augmentation de 32 % en monnaie locale par rapport au troisième trimestre de 2009; le total combiné des lancements de nouveaux projets s'est élevé à 741 millions de reales (437 M\$), en hausse de 53 %.

Les activités au Canada ont fourni un apport de 16 M\$ aux flux de trésorerie opérationnels nets du trimestre, comparativement à 11 M\$ en 2009. L'augmentation des flux de trésorerie s'explique principalement par l'accroissement des ventes de maisons au cours du trimestre : le nombre de maisons vendues est passé de 116 maisons individuelles l'année dernière à 292 au troisième trimestre. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution des ventes de terrains. De plus, les marges bénéficiaires ont augmenté, passant de 22 % en 2009 à 24 % pour le trimestre.

Nos activités en Australie et au Royaume-Uni ont enregistré des flux de trésorerie opérationnels de 10 M\$ pour le troisième trimestre de 2010, comparativement à des sorties nettes de fonds de 4 M\$ en 2009, en raison de l'achèvement d'un important projet au Royaume-Uni.

Nos activités aux États-Unis ont généré des flux de trésorerie de 3 M\$ après intérêts, impôts et part des actionnaires ne détenant pas le contrôle au troisième trimestre de 2010. La marge brute provenant des ventes de maisons s'est élevée à environ 17 %, en hausse comparativement à 14 % pour l'exercice précédent. D'un autre côté, le nombre de transactions conclues a diminué pour s'établir à 98 unités au cours du trimestre (192 unités en 2009) et le

carnet de commandes comptait 170 unités à la fin du trimestre, contre 326 unités en 2009. Le prix de vente moyen se situait à 651 000 \$ (468 000 \$ en 2009). Cette baisse est due à la cessation des programmes de stimulation gouvernementaux ainsi qu'à la faiblesse persistante de l'économie.

Placements destinés à des occasions

Nous exploitons deux fonds spécialisés destinés à des occasions de placement immobilier d'un capital investi de 575 M\$. Notre placement actuel dans les fonds s'élève à 268 M\$ et notre quote-part des flux de trésorerie sous-jacents au troisième trimestre de 2010 s'établissait à 45 M\$ (11 M\$ en 2009). Les flux de trésorerie comprennent des profits de 34 M\$ à la vente de trois propriétés qui a eu lieu ce trimestre.

Terrains destinés à l'aménagement

Le tableau suivant présente le capital que nous avons investi dans les terrains destinés à l'aménagement à plus long terme. Les valeurs des lots résidentiels présentées dans ce tableau sont basées sur les valeurs comptables historiques conformément aux IFRS et aux PCGR du Canada tandis que les terres rurales destinées à l'aménagement aux fins de l'agriculture sont comptabilisées aux valeurs de l'actif net en vertu des IFRS.

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant net du capital investi	Actifs consolidés	Passifs consolidés	Participations des co-investisseurs	Montant net du capital investi
Lots résidentiels								
Amérique du Nord	769 \$	— \$	385 \$	384 \$	797 \$	— \$	399 \$	398 \$
Brésil	688	271	335	82	691	308	320	63
Australie et Royaume-Uni	435	234	—	201	371	369	—	2
Terres rurales destinées à l'aménagement								
Brésil	424	3	—	421	384	2	—	382
	2 316 \$	508 \$	720 \$	1 088 \$	2 243 \$	679 \$	719 \$	845 \$

Lots résidentiels

Les propriétés résidentielles destinées à l'aménagement comprennent les terrains détenus en propriété ou sur lesquels nous détenons une option d'achat, qui sont en voie d'être aménagés aux fins de vente à titre de lots résidentiels, mais où des travaux ne sont pas prévus avant les trois prochaines années. Nous utilisons les options pour contrôler les lots pour les années futures sur nos marchés liés aux terrains où les coûts sont les plus élevés afin de réduire le risque. À cette fin, nous détenons des options sur environ 9 000 lots, qui sont principalement situés en Californie et en Virginie. Nous avons investi du capital additionnel dans un terrain destiné à l'aménagement en Alberta afin de conserver notre part de marché, et nous détenons environ 14 000 acres au total. Nous possédons également environ 20 000 lots résidentiels, unités d'habitation et immeubles en copropriété en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Terres rurales destinées à l'aménagement

Nous détenons des terres agricoles de grande qualité destinées à l'aménagement, d'une superficie d'environ 370 000 acres, dans les États brésiliens de São Paulo, de Minas Gerais, du Mato Grosso do Sul et du Mato Grosso. Ces propriétés sont utilisées aux fins de l'agriculture, notamment la culture de la canne à sucre destinée à la production d'éthanol.

Valeur de l'actif net

La valeur comptable nette de nos activités liées à l'aménagement, déduction faite des emprunts et des participations minoritaires, s'est établie à 2,3 G\$ au 30 septembre 2010.

L'évaluation des actifs résidentiels destinés à l'aménagement et des lots résidentiels compris dans le secteur des terrains destinés à l'aménagement, qui sont réputés être des stocks à cette fin, correspond au moindre de la valeur comptable actuelle et de la valeur de réalisation nette prévue. La valeur de réalisation nette est déterminée comme la valeur au moment prévu de la vente moins les coûts d'achèvement. Bon nombre des terrains que nous possédons ont été acquis il y a plusieurs années. Par conséquent, nous sommes d'avis que la valeur de l'actif net de ces terrains est supérieure à leur valeur comptable en vertu des IFRS, si l'on se fonde sur les

ventes de terrains comparables et les valorisations boursières. En conséquence, nous constatons ce supplément de valeur à titre de « valeur non comptabilisée en vertu des IFRS » dans le calcul de la valeur nette de nos capitaux propres. Ce supplément de valeur s'est chiffré au total à 800 M\$ au 30 septembre 2010, contre 750 M\$ au 30 juin 2010 et à 750 M\$ au 31 décembre 2009.

Les terres rurales destinées à l'aménagement détenues aux fins de l'agriculture sont comptabilisées à la juste valeur selon les IFRS. Aucun changement n'a été apporté aux écarts de réévaluation au cours du trimestre.

Capital-investissement et financement

Sommaire des résultats financiers

Le tableau suivant présente la valeur nette du capital investi dans nos activités liées au capital-investissement et au financement, ainsi que notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels :

AUX DATES INDICQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Actifs sous gestion		Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Restructuration	2 579 \$	2 050 \$	656 \$	613 \$	25 \$	10 \$
Financement immobilier	2 897	3 170	393	336	19	7
Crédit-relais	545	585	113	100	2	(6)
	6 021	5 805	1 162	1 049	46	11
Autres placements	2 055	1 925	602	582	4	(6)
Valeurs de Brookfield en vertu des IFRS	8 076	7 730	1 764	1 631	50	5
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS	—	—	900	400	—	—
Capital investi par Brookfield	8 076 \$	7 730 \$	2 664 \$	2 031 \$	50 \$	5 \$

Restructuration

Nous exploitons trois fonds de restructuration totalisant un capital investi de 1,1 G\$ et un montant toujours disponible de 326 M\$ en capital engagé, mais non investi provenant des clients. Notre quote-part du capital net investi est de 656 M\$.

Notre portefeuille est constitué de neuf placements dans divers secteurs d'activité. Notre exposition moyenne au risque lié à une société donnée est de 60 M\$ et notre exposition maximale au risque lié à une seule société s'élève à 218 M\$. Nos activités de placement sont axées sur des entreprises possédant des immobilisations corporelles et générant des flux de trésorerie afin de mieux protéger notre capital.

Notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels provenant de ces activités au cours du trimestre s'est établie à 25 M\$, comparativement à 10 M\$ en 2009. Cette hausse traduit le fait que la rentabilité des sociétés composant le portefeuille s'est améliorée, grâce à certaines mesures de restructuration, au redressement de la conjoncture économique et aux incitatifs fiscaux applicables à une de nos entreprises industrielles aux États-Unis. Ces résultats sont notamment le fruit des efforts importants que nous avons faits pour améliorer la structure de coûts et optimiser les niveaux de stocks de ces activités. Nous prévoyons que le rendement de nos placements sera en grande partie généré par des profits sur cession étant donné que les flux de trésorerie opérationnels au cours de la période de restructuration sont généralement inférieurs à ceux générés en temps normal.

Financement immobilier

Nous exploitons deux fonds de financement immobilier dont le capital engagé totalise environ 1,1 G\$ et dont notre quote-part du capital investi se chiffre à 393 M\$ au 30 septembre 2010 (336 M\$ au 31 décembre 2009). Les engagements de capital non appelé totalisent 199 M\$, dont un montant engagé par nos clients de 144 M\$ et un montant engagé par nous de 55 M\$.

Ces activités ont fourni un apport de 19 M\$ au montant net des flux de trésorerie opérationnels au troisième trimestre de 2010, comparativement à 7 M\$ pour la période correspondante de 2009. Nous avons réalisé un profit de 52 M\$ à la vente d'un actif d'un des fonds, dans lequel notre quote-part était de 14 M\$.

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Total des fonds d'investissement	2 897 \$	2 787 \$	79 \$	20 \$
Moins : Emprunts	(1 644)	(1 699)	(13)	(5)
Moins : Participations des co-investisseurs	(860)	(755)	(47)	(8)
Montant net du placement dans des fonds de financement immobilier	393	333	19	7
Titres – détenus en propriété directe	—	3	—	—
	393 \$	336 \$	19 \$	7 \$

Nous avons structuré nos arrangements financiers de façon prudente, afin de nous assurer d'une durée et d'une flexibilité suffisantes pour gérer nos placements sur un horizon à long terme. Nous avons fait correspondre les durées à l'égard des positions d'actif et de passif selon un actif global et un passif d'une durée de trois ans. En outre, les rendements des actifs et le montant net des passifs correspondants peuvent changer en fonction des taux variables à court terme.

Crédit-relais

Le montant net du capital que nous avons investi dans du crédit-relais a augmenté, passant de 100 M\$ à la fin de 2009 à 113 M\$, principalement du fait d'une appréciation des devises. Outre notre propre capital, nous gérons également des engagements de prêts de 413 M\$ pour le compte de clients.

Notre portefeuille à la fin du trimestre comprenait cinq prêts et notre exposition la plus importante se chiffrait à 55 M\$ à cette date. Notre quote-part du portefeuille à la fin du trimestre avait une durée moyenne de six mois excluant les privilèges de prorogation.

Nous continuons de susciter et de souscrire des occasions de prêts, mais le volume de ces financements est relativement faible en raison de la baisse d'activité et de la diminution des coûts associés à d'autres formes de financement.

Autres placements

Nous possédons un certain nombre de placements que nous vendrons lorsque leur valeur aura été maximisée, lorsqu'ils auront été intégrés à nos activités de base ou utilisés pour établir de nouveaux fonds. Bien que ces placements ne soient pas essentiels à notre stratégie plus globale, nous prévoyons continuer à faire de nouveaux placements de cette nature et à nous départir davantage d'actifs arrivés à maturité.

Les flux de trésorerie opérationnels nets générés par ces placements au cours du troisième trimestre de 2010 ont totalisé 4 M\$ comparativement à des sorties de trésorerie de 6 M\$ pour la période correspondante de 2009.

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi		Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Produits industriels	289 \$	256 \$	(1) \$	(4) \$
Infrastructure	83	81	1	1
Services commerciaux	150	174	5	—
Propriétés et autres	80	71	(1)	(3)
	602 \$	582 \$	4 \$	(6) \$

Notre placement le plus important dans les produits industriels est une participation de 63 % (après dilution) dans Norbord, qui est le deuxième fabricant de panneaux à copeaux orientés et celui qui offre le prix le plus bas en Amérique du Nord. L'important repli du marché de l'habitation aux États-Unis a entraîné une baisse des volumes et des prix des produits de Norbord, ce qui s'est traduit par des pertes d'exploitation. Toutefois, les volumes et les prix ont considérablement remonté au cours des derniers mois. La valeur de marché de notre placement dans Norbord se chiffrait à environ 360 M\$ à la date du présent rapport, selon les cours du marché, comparativement à une valeur comptable de 223 M\$.

Valeur de l'actif net

Certains placements sont comptabilisés à la valeur comptable historique aux fins de la présentation selon les IFRS et donnent lieu à un écart non comptabilisé à l'égard des cours des actions cotées en Bourse qui sont disponibles et des évaluations comparables. Par conséquent, nous tenons compte de cet accroissement de valeur, qui totalisait 900 M\$ au 30 septembre 2010 (400 M\$ au 31 décembre 2009) dans le calcul de notre valeur de l'actif net.

SERVICES DE GESTION D'ACTIFS ET AUTRES SERVICES

Le tableau suivant présente un résumé des revenus d'honoraires gagnés auprès de clients de nos services de gestion d'actifs et de nos services bancaires d'investissement, ainsi que l'apport net (déduction faite des charges directes) tiré de nos services liés aux propriétés et à la construction :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Flux de trésorerie opérationnels	
	2010	2009
Honoraires de gestion de base ¹	49 \$	38 \$
Rémunération fondée sur le rendement ¹	—	3
Frais transactionnels ¹	2	9
Services bancaires d'investissement ¹	4	2
	55	52
Services liés aux propriétés ²	7	2
Services liés à la construction ²	28	11
	90 \$	65 \$

1. Produits

2. Déduction faite des charges directes

Honoraires de gestion de base

Les honoraires de gestion de base, qui atteignent 49 M\$, ont augmenté en raison de l'apport des nouveaux fonds lancés au cours des deux derniers exercices et de l'augmentation du capital engagé pour les mandats existants. Les résultats du trimestre à l'étude comprennent des honoraires de « rattrapage » de 5 M\$ à la clôture définitive de notre fonds Americas Infrastructure Fund, qui autrement auraient été comptabilisés dans les résultats des trimestres précédents.

Les honoraires de gestion de base annualisés liés aux fonds existants et les actifs sous gestion augmenteront, passant à 190 M\$ en fin d'exercice (140 M\$ au 31 décembre 2009), si l'on tient compte du projet de fusion entre Brookfield Infrastructure Partners et Prime Infrastructure, que nous devrions achever au quatrième trimestre. La durée moyenne pondérée de ces honoraires est de huit ans, même si nous comptons accroître la composante honoraires de base à mesure que nous poursuivrons notre expansion dans les activités de gestion d'actifs.

Frais transactionnels

Les frais transactionnels incluent des honoraires de placement touchés au titre des activités de financement et comprennent les commissions d'engagement, les honoraires professionnels et les frais de rachat.

Honoraires liés aux services bancaires d'investissement

Nos services bancaires d'investissement sont offerts par des équipes situées aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Brésil. Le groupe a fourni des conseils sur des transactions d'une valeur de 2 G\$ au cours du trimestre et a obtenu de nombreux mandats prestigieux.

Honoraires pour services liés aux propriétés

Les honoraires pour services liés aux propriétés englobent les honoraires liés à la gestion des propriétés et des installations, à la location et à la gestion de projets de même qu'à une vaste gamme de services immobiliers. L'apport de ces honoraires a augmenté au cours du trimestre, en raison d'un accroissement de l'activité et du fait que les marges ont renoué avec des niveaux plus proches de la normale après l'intégration d'une importante entreprise de réinstallation acquise en 2009.

Services liés à la construction

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats opérationnels liés à nos activités de construction pour le troisième trimestre de 2010 et le troisième trimestre de 2009 :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Flux de trésorerie opérationnels nets	
	2010	2009
Australie	17 \$	3 \$
Moyen-Orient	10	8
Royaume-Uni	1	—
	28 \$	11 \$

Le travail en cours totalisait 3,6 G\$ à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2010 (3,3 G\$ au 31 décembre 2009), ce qui représentait environ trois années d'activité prévue. Nous avons obtenu deux nouveaux projets en Australie au cours du trimestre, pour une valeur totale de 1,5 G\$, et nous avons fait avancer de nombreux projets dans chacun de nos marchés. Nous prenons des mesures en faveur d'un bon nombre de nouveaux projets en Australie et au Moyen-Orient, grâce auxquels nous devrions pouvoir assurer notre croissance.

Le tableau suivant présente un sommaire du travail en cours à la fin du troisième trimestre de 2010 et de l'exercice précédent :

(EN MILLIONS)	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Australie	1 944 \$	1 167 \$
Moyen-Orient	777	1 075
Royaume-Uni	916	1 081
	3 637 \$	3 323 \$

Engagements de tiers

Le tableau suivant présente un sommaire des engagements de tiers à la fin du troisième trimestre de 2010 et de l'exercice précédent :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	Fonds principaux et fonds à valeur ajoutée	Fonds destinés à des occasions et fonds de capital-investissement	Total	Fonds principaux et fonds à valeur ajoutée	Fonds destinés à des occasions et fonds de capital-investissement	Total
Fonds non cotés et émetteurs cotés sous gestion						
Production d'énergie renouvelable	1 291 \$	— \$	1 291 \$	995 \$	— \$	995 \$
Propriétés commerciales	3 563	5 176	8 739	3 479	4 600	8 079
Infrastructure	6 255	114	6 369	4 937	69	5 006
Aménagement	—	281	281	—	291	291
Capital-investissement et financement	2 387	870	3 257	3 098	661	3 759
	13 496	6 441	19 937	12 509	5 621	18 130
Titres cotés en Bourse	—	—	23 256	—	—	23 787
Autres entités cotées	—	—	7 823	—	—	5 737
	13 496 \$	6 441 \$	51 016 \$	12 509 \$	5 621 \$	47 654 \$

Fonds non cotés et émetteurs cotés sous gestion

Cette unité opérationnelle comprend des fonds non cotés et des émetteurs cotés par l'intermédiaire desquels nous détenons et gérons plusieurs propriétés, centrales de production d'énergie, infrastructure et stratégies de placement spécialisées pour le compte de nos clients et pour notre propre compte. Les engagements de capital de tiers dans ces fonds ont augmenté de 1,8 G\$ depuis la fin de l'exercice (1,4 G\$ depuis le 30 juin 2010), en raison de capitaux additionnels engagés à l'égard de fonds liés aux infrastructures, d'occasions de réaménagement de biens immobiliers et à l'égard de nos fonds de capital-investissement et de nos fonds de financement, déduction faite de l'incidence du change. Nous prévoyons ajouter un montant supplémentaire de 1,1 G\$ en novembre, en lien avec la fusion de Brookfield Infrastructure et de ses sociétés affiliées australiennes liées aux infrastructures.

Les engagements présentés dans le tableau ci-dessus comprennent un montant de 8,7 G\$ de capital (6,7 G\$ en 2009) qui n'est pas encore investi, mais qui est disponible afin de réaliser des acquisitions conformes au mandat de chacun des fonds. Sur l'ensemble du capital non investi, une tranche de 4 G\$ se rapporte à notre consortium mondial de réaménagement de biens immobiliers, dont une tranche de 1,5 G\$ devrait être investie dans General Growth au quatrième trimestre.

Titres cotés en Bourse

Nous nous spécialisons dans les titres à revenu fixe et capitaux propres, et nous nous concentrons particulièrement sur l'immobilier et les infrastructures, notamment les titres à rendement élevé et les titres en difficulté. Notre clientèle est composée principalement de caisses de retraite et de sociétés d'assurance partout en Amérique du Nord et en Australie.

Le tableau qui suit présente un sommaire des actifs sous gestion au sein de ces activités. Nous n'investissons habituellement pas notre propre capital dans ces stratégies puisque les actifs sous gestion sont généralement des titres et non pas des actifs corporels.

(EN MILLIONS)	Total de l'actif sous gestion		Engagements de tiers	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Titres immobiliers et titres à revenu fixe				
Titres à revenu fixe	16 151 \$	17 589 \$	16 151 \$	17 589 \$
Titres de capitaux propres	7 105	6 218	7 105	6 198
	23 256 \$	23 807 \$	23 256 \$	23 787 \$

Autres entités cotées

Nous avons établi un certain nombre de nos unités d'exploitation à titre de sociétés ouvertes cotées afin de permettre à d'autres investisseurs de participer à l'expansion de leurs activités et de nous fournir du capital supplémentaire à cette fin. C'est notamment le cas des actions ordinaires que détiennent d'autres investisseurs, notamment dans Brookfield Properties, Brookfield Homes et Brookfield Incorporações.

Charges opérationnelles non réparties

Les charges opérationnelles comprennent les coûts engagés dans le cadre de nos activités de gestion d'actifs ainsi que les coûts qui ne sont pas directement attribuables à des unités opérationnelles précises.

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Montant net		
	2010	2009	Écart
Charges opérationnelles	66 \$	65 \$	1 \$
Impôts sur les bénéfices ayant un effet sur la trésorerie	13	(2)	15
	79 \$	63 \$	16 \$

STRUCTURE DU CAPITAL GÉNÉRALE, SITUATION DE TRÉSORERIE ET CHARGES OPÉRATIONNELLES

Dans la présente section, nous examinons notre structure du capital générale (c.-à-d. déconsolidée), notre situation de trésorerie et nos charges opérationnelles.

Situation de trésorerie

Nous continuons de maintenir des niveaux de liquidités beaucoup plus élevés au cours des deux dernières années en raison du contexte économique incertain et de la possibilité accrue que des occasions de placement intéressantes se présentent. Au 30 septembre 2010, nos liquidités essentielles consolidées totalisaient environ 4,2 G\$, dont une tranche de 3,0 G\$ était détenue à l'échelle de l'entreprise et une tranche de 1,2 G\$ était détenue par nos principales filiales actives. En plus de nos liquidités essentielles, nous disposons d'un montant de 8,7 G\$ en capital non investi injecté par nos partenaires de placement, qui pourra servir à financer des placements admissibles.

Trésorerie et actifs financiers

AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi			Flux de trésorerie opérationnels nets	
	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Actifs financiers					
Obligations de gouvernements	481 \$	587 \$	547 \$		
Obligations de sociétés	198	286	290		
Autres titres à revenu fixe	88	99	115		
Obligations à rendement élevé et prêts en difficulté	621	675	694		
Actions privilégiées	309	279	282		
Actions ordinaires	326	237	184		
Prêts à recevoir/dépôts	399	104	(150)		
Total des actifs financiers	2 422	2 267	1 962	140 \$	84 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	237	15	34	—	—
Dépôts et autres passifs	(640)	(574)	(351)	(14)	—
Investissement net	2 019 \$	1 708 \$	1 645 \$	126 \$	84 \$

Le solde net de la trésorerie et des actifs financiers a augmenté de 374 M\$ depuis la fin de l'exercice, pour s'établir à 2,0 G\$. L'essentiel de l'augmentation a eu lieu au cours du troisième trimestre de 2010. Outre des actifs financiers à la valeur comptable, nous détenons des positions en actions ordinaires d'une valeur nominale de 75 M\$ (75 M\$ au 31 décembre 2009) par l'intermédiaire de swaps sur rendement total et nous détenons une protection contre l'élargissement des écarts de taux par l'intermédiaire de swaps sur défaillance d'une valeur nominale totale de 75 M\$ (365 M\$ au 31 décembre 2009). La valeur comptable des instruments dérivés prise en compte dans nos états financiers au 30 septembre 2010 correspondait à un passif de néant (profit de 3 M\$ au 31 décembre 2009). Les dépôts et autres passifs comprennent les dépôts auprès de courtiers et un petit nombre de titres empruntés qui ont été vendus à découvert.

Structure du capital générale

Notre structure du capital générale est composée d'obligations financières émises ou garanties par la société comme l'indique le tableau qui suit. L'augmentation ci-dessous correspond principalement à l'accroissement des capitaux propres.

AUX DATES INDICQUÉES ET POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIONS)	Montant net du capital investi			Flux de trésorerie opérationnels nets ²	
	30 sept. 2010	30 Juin 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	30 sept. 2009
Emprunts de la société					
Emprunts bancaires et papier commercial	310 \$	351 \$	388 \$	3 \$	2 \$
Emprunts à terme	2 315	2 274	2 205	40	38
	2 625	2 625	2 593	43	40
Ajustements au titre des swaps conditionnels	857	832	779	25	21
Créditeurs et autres charges	1 722	1 832	2 028	79	63
Titres de capital	648	627	632	8	9
Capitaux propres					
Capitaux propres privilégiés	1 413	1 413	1 144	18	13
Capitaux propres ordinaires ¹	18 282	17 484	16 706	336	482
	19 695	18 897	17 850	354	495
Total de la structure du capital générale	25 547 \$	24 813 \$	23 882 \$	509 \$	628 \$
Ratio d'endettement	14 %	14 %	14 %		
Ratio de couverture des intérêts				6x	9x
Ratio de couverture des charges fixes				5x	7x

1. Comprend les valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS

2. Comprend un profit à la réalisation de 346 M\$ en 2009

Emprunts de la société

Les emprunts bancaires et le papier commercial sont des emprunts à plus court terme en vertu de facilités de crédit à terme renouvelables engagées d'une valeur de 1 445 M\$ ou qui sont adossés à celles-ci. Un montant d'environ 106 M\$ (125 M\$ au 31 décembre 2009) de ces facilités était également utilisé pour des lettres de crédit émises en vue d'appuyer diverses initiatives commerciales à la fin du trimestre. Ces facilités sont régulièrement renouvelées et prorogées pour des périodes de trois à quatre ans à la fois. Actuellement, un montant de 325 M\$ de ces facilités devrait arriver à échéance en 2011 et un montant de 1 120 M\$ de ces facilités devrait arriver à échéance en 2012.

Les emprunts à terme se composent d'obligations émises dans le public et de placements privés, lesquels sont tous assortis de taux fixes et d'échéances arrivant entre 2012 et 2035. Ces sources de financement constituent une importante source de capital à long terme et elles cadrent avec le profil de notre actif à long terme. En octobre, nous avons émis des billets sur 10 ans pour un montant de 350 M\$ CA (340 M\$) assortis d'un coupon de 5,30 %. Nous avons l'intention d'utiliser le produit de cette émission pour réduire les échéances de nos emprunts de sociétés à court terme.

Les emprunts de la société ont une durée moyenne de huit ans (huit ans au 31 décembre 2009) et tous arrivent à échéance en 2012 ou après. Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts de la société s'établissait à 6 % au 30 septembre 2010, semblable à celui enregistré à la fin de 2009.

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	Durée moyenne	2010	2011	2012	2013 et par la suite	Montant total
Papier commercial et emprunts bancaires	2	— \$	— \$	310 \$	— \$	310 \$
Emprunts à terme	9	—	—	423	1 892	2 315
	8	— \$	— \$	733 \$	1 892 \$	2 625 \$

Les emprunts de la société ont augmenté de 32 M\$ depuis la fin de l'exercice, en raison principalement de variations des taux de change.

Ajustements au titre des swaps conditionnels

En 1990, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt avec AIG Financial Products (« AIG-FP ») dont un swap coupon zéro qui devait initialement arriver à échéance en 2015. Nos états financiers comprennent une charge à payer de 857 M\$ relativement à ces contrats, qui représente la somme de montants liés aux taux d'intérêt en vigueur depuis la conclusion des contrats. Nous avons également inscrit un montant de 225 M\$ dans les créditeurs et autres passifs qui correspond à la différence entre la valeur actuelle de tout paiement futur en vertu des swaps et le montant actuel de la charge à payer. Nous estimons que la débâcle financière d'American International Group (« AIG ») et d'AIG-FP a entraîné un manquement à leurs obligations en vertu des swaps, ce qui s'est traduit par la résiliation des contrats et, par conséquent, nous n'étions plus tenus de verser les montants en vertu des contrats, incluant les montants qui auraient autrement été payables en 2015, calculés en fonction de divers événements et taux d'intérêt. AIG conteste nos affirmations et nous avons donc entrepris des procédures judiciaires dans le but d'obtenir du tribunal une confirmation de notre interprétation. Nous savons fort bien que l'issue de ces procédures judiciaires peut ne pas être déterminée avant fort longtemps et, par conséquent, nous continuerons de comptabiliser les contrats comme nous le faisons au cours des années antérieures, jusqu'à ce que nous obtenions des précisions.

Titres de capital

Les titres de capital sont des actions privilégiées qui sont classées dans les passifs, car les détenteurs d'actions privilégiées ont le droit, après une date fixe, si nous n'avons pas déjà racheté les actions, de convertir celles-ci en actions ordinaires en fonction du cours du marché de nos actions ordinaires à ce moment-là. Les dividendes versés sur ces titres sont comptabilisés dans les intérêts débiteurs.

Les valeurs comptables des titres de capital ont augmenté pour passer de 632 M\$ à la fin de 2009 à 648 M\$, en raison du raffermissement du dollar canadien, monnaie dans laquelle la plupart de ces titres sont libellés. Le taux moyen des distributions sur les titres de capital au 30 septembre 2010 s'élevait à 6 % (6 % au 30 septembre 2009), et la durée moyenne à la date de conversion des détenteurs était de quatre ans au 30 septembre 2010 (quatre ans au 31 décembre 2009).

Capitaux propres

(EN MILLIONS)	Capital net investi ¹		Valeur comptable ²	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Capitaux propres privilégiés	1 413 \$	1 144 \$	1 413 \$	1 144 \$
Capitaux propres ordinaires	18 282	16 706	12 222	11 867
	19 695 \$	17 850 \$	13 635 \$	13 011 \$

1. Avant impôts, compte tenu des valeurs non comptabilisées en vertu des IFRS

2. Fondée sur les états financiers établis en vertu des IFRS

Les capitaux propres privilégiés comprennent des actions privilégiées perpétuelles qui représentent une forme d'effet de levier intéressant pour nos détenteurs d'actions ordinaires. Nous avons émis des actions privilégiées perpétuelles pour un montant de 275 M\$ CA (269 M\$) au premier trimestre de 2010, et un coupon initial de 5,40 % qui est révisé tous les 6,5 ans, et à un écart de taux fixé d'avance tous les cinq ans par la suite, à moins que les actions ne soient rachetées avant par la société. En octobre, nous avons émis des actions privilégiées semblables pour un montant supplémentaire de 250 M\$ CA (245 M\$) assorties d'un coupon initial de 4,50 %.

Fonds de roulement

Autres actifs

Le tableau suivant illustre le sommaire des autres actifs :

(EN MILLIONS)	Montant net du capital investi	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Débiteurs	254 \$	297 \$
Liquidités soumises à restrictions	169	208
Actifs incorporels	44	43
Écart d'acquisition	185	199
Charges payées d'avance et autres actifs	351	198
	1 003 \$	945 \$

Les autres actifs incluent les soldes du fonds de roulement utilisés pour nos activités qui ne sont pas directement attribuables à des unités opérationnelles précises.

Autres passifs

(EN MILLIONS)	Montant net du capital investi	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Créditeurs	287 \$	279 \$
Passifs d'assurances	384	721
Autres passifs	1 051	1 028
	1 722 \$	2 028 \$

Les autres passifs comprennent des ajustements à la valeur de marché de 225 M\$ liés aux ajustements au titre des swaps conditionnels.

VALEUR DE L'ACTIF NET

Le tableau qui suit présente une analyse des variations de nos valeurs de l'actif net au cours du trimestre et situe ces variations par rapport au bénéfice net, aux autres éléments du résultat global et aux autres éléments de notre état des variations des capitaux propres, comme les distributions aux actionnaires.

AU 30 SEPTEMBRE 2010 ET POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ À CETTE DATE (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Valeur de l'actif net	Répartition dans les états financiers			Valeur de l'actif net
	Montant total	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Autres éléments ¹	Par action
Valeur des capitaux propres à l'ouverture, le 1 ^{er} juillet 2010	17 484 \$	— \$	— \$	— \$	29,69 \$
Flux de trésorerie opérationnels	354	354	—	—	0,57
Moins : Dividendes sur les actions privilégiées	(18)	—	—	(18)	s.o. ⁴
Variations de juste valeur					
Actifs opérationnels	80	52	28	—	0,13
Valeurs non comptabilisées ²	300	s.o.	s.o.	s.o.	0,49
Réalisation des hausses de la juste valeur comptabilisées antérieurement dans les flux de trésorerie	(48)	(48)	—	—	(0,08)
Devises	399	—	399	—	0,65
Amortissement	(169)	(169)	—	—	(0,27)
Autres éléments	(25)	(68)	34	9	(0,06)
Rendement total avant impôts	873	121	461	(9)	1,43
Dividendes sur les actions ordinaires	(75)	—	—	(75)	(0,13)
Impôts différés ³	s.o.	(9)	38	—	s.o.
Variation totale de la valeur	798	112	499	(84)	1,30
Valeur des capitaux propres à la clôture	18 282 \$	112 \$	499 \$	(84) \$	30,99 \$

1. Autres éléments compris dans les capitaux propres

2. Réévaluation des éléments non présentés à la juste valeur en vertu des IFRS

3. Valeurs de l'actif net présentées avant impôts

4. Flux de trésorerie opérationnels par action, présentés après déduction des dividendes sur les actions privilégiées

Nous réintégrant les charges d'impôts différés, qui reflètent principalement l'écart entre les valeurs comptables de nos actifs et leur assiette fiscale, parce que nous ne prévoyons pas liquider nos activités et que, jusqu'à ce que ces impôts deviennent exigibles, nous avons la possibilité d'investir ces capitaux afin de générer des flux de trésorerie et de la valeur pour nos actionnaires. Tout passif d'impôts ayant un effet sur la trésorerie est inclus dans les passifs et pris en compte dans la valeur de l'actif net.

Enfin, les IFRS ne permettent pas la réévaluation de l'ensemble des actifs. Par conséquent, nous effectuons un ajustement, que nous désignons par « valeurs non comptabilisées » et dont le montant est déterminé par la direction, à nos valeurs de l'actif net de manière que la valeur réelle de nos actifs et de nos capitaux propres soit mise à jour au moins chaque année. Cet ajustement se fonde sur les cours du marché ainsi que sur des évaluations internes et externes. Une analyse des valeurs non comptabilisées figure à la page 47.

Le tableau suivant présente les composantes de la valeur de l'actif net :

	30 septembre 2010		30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Total	Par action	Total	Par action	Total	Par action
<small>(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)</small>						
Capitaux propres ordinaires – états financiers en vertu des IFRS	12 222 \$	21,15 \$	11 695 \$	20,29 \$	11 867 \$	20,57 \$
Impôts différés	2 760	4,48	2 789	4,53	2 789	4,59
Capitaux propres avant impôts	14 982	25,63	14 484	24,82	14 656	25,16
Valeur non comptabilisée en vertu des IFRS	3 300	5,36	3 000	4,87	2 050	3,37
	18 282 \$	30,99 \$	17 484 \$	29,69 \$	16 706 \$	28,53 \$

Méthode d'évaluation

Utilisation des évaluations de la direction et de tiers

Les actifs détenus dans des fonds doivent souvent faire l'objet d'une réévaluation annuelle fondée sur une estimation par une tierce personne. Dans pareil cas, nous fondons la valeur comptable en vertu des IFRS sur la valeur estimée par une tierce personne et sur les hypothèses utilisées, en procédant au besoin à des ajustements dans le respect des règles prescrites par les IFRS. Les actifs qui ne sont pas autrement évalués pour répondre aux exigences des fonds sont évalués par la direction, ainsi que par une tierce partie chargée de les estimer, selon un roulement de sorte que chaque actif est réévalué par une partie externe au moins une fois tous les trois ans. Les paragraphes qui suivent présentent brièvement notre méthode de réévaluation :

Énergie renouvelable : Réévalués chaque année par la direction et, par roulement, de manière à faire l'objet d'une estimation par une tierce partie au moins tous les trois à cinq ans, voire plus souvent en cas de besoin en vue d'un refinancement.

Propriétés commerciales : Réévaluées chaque trimestre par la direction et, par roulement, de manière à faire l'objet d'une estimation par une tierce partie au moins tous les trois ans, voire plus souvent en cas de besoin en vue de la présentation de l'information des fonds ou d'un refinancement.

Terres d'exploitation forestière : Les terres d'exploitation forestière que nous détenons dans l'ouest de l'Amérique du Nord et au Brésil sont détenues dans des fonds qui doivent faire l'objet chaque année d'une évaluation par un tiers. Nos terres d'exploitation forestière dans l'est de l'Amérique du Nord sont réévaluées à l'aide d'estimations faites par la direction. Des réévaluations trimestrielles, fondées sur des estimations faites par la direction, sont réalisées afin de mettre à jour les évaluations annuelles effectuées par des tiers.

Autres actifs liés à l'infrastructure : Nous détenons nos activités de transport au Chili au sein d'un consortium d'investisseurs institutionnels qui exige une évaluation annuelle par une tierce personne. Nos activités de transport en Ontario sont réévaluées chaque année à l'aide d'estimations faites par la direction et fondées sur les tarifs réglementés. Les autres actifs liés à l'infrastructure que nous avons acquis au quatrième trimestre de 2009, dont notre terminal de charbon, des ports, des pipelines et des voies ferrées, sont évalués au prix d'acquisition, seront réévalués chaque année à l'aide d'estimations faites par la direction et feront l'objet, par

roulement, d'une évaluation par une tierce partie au moins tous les trois ans à compter du 31 décembre 2010.

Actifs financiers : Évalués à la valeur du marché tous les trimestres, à l'aide des données disponibles pour le public et des estimations de la direction dans les cas où ces données ne sont pas disponibles.

Passifs : La dette émise dans le public et la dette privée sont détenues au coût après amortissement à compter de la date d'émission. Les swaps de taux d'intérêt et les autres produits de couverture sont évalués à la valeur du marché tous les trimestres.

Hypothèses ayant servi à l'évaluation

Les hypothèses ayant servi à l'évaluation de nos immobilisations corporelles sont fondées sur les conditions du marché en vigueur au cours du troisième trimestre de 2010 et à la fin de 2009. Nous sommes d'avis que ces valeurs seraient moins élevées si nous devions liquider ces immobilisations (ce que nous n'avons nullement l'intention de faire) et plus élevées si elles étaient évaluées dans un contexte économique normal. Nous estimons que, par exemple, une diminution de 100 points de base des taux d'actualisation servant à évaluer nos deux principales catégories d'actifs, à savoir les immeubles de bureaux et les installations de production d'énergie renouvelable, se traduirait par une augmentation de nos valeurs de 3,75 G\$, au total, ou de 6,09 \$ par action, portant ainsi la valeur totale des actions à 37,08 \$ par action. Une augmentation correspondante de 100 points de base aurait l'incidence inverse sur nos valeurs. Le tableau qui suit présente les principales hypothèses que nous avons utilisées dans nos évaluations :

Énergie renouvelable

	États-Unis		Canada		Brésil	
	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2009	31 déc. 2008
Taux d'actualisation	8,2 %	8,2 %	7,3 %	7,3 %	11,0 %	11,0 %
Taux de capitalisation final	8,4 %	8,4 %	7,9 %	7,9 %	11,0 %	11,0 %
Date de sortie	2029	2029	2029	2029	2029	2029

Propriétés commerciales

	États-Unis		Canada		Australie	
	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2010	31 déc. 2009
Taux d'actualisation	8,7 %	8,8 %	7,4 %	7,4 %	9,1 %	9,3 %
Taux de capitalisation final	6,8 %	6,9 %	6,7 %	6,7 %	7,6 %	7,8 %
Date de sortie	2020	2019	2020	2019	2020	2019

Infrastructure

Les hypothèses clés tiennent compte d'un taux d'actualisation moyen pondéré et d'un taux de capitalisation final de 6,5 % à la date d'évaluation finale et une date d'évaluation finale moyenne de 72 ans. Les prix du bois d'œuvre s'appuient sur les prix à terme disponibles sur le marché ainsi que sur les prix prévus par chaque société d'experts en évaluation.

L'évaluation de nos activités de transport s'appuie sur une évaluation indépendante en ce qui a trait à nos activités de transport au Chili et une évaluation interne en ce qui concerne nos activités dans le nord de l'Ontario. L'évaluation de nos activités de transport au Chili tient compte d'un taux d'actualisation moyen pondéré réel et d'un taux de capitalisation final de 8,1 %, et l'année d'évaluation finale est 2023. L'évaluation des participations dans d'autres activités s'appuie sur leur prix d'acquisition en novembre 2009. Ces actifs seront réévalués chaque année de manière à apporter les ajustements nécessaires aux hypothèses relatives à la juste valeur de l'actif net.

Valeurs non comptabilisées

Certains actifs et flux de trésorerie n'étant pas présentés à la juste valeur en vertu des IFRS, nous fournissons une estimation de l'accroissement de la valeur de ces éléments par rapport à leur valeur comptabilisée, afin de calculer au mieux la valeur de l'actif net. Ces éléments comprennent des éléments comptabilisés à la valeur comptable historique, comme nos entreprises liées aux services, à la production d'énergie renouvelable et à des projets d'aménagement d'infrastructures, des actifs acquis à bas prix qui ne sont pas autrement réévalués et des terrains destinés à l'aménagement comptabilisés au coût ou à la valeur du marché, selon le moins important des deux montants. Nous tenons compte de l'accroissement de la valeur de ces éléments dans le calcul de la valeur de l'actif net, parce qu'il représente la valeur tangible et mesurable que l'on peut obtenir à l'issue d'opérations normales sur les marchés et parce que nous tenons nous-mêmes compte de la valeur de ces éléments dans nos évaluations internes de l'entreprise.

Nous ne tenons pas compte, dans cette analyse, de l'accroissement de valeur attribuable à nos activités de gestion d'actifs et à notre entreprise, même si nous sommes d'avis que ces activités contribueront à augmenter les flux de trésorerie et à la consolidation de nos activités actuelles et futures.

Le tableau suivant présente les valeurs non réalisées par plateforme d'exploitation :

(EN MILLIONS)	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009
Services	250 \$	250 \$	250 \$	250 \$
Plateformes d'exploitation				
Énergie renouvelable	950	800	600	450
Propriétés commerciales	—	—	—	—
Infrastructures	300	300	100	100
Aménagement	800	750	750	750
Capital-investissement et financement	900	800	400	400
Trésorerie et actifs financiers	—	—	—	—
Autres actifs	100	100	100	100
	3 300 \$	3 000 \$	2 200 \$	2 050 \$

L'accroissement de la valeur des actifs liés à la production d'énergie renouvelable reflète les projets d'aménagement liés à des contrats à long terme, y compris ceux obtenus pour certains projets de production d'énergie. De plus, nous éliminons l'incidence de l'amortissement trimestriel de nos actifs opérationnels, que nous sommes tenus de constater à des fins comptables, de la valeur de notre actif net, car ces actifs sont réévalués à la fin de chaque exercice.

Les actifs liés à des infrastructures acquis au quatrième trimestre de 2009 sont comptabilisés au coût; cependant, en nous fondant sur les valeurs intrinsèques dans des opérations comparables sur les marchés et sur la confirmation des tarifs pour certaines activités fondées sur des tarifs réglementés, nous avons comptabilisé au cours du trimestre un accroissement de valeur, que nous comptons réaliser dans nos capitaux propres en vertu des IFRS après l'évaluation officielle qui aura lieu en fin d'exercice.

La valeur des placements dans nos fonds de capital-investissement et dans nos fonds de financement a augmenté au cours du trimestre, en partie en raison du fait que la valeur de notre placement dans General Growth Properties a augmenté après que notre plan en vue de restructurer le capital de cette société a obtenu l'approbation des tribunaux. Par ailleurs, les évaluations de bon nombre de nos placements non cotés en Bourse ont bénéficié des mesures de rationalisation des coûts qui ont été prises au cours de périodes antérieures, ainsi que de l'amélioration des conditions d'exploitation. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par le fait que certains placements, comptabilisés au coût aux fins des IFRS, sont constatés aux prix du marché dans le calcul de notre valeur de l'actif net, et que leur valeur a décliné au cours du trimestre.

PARTIE 3 ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS



Cette section comporte un examen de nos états financiers consolidés préparés conformément aux IFRS. Elle contient de l'information qui permet au lecteur de faire un rapprochement entre le mode de présentation des états financiers consolidés et celui utilisé dans notre rapport de gestion, ainsi qu'une analyse de certains soldes qui ne sont pas examinés ailleurs dans le rapport de gestion.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

Le tableau suivant présente un sommaire des principales composantes du total des autres éléments, ainsi que des autres éléments, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Montant total		Montant net ¹		
	2010	2009	2010	2009	Écart
Flux de trésorerie opérationnels	354 \$	495 \$	354 \$	495 \$	(141) \$
Moins : profits différés ²	—	(346)	—	(346)	346
	354	149	354	149	205
Autres éléments					
Charge d'amortissement	(193)	(161)	(169)	(142)	(27)
Variations de la juste valeur	(54)	(873)	(64)	(591)	527
Impôts différés	(36)	177	(9)	167	(176)
Participations ne donnant pas le contrôle	41	291	—	—	—
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	112 \$	(417) \$	112 \$	(417) \$	529 \$

1. Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle

2. Profits sur cession comptabilisés dans les capitaux propres plutôt que dans les résultats en vertu des IFRS

Le bénéfice net s'est établi à 112 M\$ pour le troisième trimestre de 2010, comparativement à une perte nette de 417 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2009.

Les principaux écarts entre les flux de trésorerie opérationnels et le bénéfice net aux fins des IFRS sont attribuables à la réévaluation hors trésorerie périodique de nos portefeuilles d'immeubles de bureaux, de l'amortissement de nos centrales de production d'énergie et d'autres éléments hors trésorerie. Ces éléments sont décrits plus en détail dans la section suivante.

Habituellement, les IFRS ne permettent pas la constatation des profits sur la cession de participations dans des filiales que nous contrôlons si nous continuons de consolider le placement après la vente, et les profits sont comptabilisés directement dans les capitaux propres plutôt qu'au compte de résultat. Nous considérons ces profits comme une composante importante de l'évaluation du rendement et par conséquent, nous les incluons au calcul visant à déterminer les flux de trésorerie opérationnels et les gains. De ce fait, ils constituent un élément de rapprochement entre le bénéfice net et les flux de trésorerie opérationnels.

Produits

(EN MILLIONS)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Services de gestion d'actifs et autres services	660 \$	473 \$	1 832 \$	1 175 \$
Production d'énergie renouvelable	251	293	855	883
Biens commerciaux	823	604	1 273	1 040
Infrastructure	204	100	612	289
Propriétés destinées à l'aménagement	742	455	1 905	1 185
Capital-investissement et finances privées	996	854	2 811	2 489
Trésorerie, actifs financiers et autres	165	65	378	365
	3 841 \$	2 844 \$	9 666 \$	7 426 \$

Les produits de tous les secteurs ont augmenté en raison de l'appréciation de la devise :

L'augmentation des produits tirés des services de gestion d'actifs et autres services reflète la hausse des volumes de nos services liés à la construction, ainsi que la hausse des honoraires de gestion de base et des frais transactionnels. Les produits tirés de la production d'énergie renouvelable reflètent la baisse de la production, surtout au troisième trimestre, contrebalancée par la hausse des loyers et des prix. L'augmentation des produits tirés des biens commerciaux est principalement attribuable à la consolidation des activités liées aux propriétés qui étaient auparavant comptabilisées à titre de placements comptabilisés à la valeur de consolidation, et à l'apport lié aux biens acquis et aménagés. L'augmentation des produits liés à l'infrastructure reflète l'apport lié à une infrastructure acquise vers la fin de 2009. Au cours du troisième trimestre, les produits tirés de l'aménagement ont augmenté en raison de la hausse du niveau d'activité au Brésil, y compris le nombre de biens achevés dans le cadre de nos activités au Brésil.

Réévaluation et autres éléments, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle

Charge d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire de l'amortissement lié aux principaux secteurs opérationnels :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Montant total		Montant net ¹		
	2010	2009	2010	2009	Écart
Production d'énergie renouvelable	(116) \$	(102) \$	(116) \$	(102) \$	(14) \$
Infrastructure	(4)	(2)	(1)	(1)	—
Propriétés destinées à l'aménagement	(8)	(5)	(8)	(5)	(3)
Capital-investissement et finances privées	(33)	(23)	(17)	(14)	(3)
Autres immobilisations corporelles	(32)	(29)	(27)	(20)	(7)
	(193) \$	(161) \$	(169) \$	(142) \$	(27) \$

1. Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle et des participations minoritaires

Pour la plupart de nos activités, les charges d'amortissement sont en général stables d'un exercice à l'autre, à l'exception des fluctuations des devises. Nous ne comptabilisons pas d'amortissement ni d'épuisement pour nos immeubles de placement et nos terres d'exploitation forestière, respectivement, car chacune de ces catégories d'actifs est évaluée et comptabilisée sur une base trimestrielle dans les résultats. La majeure partie de l'amortissement trimestriel est constituée de l'amortissement lié à nos centrales de production d'énergie renouvelable en raison de notre important investissement dans les actifs sous-jacents. L'augmentation comptabilisée au cours du trimestre reflète l'aménagement et la mise en service de nouvelles centrales au Brésil au cours de 2010 et l'incidence de l'appréciation de la devise.

Variations de la juste valeur

Le tableau suivant présente le sommaire des variations de la juste valeur de chacun des principaux secteurs opérationnels :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)		Montant total		Montant net ¹		
		2010	2009	2010	2009	Écart
Secteur opérationnel						
Actifs opérationnels						
Immeubles de placement	Immeubles de bureaux	119 \$	(701) \$	51 \$	(414) \$	465 \$
Agriculture	Terres d'exploitation forestière et terres agricoles	(1)	1	1	1	—
		118	(700)	52	(413)	465
Autres éléments						
Contrats de taux d'intérêt	Siège social	(55)	(46)	(55)	(46)	(9)
Contrats sur énergie	Énergie renouvelable	54	33	54	33	21
Parts rachetables	Énergie renouvelable	(70)	(181)	(70)	(181)	111
Autres		(8)	21	3	16	(13)
		(79)	(173)	(68)	(178)	110
		39	(873)	(16)	(591)	575
Moins : réalisation des augmentations de la juste valeur antérieurement constatées		(93)	—	(48)	—	(48)
		(54) \$	(873) \$	(64) \$	(591) \$	527 \$

1. Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle

Pour le trimestre, le montant net de la perte à la juste valeur non réalisée a totalisé 64 M\$, comparativement à 591 M\$ en 2009. La perte de l'exercice précédent découle principalement de la perte de valeur de nos immeubles de bureaux attribuable aux hypothèses liées à la location revues à la baisse et aux taux d'actualisation plus élevés qui ont été appliqués aux flux de trésorerie futurs. En 2010, les évaluations se sont améliorées par rapport au troisième trimestre de 2009, les principaux facteurs de location s'étant redressés dans la plupart de nos marchés. En outre, nous constatons une réduction du taux plafond d'un certain nombre de nos principaux marchés en raison de la hausse de la demande pour des immeubles de bureaux haut de gamme, ce qui devrait, à notre avis, avoir une incidence importante sur l'évaluation de notre portefeuille à la fin de l'exercice si la conjoncture actuelle persiste.

Nous détenons des contrats de taux d'intérêt afin d'obtenir une couverture économique contre l'incidence d'une possible hausse de taux d'intérêt sur la valeur de nos actifs physiques de longue durée sensibles aux taux d'intérêt. Le taux des bons du Trésor américain sur 10 ans est passé de 2,93 % à 2,51 % au cours du troisième trimestre de 2010, ce qui s'est traduit par une baisse de 55 M\$ de la valeur nette de ces contrats. Les règles comptables exigent que nous procédions à une réévaluation de ces contrats à chaque période même si les actifs correspondants ne font pas l'objet d'une réévaluation.

Dans le cadre de nos activités liées à la production d'énergie, nous concluons des contrats à long terme visant à fournir une capacité de production d'énergie et nous sommes tenus d'inscrire les variations de la valeur de marché de ces contrats par le biais du résultat net, alors que nous ne sommes pas autorisés à inscrire la variation correspondante de la valeur de la capacité et de la production que nous avons prévue. La baisse des prix de l'énergie au cours du trimestre a donné lieu à la hausse de la valeur de ces contrats.

Les parts de notre Fonds d'énergie renouvelable canadien qui sont détenues par des actionnaires ne détenant pas le contrôle sont assorties de caractéristiques exigeant que nous les comptabilisions à titre de passif selon le cours du marché à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, nonobstant le fait que les facilités détenues par le Fonds font l'objet d'une réévaluation sur une base annuelle (plutôt que d'une évaluation selon le cours du marché).

BILANS CONSOLIDÉS

Actif

Nous effectuons un examen sectoriel des changements de notre situation financière dans la Partie 2 – Examen des activités et nous en présentons un rapprochement avec nos bilans consolidés aux pages 61 et 63 de la présente section. Dans la présente section, nous fournissons également une analyse des principaux soldes qui diffèrent de ceux présentés dans notre examen sectoriel.

La valeur comptable de l'actif total a augmenté pour s'établir à 69,3 G\$ au 30 septembre 2010, comparativement à 64,9 G\$ à la fin de 2009, comme l'illustre le tableau suivant :

(EN MILLIONS)	Valeur comptable	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et autres actifs financiers	6 666 \$	6 432 \$
Débiteurs et autres	5 537	5 160
Stocks	5 602	5 553
Placements	5 571	4 454
Immobilisations corporelles	17 146	16 518
Immeubles de placement	20 783	19 210
Terres d'exploitation forestière	3 015	2 951
Immobilisations incorporelles	1 145	921
Goodwill	2 315	2 248
Impôts différés	1 539	1 478
	69 319 \$	64 925 \$

Au cours des neuf premiers mois de 2010, la valeur comptable de nos actifs a augmenté, principalement en raison de l'appréciation de la devise, de la hausse de la valeur de nos immeubles de bureaux, de la consolidation des fonds de propriétés et du soutien continu des dépenses en immobilisations et des activités de placement, contrebalancés par l'amortissement.

Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent un montant de 0,4 G\$ (0,8 G\$ en 2009), principalement sous forme de titres à revenu fixe détenus par l'intermédiaire de nos activités d'assurance, de même qu'un placement dans 22 % des actions ordinaires du Canary Wharf Group, d'une valeur comptable de 683 M\$, qui fait partie de nos activités liées aux immeubles de bureaux dans notre analyse sectorielle.

Placements

Les placements représentent les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les entités nous appartenant en partie, comme il est illustré dans le tableau suivant, et ils sont présentés de façon détaillée au sein des secteurs d'activité visés dans la Partie 2 – Examen des activités.

(EN MILLIONS)	Participation		Valeur comptable	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Production d'énergie renouvelable				
Bear Swamp Power Co. LLC	50 %	50 %	122 \$	119 \$
Autres placements dans la production d'énergie	50 %	23 à 50 %	163	157
Biens commerciaux				
Fonds des principaux immeubles de bureaux aux États-Unis	47 %	47 %	1 715	945
245 Park Avenue	51 %	51 %	668	613
Autres propriétés commerciales	20 à 50 %	21 à 50 %	1 331	1 087
Infrastructure				
Prime Infrastructure	40 %	40 %	685	656
Transelec S.A.	28 %	28 %	382	360
Autres	25 à 50 %	25 à 45 %	505	517
Total			5 571 \$	4 454 \$

L'augmentation de la valeur comptable des placements reflète la hausse de la valeur des immeubles de bureaux détenus dans le Fonds des principaux immeubles de bureaux aux États-Unis ainsi que le placement de capital additionnel visant l'achat des titres de créance émis à escompte par le Fonds.

Débiteurs et autres

(EN MILLIONS)	Valeur comptable	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Débiteurs	3 070 \$	2 719 \$
Charges payées d'avance et autres actifs	1 772	1 799
Encaisse affectée	695	642
	5 537 \$	5 160 \$

Ces soldes comprennent les montants à recevoir par Brookfield relativement à des montants contractuels dus mais non encore encaissés et des dividendes, des intérêts et des honoraires dus à Brookfield. L'encaisse affectée représente les soldes en espèces en dépôt relativement aux ententes de financement et aux contrats d'assurance, incluant le désendettement des emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises. Les soldes ont augmenté par suite de la hausse des taux de change appliqués aux soldes autres qu'américains et de la hausse des activités d'aménagement résidentiel au cours du trimestre.

Immobilisations corporelles

(EN MILLIONS)	Valeur comptable	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Production d'énergie renouvelable	13 267 \$	12 985 \$
Terres d'exploitation forestière	807	747
Services publics	216	205
Transport et énergie	291	301
Capital-investissement et finances privées	2 471	2 083
Autres immobilisations corporelles	94	197
	17 146 \$	16 518 \$

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de notre placement dans des centrales de production d'énergie hydroélectrique renouvelable. Pour le premier trimestre, la variation de la valeur de nos actifs a été faible car la plupart de ceux-ci ne sont assujettis à une réévaluation annuelle qu'en fin d'exercice.

Immobilisations incorporelles

La valeur des immobilisations incorporelles a augmenté de 224 M\$ au cours de 2009, principalement en raison de la réévaluation des devises.

Goodwill

Le goodwill représente la contrepartie du coût d'acquisition qui n'est pas précisément attribuée à la valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles acquises. Le goodwill est attribué à nos activités en Australie, en Amérique du Nord, en Europe et au Moyen-Orient et est demeuré relativement inchangé au cours du troisième trimestre de 2010, s'établissant à 2,3 G\$.

Passif et capitaux propres

L'analyse de notre passif et de nos capitaux propres suivante est fondée sur notre bilan consolidé et, par conséquent, elle comprend les obligations des entités consolidées, notamment les fonds et les filiales détenus en propriété non exclusive.

Toutefois, nous remarquons que dans bien des cas, notre structure du capital consolidée comprend l'ensemble de la dette des entités consolidées même si, dans la plupart des cas, nous ne détenons qu'une partie de l'entité et que notre quote-part de cette dette est par conséquent beaucoup moindre. Par exemple, nous avons accès au capital de nos clients et de nos co-investisseurs par l'intermédiaire d'appels publics à l'épargne et, dans certains cas, d'obligations contractuelles visant à obtenir du financement additionnel. Dans d'autres cas, ce mode de présentation exclut une partie ou la totalité de la dette des entités détenues en propriété non exclusive qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de la consolidation proportionnelle, telles que le Fonds des principaux immeubles de bureaux aux États-Unis et la majeure partie de nos activités liées à l'infrastructure.

Par conséquent, nous croyons que les deux modes de présentation les plus pertinents pour évaluer notre structure du capital sont la consolidation proportionnelle et la déconsolidation. Les tableaux ci-après présentent la composition de notre structure du capital selon ces modes de présentation, ainsi que notre structure du capital consolidée, qui reposent toutes sur la valeur liquidative de nos capitaux propres et des participations d'autres investisseurs.

Notre structure du capital déconsolidée présente le montant de la dette qui est assortie d'un recours contre la société, ainsi que la mesure dans laquelle elle est soutenue par notre capital investi déconsolidé et nos flux de trésorerie remis. À la fin du trimestre, notre ratio d'endettement déconsolidé s'établissait à 14 % (14 % au 31 décembre 2009), soit un niveau prudent à notre avis, ce qui reflète notre stratégie visant à maintenir un niveau d'endettement relativement faible auprès de la société mère et à financer nos activités principalement au niveau de l'actif ou de l'unité opérationnelle sans recours contre la société.

La consolidation proportionnelle, qui reflète notre quote-part des entités sous-jacentes, présente la mesure dans laquelle nos actifs sous-jacents font l'objet d'un effet de levier, lequel constitue une importante composante de l'augmentation des rendements pour les actionnaires. Nous sommes d'avis que le ratio d'endettement de 41 % à la fin du trimestre (44 % au 31 décembre 2009) est approprié en raison de la grande qualité des actifs, de la stabilité des flux de trésorerie connexes, du niveau de financement habituellement nécessaire pour les actifs de cette nature, ainsi que de notre profil de liquidité.

Notre ratio d'endettement consolidé s'établit à 38 %, ce qui reflète l'entière consolidation d'entités détenues en propriété non exclusive, nonobstant le fait que le risque de capital auquel nous exposent ces entités est limité, et l'exclusion de la dette des sociétés émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Tel qu'il est mentionné ci-dessus, la dette des sociétés émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est également exclue, ce qui donne lieu à un ratio d'endettement moins élevé que le ratio d'endettement après consolidation proportionnelle. C'est en partie pourquoi, à notre avis, la structure du capital consolidée est moins pertinente et on ne peut l'évaluer qu'en se fondant sur l'ensemble des actifs de la société et en tenant compte de l'ensemble des participations, y compris les participations des actionnaires minoritaires et des investisseurs institutionnels, ce qui peut être difficile à évaluer dans le cas d'états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente le ratio d'endettement du troisième trimestre, lequel était conforme à celui de 2009 d'après chacun des trois modes de présentation.

(EN MILLIONS)	Après déconsolidation		Après consolidation proportionnelle		Après consolidation	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Emprunts généraux	2 625 \$	2 593 \$	2 625 \$	2 593 \$	2 625 \$	2 593 \$
Emprunts sans recours						
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises	—	—	14 062	14 747	20 669	19 678
Emprunts de filiales ¹	857	779	3 506	3 550	4 074	3 800
Créditeurs et autres	1 722	2 028	7 610	7 931	10 542	10 159
Titres de capital	648	632	1 163	1 136	1 679	1 641
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	—	13 335	11 254
Capitaux propres ²	19 695	17 850	19 695	17 850	19 695	17 850
	25 547 \$	23 882 \$	48 661 \$	47 807 \$	72 619 \$	66 975 \$
Ratio d'endettement	14 %	14 %	41 %	44 %	38 %	39 %

1. Comprend le montant comptabilisé au titre des swaps conditionnels de 857 M\$ (779 M\$ au 31 décembre 2009), qui est garanti par la société et est donc inclus dans la structure du capital de la société

2. Avant impôts, inclut les valeurs non comptabilisées aux fins des IFRS

Le tableau ci-dessus illustre notre utilisation d'emprunts de filiales et d'emprunts grevant des propriétés précises afin de réduire le risque au minimum. Au 30 septembre 2010, une tranche de seulement 13 % de notre ratio d'endettement consolidé correspondait à des emprunts émis ou garantis par la société, alors qu'une tranche de 75 % correspondait à des emprunts assortis d'un recours uniquement contre des actifs ou des groupes d'actifs précis et une tranche de 12 % correspondait à des emprunts émis par des filiales et qui n'étaient assortis d'aucun recours contre la société.

Les flux de trésorerie dégagés par nos activités donnent lieu à des ratios de couverture des intérêts et des charges fixes favorables, comme le présente le tableau suivant :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Après déconsolidation		Après consolidation	
	2010	2009	2010	2009
Emprunts généraux	43 \$	40 \$	43 \$	40 \$
Ajustements au titre des swaps conditionnels	25	21	25	21
Emprunts grevant des propriétés précises	—	—	313	234
Emprunts de filiales	—	—	49	65
Charges opérationnelles	79	63	132	85
Titres de capital	8	9	22	23
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	271	136
Capitaux propres				
Actions privilégiées	18	12	18	12
Actions ordinaires	336	483	336	483
	354	495	354	495
Total des flux de trésorerie	509 \$	628 \$	1 209 \$	1 099 \$
Ratio de couverture des intérêts ¹	6x	9x	3x	3x
Ratio de couverture des charges fixes ²	5x	7x	2x	3x

1. Total des flux de trésorerie divisé par les intérêts sur les emprunts et les ajustements au titre des swaps

2. Total des flux de trésorerie divisé par les intérêts sur les emprunts, les ajustements au titre des swaps et les distributions sur les titres de capital et sur les actions privilégiées

Emprunts généraux

Nous présentons une analyse des emprunts de la société à la page 42.

Emprunts de filiales

Nous capitalisons nos filiales afin de permettre un accès continu aux marchés des capitaux d'emprunt, habituellement en fonction de cotes de crédit de première qualité, ce qui réduit par conséquent la demande de capital par la société et donne lieu au partage des frais de financement également entre les autres porteurs de titres de capitaux dans des filiales en propriété non exclusive.

Les emprunts de filiales sont sans recours contre la société, sauf dans de rares cas. Au 30 septembre 2010, les emprunts de filiales comprenaient des ajustements au titre des swaps conditionnels d'un montant de 857 M\$ (779 M\$ au 31 décembre 2009) qui sont garantis par la société (se reporter à la page 43).

(EN MILLIONS)	Durée moyenne	Après consolidation proportionnelle		Après consolidation	
		30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Emprunts de filiales					
Production d'énergie renouvelable	7	1 169 \$	1 144 \$	1 169 \$	1 144 \$
Biens commerciaux	1	643	500	778	551
Infrastructure	1	25	—	17	—
Propriétés destinées à l'aménagement	1	310	475	310	475
Capital-investissement et finances privées	4	456	541	897	740
Autres	1	46	111	46	111
Montants comptabilisés au titre des swaps conditionnels ¹	5	857	779	857	779
Total	4	3 506 \$	3 550 \$	4 074 \$	3 800 \$

1. Garantis par la société

Les emprunts de filiales sont demeurés relativement semblables sur une base consolidée et sur une base consolidée proportionnellement, à la fin de l'exercice. La diminution des emprunts sur nos lignes de crédit bancaire dans le cadre de nos activités du secteur de l'aménagement résidentiel au Canada a été contrebalancée par la hausse des emprunts dans le cadre de nos activités liées aux biens commerciaux en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente notre quote-part des emprunts des filiales par date d'échéance, fondée sur notre participation dans l'entité emprunteuse :

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	2010	2011	2012	2013 et par la suite	Consolidation proportionnelle totale
Production d'énergie renouvelable	— \$	154 \$	— \$	1 015 \$	1 169 \$
Biens commerciaux	56	372	—	215	643
Infrastructure	7	—	18	—	25
Propriétés destinées à l'aménagement	2	180	—	128	310
Capital-investissement et finances privées	25	55	126	250	456
Autres	46	—	—	—	46
Ajustements au titre des swaps conditionnels	—	—	—	857	857
	136 \$	761 \$	144 \$	2 465 \$	3 506 \$

Les éléments qui arrivent à échéance avant 2013 consistent principalement en des facilités bancaires à court terme qui sont renouvelées dans le cours normal des activités.

Emprunts grevant des propriétés précises

Conformément à notre stratégie de financement, la majorité de nos capitaux d'emprunt sont des emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises qui comportent un recours uniquement contre les actifs financés et qui sont sans recours contre la société.

(EN MILLIONS)	Durée moyenne	Après consolidation proportionnelle		Après consolidation	
		30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Production d'énergie renouvelable	11	2 859 \$	3 179 \$	3 811 \$	3 861 \$
Biens commerciaux	4	7 078	7 468	10 146	9 540
Infrastructure	9	1 898	2 063	1 987	1 988
Propriétés destinées à l'aménagement	2	1 386	1 337	2 723	2 319
Capital-investissement et finances privées	4	841	700	2 002	1 970
Total	6	14 062 \$	14 747 \$	20 669 \$	19 678 \$

Les emprunts grevant des propriétés précises n'ont pas changé de façon importante sur une base consolidée et ont légèrement diminué sur une base proportionnelle par rapport à décembre 2009.

Le tableau suivant présente notre quote-part des emprunts grevant des propriétés précises par date d'échéance, fondée sur nos participations dans l'entité emprunteuse et ajustée pour tenir compte de l'amortissement et des remboursements à la date du présent rapport :

AU 30 SEPTEMBRE 2010 (EN MILLIONS)	2010	2011	2012	2013 et par la suite	Consolidation proportionnelle totale
Production d'énergie renouvelable	28 \$	106 \$	508 \$	2 217 \$	2 859 \$
Biens commerciaux	152	1 429	1 353	4 144	7 078
Infrastructure	39	178	97	1 584	1 898
Propriétés destinées à l'aménagement	216	746	184	240	1 386
Capital-investissement et finances privées	20	65	146	610	841
	455 \$	2 524 \$	2 288 \$	8 795 \$	14 062 \$

Les emprunts liés à la production d'énergie renouvelable et aux propriétés commerciales sont décrits plus en détail aux pages 24 et 28, respectivement. Les activités d'aménagement comprennent les emprunts pour nos activités résidentielles au Brésil, au Canada et aux États-Unis. Ces emprunts constituent essentiellement un fonds de roulement permettant le financement des activités d'aménagement et de construction en cours et ils sont habituellement remboursés à mesure que les projets, les lots ou les maisons financés sont achevés et vendus, pour ensuite être prélevés de nouveau aux fins d'autres projets que nous décidons d'entreprendre.

Titres de capital

Les titres de capital sont des actions privilégiées qui sont convertibles en actions ordinaires à notre gré, mais qui sont classées dans les passifs car les détenteurs d'actions privilégiées ont le droit, après une date fixe, si nous n'avons pas déjà racheté les actions, de convertir celles-ci en actions ordinaires en fonction du cours du marché de nos actions ordinaires à ce moment-là.

(EN MILLIONS)	Durée moyenne jusqu'à la conversion	Après consolidation proportionnelle		Après consolidation	
		30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Émis par la société	4	648 \$	632 \$	648 \$	632 \$
Émis par Brookfield Properties Corporation	4	515	504	1 031	1 009
	4	1 163 \$	1 136 \$	1 679 \$	1 641 \$

Les valeurs comptables des titres de capital ont augmenté en raison de la hausse du dollar canadien, monnaie dans laquelle la plupart de ces titres sont libellés. Le taux moyen des distributions sur les titres de capital au 30 septembre 2010 s'élevait à 6 % (6 % au 31 décembre 2009), et la durée moyenne jusqu'à la date de conversion des détenteurs était de quatre ans (quatre ans au 31 décembre 2009).

Participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net

Les participations des co-investisseurs dans les actifs nets comportent trois éléments : des participations dans nos filiales, des participations détenues par d'autres actionnaires dans nos fonds et des actions privilégiées sans privilège de participation émises par les filiales.

(EN MILLIONS)	Nombre d'actions/ % de participation		Valeur comptable	
	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Participations				
Participations des co-investisseurs dans les filiales				
Production d'énergie renouvelable	divers	divers	304 \$	265 \$
Biens commerciaux				
Brookfield Properties Corporation	252,7 / 49 %	252,0 / 49 %	3 737	3 077
Fonds de propriétés et autres	divers	divers	1 462	1 385
Infrastructure				
Terres d'exploitation forestière	divers	divers	1 003	992
Services publics et transport et énergie	divers	divers	901	880
Propriétés destinées à l'aménagement				
Brookfield Homes Corporation	11,3 / 38 %	11,2 / 40 %	139	145
Brookfield Incorporações S.A.	251,5 / 57 %	249,7 / 57 %	850	785
Brookfield Real Estate Fonds destinés à des occasions	divers	divers	307	253
Capital-investissement et finances privées	divers	divers	1 691	1 502
Placements	divers	divers	255	162
			10 649	9 446
Participations d'autres entités dans des fonds				
Parts rachetables			1 154	899
Fonds à durée de vie limitée			193	122
			1 347	1 021
			11 996	10 467
Sans participation				
Brookfield Australia			439	392
Brookfield Properties Corporation			655	395
Fonds Énergie renouvelable Brookfield			245	—
			1 339	787
			13 335 \$	11 254 \$

La valeur des participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net détenues par d'autres investisseurs a augmenté, passant de 11,3 G\$ à la fin de 2009 à 13,3 G\$ à la fin du troisième trimestre de 2010. L'augmentation des parts rachetables est attribuable à la vente de capitaux propres additionnels dans nos activités de production d'énergie renouvelable au Canada ainsi qu'à la hausse de la valeur de marché de ces capitaux propres. La hausse de la valeur de notre actif net attribuable aux évaluations favorables, à la hausse des résultats et à l'appréciation de la devise a donné lieu à la hausse de la participation ne donnant pas le contrôle dans un certain nombre de nos filiales et de nos fonds. Nous avons émis des actions privilégiées perpétuelles de Brookfield Properties et de Brookfield Renewable Power au cours des neuf premiers mois de 2010, ce qui a donné lieu à une augmentation des actionnaires sans participation.

Dividendes de la société

Les distributions versées par Brookfield à l'égard des titres en circulation durant les neuf premiers mois de 2010 et les périodes correspondantes de 2009 et 2008 se présentent comme suit :

PAR ACTION, PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES EN	Distribution par titre		
	2010	2009	2008
Actions ordinaires de catégorie A	0,39 \$	0,39 \$	0,38 \$
Actions ordinaires de catégorie A – dividende exceptionnel ¹	—	—	0,94
Actions privilégiées de catégorie A			
Série 2	0,30	0,30	0,67
Séries 4 et 7	0,30	0,30	0,67
Série 8	0,43	0,42	0,95
Série 9	0,79	0,70	0,80
Série 10	1,04	0,92	1,06
Série 11	0,99	0,88	1,01
Série 12	0,98	0,87	0,99
Série 13	0,30	0,30	0,67
Série 14	1,07	1,14	0,48
Série 15	0,18	0,20	0,78
Série 17	0,86	0,76	0,87
Série 18	0,86	0,76	0,87
Série 21 ²	0,90	0,80	0,32
Série 22 ³	1,27	0,51	—
Série 24 ⁴	0,92	—	—

1. Correspond à la valeur comptable du dividende exceptionnel de Brookfield Infrastructure

2. Émises le 25 juin 2008

3. Émises le 4 juin 2009

4. Émises le 14 janvier 2010

Résultat de base et dilué par action

Les composantes du résultat par action de base et dilué sont résumées dans le tableau suivant :

POUR LES TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS)	Flux de trésorerie opérationnels		Bénéfice net	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette)/flux de trésorerie opérationnels	354 \$	495 \$	112 \$	(417) \$
Dividendes privilégiés	(18)	(12)	(18)	(12)
Bénéfice net (perte nette)/flux de trésorerie opérationnels pour les actionnaires ordinaires	336 \$	483 \$	94 \$	(429) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	574,3	572,2	574,3	572,2
Effet dilutif de la conversion des options selon la méthode du rachat d'actions	9,9	6,8	9,9	—
Actions ordinaires et équivalents d'actions ordinaires	584,2	579,0	584,2	572,2

Actions ordinaires émises et en circulation

Le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation a évolué comme suit :

(EN MILLIONS)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
En circulation au début	574,9	572,0	572,9	572,6
Émises (rachetées)				
Plan de réinvestissement de dividendes	0,1	—	0,1	0,1
Régime d'options sur actions à l'intention de la direction	1,1	0,1	3,1	0,9
Offres de rachat d'actions	—	—	—	(1,5)
En circulation à la fin	576,1	572,1	576,1	572,1
Options non exercées	39,9	35,7	39,9	35,7
Nombre total d'actions ordinaires après dilution à la fin	616,0	607,8	616,0	607,8

Dans le calcul de la valeur comptable par action ordinaire, la valeur en espèces de nos options non exercées, soit 807 M\$ (634 M\$ au 31 décembre 2009), est ajoutée à la valeur comptable de nos capitaux propres ordinaires, soit 12 222 M\$ (11 867 M\$ au 31 décembre 2009), avant que le résultat ne soit divisé par le nombre total d'actions ordinaires après dilution présenté ci-dessus.

Au 4 novembre 2010, 576 037 784 actions de catégorie A à droit de vote limité et 85 120 actions de catégorie B à droit de vote limité de la société étaient en circulation.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des flux de trésorerie consolidés de la société :

(EN MILLIONS)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Activités opérationnelles	463 \$	627 \$	1 448 \$	862 \$
Activités de financement	131	120	(24)	421
Activités d'investissement	(181)	(138)	(865)	(391)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	413 \$	609 \$	559 \$	892 \$

Activités opérationnelles

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et de la mesure des flux de trésorerie opérationnels utilisée ailleurs dans ce rapport :

(EN MILLIONS)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Flux de trésorerie opérationnels	354 \$	495 \$	1 047 \$	1 037 \$
Ajustements :				
Variation nette des soldes du fonds de roulement et autres	109	132	401	(175)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	463 \$	627 \$	1 448 \$	862 \$

Activités de financement

Au cours du trimestre, nous avons généré des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 131 M\$, comparativement à 120 M\$ en 2009. Nous avons réuni un montant en capital de tiers de 226 M\$ auprès de nos partenaires au sein du Fonds, ce qui inclut un montant d'environ 160 M\$ lié à la liquidation partielle de 9,2 millions de parts de notre Fonds énergie renouvelable et un montant en capital réuni afin d'acquérir des terres d'exploitation forestière dans le cadre de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière au Brésil. Nos activités américaines liées aux immeubles de bureaux ont également prélevé un montant sur leurs lignes de crédit afin de financer partiellement l'acquisition de 16 immeubles de bureaux en Australie. En 2009, nous avons émis des actions ordinaires de 505 M\$ et des capitaux propres privilégiés de 257 M\$ dans le cadre de nos activités américaines liées aux immeubles de bureaux, dont le produit a été affecté au remboursement des emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises et d'autres emprunts de filiales. En outre, nous avons émis 340 M\$ de parts de notre Fonds énergie renouvelable canadien afin de financer l'acquisition de certains actifs hydroélectriques que nous détenons directement en Ontario.

Activités d'investissement

Nous avons investi des flux de trésorerie de 181 M\$ dans les activités d'investissement au cours du troisième trimestre de 2010, comparativement à 138 M\$ en 2009. Nous continuons à investir dans l'aménagement de nos activités liées à l'énergie renouvelable et nous avons acquis 19 000 hectares de terres d'exploitation forestière au Brésil. Au cours du trimestre, nous avons également vendu certains de nos actifs financiers dans le cadre de nos activités d'assurance et de financement immobilier, dont le produit est détenu à titre de liquidités et de dépôts soumis à restrictions. En 2009, nous avons investi dans l'aménagement de nos immeubles de bureaux et nous avons vendu certains de nos actifs de production d'énergie renouvelable à notre Fonds d'énergie.

Bilan

AU 30 SEPTEMBRE 2010

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital- investissement et finances privées	Trésorerie et actifs financiers	Autres actifs	Structure du capital générale	États financiers consolidés
Actif									
Actifs opérationnels									
Immobilisations	13 267 \$	7 \$	1 314 \$	2 \$	2 471 \$	— \$	85 \$	— \$	17 146 \$
Immeubles de placement	—	18 137	220	1 288	1 138	—	—	—	20 783
Terres d'exploitation forestière	—	—	2 544	391	80	—	—	—	3 015
Stocks	7	4	32	5 136	423	—	—	—	5 602
Placements	285	3 703	1 353	161	21	24	24	—	5 571
Trésorerie et équivalents de trésorerie	158	380	71	423	479	237	83	—	1 831
Actifs financiers	(13)	835	3	(176)	220	2 236	—	—	3 105
Prêts et effets à recevoir	—	—	—	—	1 568	162	—	—	1 730
Débiteurs et autres	1 065	794	211	1 241	931	—	1 295	—	5 537
Actifs incorporels	127	60	299	—	285	—	374	—	1 145
Goodwill	16	335	591	312	39	—	1 022	—	2 315
	14 912	24 255	6 638	8 778	7 655	2 659	2 883	—	67 780
Actif d'impôts différés	142	587	24	255	119	—	412	—	1 539
Total de l'actif	15 054 \$	24 842 \$	6 662 \$	9 033 \$	7 774 \$	2 659 \$	3 295 \$	— \$	69 319 \$
Passif									
Emprunts généraux	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 625 \$	2 625 \$
Emprunts sans recours									
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises	3 811	10 146	1 987	2 723	1 888	114	—	—	20 669
Emprunts de filiales	1 169	778	17	310	897	44	2	857	4 074
Créditeurs et autres passifs	724	967	316	1 690	1 133	395	949	1 776	7 950
Passifs d'impôts différés	2 996	1 035	713	280	265	—	—	63	5 352
Participations d'autres entités dans des fonds									
	1 154	—	193	—	—	—	—	—	1 347
Titres de capital									
	—	1 031	—	—	—	—	—	648	1 679
Capitaux propres									
Participations ne donnant pas le contrôle	550	5 806	1 904	1 775	1 861	87	5	—	11 988
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	1 413	1 413
Actions ordinaires	4 650	5 079	1 532	2 255	1 730	2 019	2 339	(7 382)	12 222
Total du passif et des capitaux propres	15 054 \$	24 842 \$	6 662 \$	9 033 \$	7 774 \$	2 659 \$	3 295 \$	— \$	69 319 \$
Actions ordinaires	4 650 \$	5 079 \$	1 532 \$	2 255 \$	1 730 \$	2 019 \$	2 339 \$	(7 382) \$	12 222 \$
Impôts différés	2 854	90	26	51	34	—	(412)	117	2 760
Valeurs non comptabilisées	950	—	300	800	900	—	350	—	3 300
Valeur de l'actif net	8 454 \$	5 169 \$	1 858 \$	3 106 \$	2 664 \$	2 019 \$	2 277 \$	(7 265) \$	18 282 \$

Résultats opérationnels

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2010

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital-investissement et finances privées	Produits de placement et autres produits	Services de gestion d'actifs et autres services	Frais de financement du siège social	États financiers consolidés
Honoraires gagnés	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	239 \$	— \$	239 \$
Produits moins les charges opérationnelles directes									
Production d'énergie renouvelable	560	—	—	—	—	—	—	—	560
Biens commerciaux	—	832	—	—	84	—	—	—	916
Infrastructure	—	—	144	—	1	—	—	—	145
Propriétés destinées à l'aménagement	—	—	—	357	1	—	—	—	358
Capital-investissement et finances privées	—	—	—	—	268	—	—	—	268
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	18	189	157	(2)	—	—	—	—	362
Produits de placement et autres produits	—	96	7	7	92	306	—	—	508
	578	1 117	308	362	446	306	239	—	3 356
Charges									
Intérêts	279	528	92	74	101	13	—	225	1 312
Charges opérationnelles	—	85	17	—	16	—	—	178	296
Impôts exigibles	16	6	2	37	1	4	—	18	84
Participations ne donnant pas le contrôle	77	255	96	130	207	39	—	—	804
Flux de trésorerie opérationnels	206	243	101	121	121	250	239	(421)	860
Profits sur cession	102	—	—	1	84	—	—	—	187
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	308 \$	243 \$	101 \$	122 \$	205 \$	250 \$	239 \$	(421) \$	1 047 \$

Résultats opérationnels

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2010

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital-investissement et finances privées	Produits de placement et autres produits	Services de gestion d'actifs et autres services	Frais de financement du siège social	États financiers consolidés
Honoraires gagnés	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	90 \$	— \$	90 \$
Produits moins les charges opérationnelles directes									
Production d'énergie renouvelable	157	—	—	—	—	—	—	—	157
Biens commerciaux	—	272	—	—	65	—	—	—	337
Infrastructure	—	—	40	—	—	—	—	—	40
Propriétés destinées à l'aménagement	—	—	—	176	—	—	—	—	176
Capital-investissement et finances privées	—	—	—	—	90	—	—	—	90
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6	65	56	(1)	—	—	—	—	126
Produits de placement et autres produits	—	33	6	—	14	140	—	—	193
	163	370	102	175	169	140	90	—	1 209
Charges									
Intérêts	96	189	30	19	39	3	—	76	452
Charges opérationnelles	—	20	7	—	1	—	—	66	94
Impôts exigibles	7	2	1	16	(5)	4	—	13	38
Participations ne donnant pas le contrôle	14	76	27	63	84	7	—	—	271
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	46 \$	83 \$	37 \$	77 \$	50 \$	126 \$	90 \$	(155) \$	354 \$

Bilan

AU 31 DÉCEMBRE 2009

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital-investissement et finances privées	Trésorerie et actifs financiers	Autres actifs	Structure du capital générale	États financiers consolidés
Actif									
Actifs opérationnels									
Immobilisations	12 985 \$	2 \$	1 253 \$	59 \$	2 083 \$	— \$	136 \$	— \$	16 518 \$
Immeubles de placement	—	16 728	215	1 242	1 025	—	—	—	19 210
Terres d'exploitation forestière	—	—	2 512	358	81	—	—	—	2 951
Stocks	7	1	32	5 109	404	—	—	—	5 553
Placements	270	2 652	1 363	120	25	24	—	—	4 454
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145	311	29	307	323	35	122	—	1 272
Actifs financiers	(37)	1 388	8	(148)	371	1 767	2	—	3 351
Prêts et effets à recevoir	—	—	—	—	1 639	170	—	—	1 809
Débiteurs et autres	1 631	506	70	1 078	684	—	1 191	—	5 160
Actifs incorporels	—	44	306	194	196	—	181	—	921
Goodwill	16	341	591	311	34	—	955	—	2 248
	15 017	21 973	6 379	8 630	6 865	1 996	2 587	—	63 447
Actif d'impôts différés	64	633	16	237	135	—	393	—	1 478
Total de l'actif	15 081 \$	22 606 \$	6 395 \$	8 867 \$	7 000 \$	1 996 \$	2 980 \$	— \$	64 925 \$
Passif									
Emprunts généraux	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 593 \$	2 593 \$
Emprunts sans recours									
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises	3 861	9 540	1 988	2 319	1 844	126	—	—	19 678
Emprunts de filiales	1 144	551	—	475	740	36	—	854	3 800
Créditeurs et autres passifs	723	1 264	209	1 633	1 028	110	765	2 037	7 769
Passifs d'impôts différés	2 875	1 032	700	275	192	—	—	105	5 179
Participations d'autres entités dans des fonds	899	—	122	—	—	—	—	—	1 021
Titres de capital	—	1 009	—	—	—	—	—	632	1 641
Capitaux propres									
Participations ne donnant pas le contrôle	264	4 616	1 870	1 817	1 585	81	—	—	10 233
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	1 144	1 144
Actions ordinaires	5 315	4 594	1 506	2 348	1 611	1 643	2 215	(7 365)	11 867
Total du passif et des capitaux propres	15 081 \$	22 606 \$	6 395 \$	8 867 \$	7 000 \$	1 996 \$	2 980 \$	— \$	64 925 \$
Actions ordinaires	5 315 \$	4 594 \$	1 506 \$	2 348 \$	1 611 \$	1 643 \$	2 215 \$	(7 365) \$	11 867 \$
Impôts différés	2 703	247	40	55	20	2	(467)	189	2 789
Valeurs non comptabilisées	450	—	100	750	400	—	350	—	2 050
Valeur de l'actif net	8 468 \$	4 841 \$	1 646 \$	3 153 \$	2 031 \$	1 645 \$	2 098 \$	(7 176) \$	16 706 \$

Résultats opérationnels

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2009

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital-investissement et finances privées	Produits de placement et autres produits	Services de gestion d'actifs et autres services	Frais de financement du siège social	États financiers consolidés
Honoraires gagnés	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	175 \$	— \$	175 \$
Produits moins les charges opérationnelles directes									
Production d'énergie renouvelable	560	—	—	—	—	—	—	—	560
Biens commerciaux	—	716	—	—	(1)	—	—	—	715
Infrastructure	—	—	74	—	—	—	—	—	74
Propriétés destinées à l'aménagement	—	—	2	74	—	—	—	—	76
Capital-investissement et finances privées	—	—	—	—	90	—	—	—	90
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	164	40	5	—	—	—	—	209
Produits de placement et autres produits	32	55	20	5	143	269	—	—	524
	592	935	136	84	232	269	175	—	2 423
Charges									
Intérêts	236	445	71	49	67	23	—	194	1 085
Charges opérationnelles	—	84	3	—	9	(3)	—	181	274
Impôts exigibles	12	4	13	—	6	—	—	4	39
Participations ne donnant pas le contrôle	65	213	12	26	66	(5)	—	—	377
Flux de trésorerie opérationnels	279	189	37	9	84	254	175	(379)	648
Profits sur cession	375	19	7	—	—	(12)	—	—	389
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	654 \$	208 \$	44 \$	9 \$	84 \$	242 \$	175 \$	(379) \$	1 037 \$

Résultats opérationnels

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2009

(EN MILLIONS)	Production d'énergie renouvelable	Biens commerciaux	Infrastructure	Propriétés destinées à l'aménagement	Capital-investissement et finances privées	Produits de placement et autres produits	Services de gestion d'actifs et autres services	Frais de financement du siège social	États financiers consolidés
Honoraires gagnés	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	65 \$	— \$	65 \$
Produits moins les charges opérationnelles directes									
Production d'énergie renouvelable	141	—	—	—	—	—	—	—	141
Biens commerciaux	—	258	—	—	—	—	—	—	258
Infrastructure	—	—	25	—	—	—	—	—	25
Propriétés destinées à l'aménagement	—	—	2	10	—	—	—	—	12
Capital-investissement et finances privées	—	—	—	—	18	—	—	—	18
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(13)	44	12	1	—	—	—	—	44
Produits de placement et autres produits	34	24	4	6	38	84	—	—	190
	162	326	43	17	56	84	65	—	753
Charges									
Intérêts	82	161	25	16	20	9	—	70	383
Charges opérationnelles	—	24	—	—	1	(3)	—	65	87
Impôts exigibles	—	—	1	(2)	—	1	—	(2)	(2)
Participations ne donnant pas le contrôle	24	78	7	4	30	(7)	—	—	136
Flux de trésorerie opérationnels	56	63	10	(1)	5	84	65	(133)	149
Profits sur cession	346	—	—	—	—	—	—	—	346
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	402 \$	63 \$	10 \$	(1) \$	5 \$	84 \$	65 \$	(133) \$	495 \$



Nous avons adopté les IFRS à compter du 1^{er} janvier 2010 et avons préparé les états financiers intermédiaires de la période considérée selon les conventions comptables IFRS. Avant l'adoption des IFRS, nos états financiers étaient préparés en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Les états financiers de la société pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010 seront les premiers états financiers annuels préparés conformément aux IFRS.

Bien que les IFRS soient fondées sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, elles diffèrent de façon importante de ces derniers en ce qui a trait à la constatation, à l'évaluation et à la présentation de l'information. L'adoption a eu une incidence importante sur nos bilans consolidés et sur nos comptes de résultat consolidés. Plus précisément, notre bilan d'ouverture reflète la réévaluation de presque toutes nos immobilisations corporelles à leur juste valeur au 1^{er} janvier 2009. La réévaluation résulte de l'utilisation de la juste valeur à titre de coût dans le cadre de la note aux IFRS et de l'adoption des conventions qui exigent, en vertu des IFRS, que certains actifs soient évalués à la juste valeur. En outre, ces changements apportés au bilan d'ouverture exigent la comptabilisation d'un actif ou d'un passif fiscal correspondant fondé sur les écarts résultant de la différence entre la valeur comptable de ces immobilisations en vertu des IFRS et leur valeur fiscale. Dans l'ensemble, ces augmentations et l'application de diverses conventions en vertu des IFRS qui diffèrent des PCGR du Canada ont donné lieu à une augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 6,3 G\$ au 1^{er} janvier 2009. Se reporter à la note 3 de nos états financiers intermédiaires pour un rapprochement détaillé des capitaux propres présentés en vertu des PCGR du Canada et en vertu des IFRS au 1^{er} janvier, au 30 septembre et au 31 décembre 2009 ainsi que du bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009 et l'exercice terminé le 31 décembre 2009, respectivement. Ces rapprochements fournissent une explication de chaque différence importante.

L'analyse qui suit porte sur les principales nouvelles normes que nous avons adoptées en vertu des IFRS et sur l'incidence qu'elles ont sur les résultats opérationnels et la situation financière de nos périodes comparatives qui avaient été présentées selon les PCGR du Canada, ainsi que sur l'incidence qu'elles pourraient avoir à l'avenir.

Réévaluation des actifs

IAS 16, *Immobilisations corporelles* (« IAS 16 »), permet à une entité d'appliquer la méthode de la réévaluation ou la méthode du coût pour les catégories distinctes d'immobilisations. Selon la méthode de la réévaluation, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur juste valeur. Les augmentations ou les diminutions de la juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sauf si la valeur d'un actif diminue en deçà de son coût historique amorti, auquel cas l'écart entre son coût historique amorti et sa juste valeur est comptabilisé à titre de perte de valeur dans le résultat. Nous comptabilisons la charge d'amortissement dans les résultats en fonction de la juste valeur. Si la juste valeur d'un actif se maintient ou augmente, l'amortissement cumulé relativement à l'actif en question est effectivement repris, ce qui a pour effet d'augmenter la valeur comptable de l'actif bien que tel qu'il est mentionné ci-dessus, l'augmentation est comptabilisée dans les capitaux propres.

Nous avons appliqué la méthode de la réévaluation à nos centrales de production d'énergie renouvelable, nos actifs de transport et certains autres actifs ayant trait à nos activités liés à l'infrastructure. Toutes les autres immobilisations corporelles seront comptabilisées selon la méthode du coût, qui est analogue aux PCGR du Canada. Nous avons choisi d'utiliser la méthode de la réévaluation pour les actifs qui ont une longue durée de vie et qui, à notre avis, tendent à prendre de la valeur plutôt qu'à en perdre avec le temps. Par conséquent, nous croyons que la méthode de la réévaluation procure de l'information plus juste sur nos actifs, particulièrement pour les actifs que nous détenons depuis longtemps. Advenant une augmentation ou une diminution de la juste valeur de ces actifs, l'incidence de cette augmentation ou de cette diminution sera prise en compte dans la valeur comptable des actifs en question et dans nos capitaux propres et peut être prise en compte dans le calcul du rendement total pour les actionnaires. L'utilisation de la méthode de la réévaluation a donné lieu à une augmentation des capitaux propres de l'ordre de 7,9 G\$, avant impôts, au 1^{er} janvier 2009.

Juste valeur des immeubles de placement

Des tranches importantes de nos actifs opérationnels sont considérées comme des immeubles de placement en vertu d'IAS 40, *Immeubles de placement* (« IAS 40 »). Les immeubles de placement comprennent les terrains et les bâtiments détenus principalement pour toucher un revenu de location, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour la production ou l'approvisionnement de biens ou encore pour la vente dans le cours normal des activités. En vertu des IFRS, nos propriétés commerciales, nos propriétés commerciales destinées à l'aménagement, nos placements destinés à des occasions, nos terrains de meilleure qualité mieux utilisés dans nos activités liées au bois d'œuvre et certains autres actifs sont classés à titre d'immeubles de placement. En vertu d'IAS 40, les immeubles de placement sont initialement comptabilisés au coût de manière semblable à la comptabilisation en vigueur selon les PCGR du Canada. Cependant, après la comptabilisation initiale, les IFRS exigent qu'une entité choisisse de comptabiliser ses immeubles de placement au coût ou à la juste valeur. Selon le modèle à la juste valeur, les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat au cours de la période où la variation a lieu, alors que le modèle au coût est semblable à la méthode de comptabilisation de ces actifs en vertu des PCGR du Canada (c.-à-d. l'application de l'amortissement). Nous avons choisi le modèle à la juste valeur pour comptabiliser les immeubles de placement selon les IFRS, car nous estimons que la valeur de notre portefeuille de propriétés est habituellement assujettie à des variations positives et négatives plutôt qu'amortie d'une manière déterminée selon des modalités réglementaires et qu'étant donné que la juste valeur d'un immeuble de placement peut être déterminée avec un degré raisonnable d'exactitude, cette convention procure de l'information plus juste sur nos actifs et notre rendement à l'égard de la valeur de notre portefeuille d'immeubles de placement dans le temps. Au 1^{er} janvier 2009, nous avons établi que la juste valeur de nos immeubles de placement était supérieure d'environ 2,5 G\$ à leur valeur comptable en vertu des PCGR du Canada, déduction faite des immobilisations incorporelles et des loyers constatés selon une formule linéaire en vertu des PCGR du Canada. Si la juste valeur des propriétés augmente ou diminue dans l'avenir, la variation sera comptabilisée dans le résultat au cours de la période où elle aura lieu et contrebalancée par une charge connexe au titre des impôts différés.

Terres d'exploitation forestière

Selon les IFRS, le bois sur pied est considéré comme un actif biologique aux termes d'IAS 41, *Agriculture* (« IAS 41 »), et est comptabilisé à la juste valeur nette, laquelle correspond à la juste valeur, diminuée des coûts de vente estimés. Les autres immobilisations incluses dans nos activités liées aux terres d'exploitation forestière sont comptabilisées séparément à titre d'immobilisations corporelles ou d'immeubles de placement. Les variations de la juste valeur ou des coûts de vente après la comptabilisation initiale sont comptabilisées en résultat au cours de la période à laquelle la variation a lieu.

Instruments financiers

La transition aux IFRS a donné lieu à certaines différences dans la présentation et l'évaluation de divers instruments financiers, dont la plus importante a trait aux titres assortis de caractéristiques de remboursement détenus par des actionnaires ne détenant pas le contrôle et des détenteurs d'actions disponibles à la vente. Le Fonds énergie renouvelable canadien de la société est une fiducie de fonds communs de placement et, par conséquent, ses parts sont assorties d'une caractéristique de remboursement qui permet à ses détenteurs de se faire racheter leurs parts du Fonds pour un montant correspondant au cours du marché des parts. En vertu des IFRS, les parts détenues par d'autres détenteurs sont présentées à titre de participations ne donnant pas le contrôle hors des capitaux propres et sont évaluées au montant du remboursement, et la variation du montant du remboursement est comptabilisée dans le résultat de la période où la variation a eu lieu. Au 1^{er} janvier 2009, au 31 décembre 2009 et au 30 septembre 2010, le montant des participations ne donnant pas le contrôle qui a été comptabilisé hors des capitaux propres relativement à ces parts s'élevait à 0,3 G\$, à 0,9 G\$ et à 1,2 G\$, respectivement. De plus, si le cours des parts augmente ou diminue, nous comptabiliserons une perte ou un profit, respectivement, dans le résultat.

De plus, en vertu des PCGR du Canada, certains titres détenus par la société qui n'étaient pas négociés sur un marché actif ont été évalués au coût. En vertu des IFRS, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur estimative, et la variation de la juste valeur est comptabilisée dans le résultat de la période où la variation a eu lieu. Cet écart a donné lieu à une augmentation des capitaux propres de 0,3 G\$ et de 0,3 G\$ au 1^{er} janvier 2009 et au 31 décembre 2009, respectivement.

Déconsolidation de certaines entités et coentreprises

La transition aux IFRS a eu une incidence sur la façon de comptabiliser certaines entités qui, en vertu des PCGR du Canada, étaient consolidées ou comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Conformément aux PCGR du Canada, nous avons déterminé si nous devons consolider ou non une entité en fonction de deux principes différents : le modèle de consolidation des entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV ») et le modèle de consolidation sur la base du contrôle des voix. En vertu des IFRS, le concept d'EDDV n'existe pas. Nous ne consolidons une entité que si nous déterminons que nous exerçons un contrôle sur celle-ci et que nous en tirons un profit. Le contrôle se définit comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'en tirer un profit. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, et également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité exerce un contrôle en vertu de droits juridiques ou contractuels ou un contrôle de fait.

En outre, IAS 31, *Participations dans des coentreprises* (« IAS 31 »), permet à une entité de choisir entre la consolidation proportionnelle ou la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence pour les participations dans des entités sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint. En vertu des PCGR du Canada, nous consolidons proportionnellement ces participations dans des coentreprises. Cependant, en vertu des IFRS, nous comptabilisons nos participations selon la méthode de la mise en équivalence. Les modifications décrites ci-dessus n'ont eu aucune incidence sur nos capitaux propres ordinaires ou sur notre bénéfice net.



OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Notre rapport annuel 2009 contient un tableau et une description de nos obligations contractuelles, qui sont essentiellement constituées d'obligations financières à long terme, ainsi que d'engagements visant à fournir du crédit-relais, de souscriptions au capital ainsi que de lettres de crédit et de garanties à l'égard des contrats de vente d'énergie et des obligations de réassurance dans le cours normal des activités.

De plus, la société et ses filiales consolidées concluent des conventions prévoyant une indemnisation et accordant des garanties au profit de tiers relativement à des transactions telles que les cessions ou acquisitions d'entreprises, les ventes d'actifs ou la prestation de services, les ententes de titrisation et les ententes de prise ferme et de placement pour compte. La Société a également convenu d'indemniser ses administrateurs et certains de ses dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne permet pas à la société d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser à des tiers car, dans la plupart des cas, les ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, ni la société ni ses filiales consolidées n'ont eu à verser d'importants montants, pas plus qu'elles ne prévoient actuellement avoir à verser d'importants montants en vertu de ces conventions d'indemnisation dans l'avenir.

La société forme périodiquement des coentreprises, des consortiums ou conclut d'autres arrangements qui comprennent des droits de liquidité en faveur de la société ou de ses contreparties. Ces arrangements incluent des ententes d'achat ou de vente, des droits d'inscription et d'autres arrangements usuels. Ces ententes contiennent généralement des clauses de protection qui visent à atténuer les risques pour nous. Le montant, le moment et la probabilité des paiements par la société au titre de ces arrangements dépendent, dans la plupart des cas, d'événements ou de circonstances futurs liés à la contrepartie et ne peuvent, par conséquent, être déterminés en ce moment.

MÉTHODES COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction ait recours à des méthodes comptables appropriées pour établir des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Plus particulièrement, les méthodes comptables et estimations critiques utilisées dans le cours normal des activités de préparation des états financiers de la société incluent la détermination des flux de trésorerie futurs utilisés pour évaluer les montants recouvrables nets et les valeurs nettes de réalisation, l'amortissement, la valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, la capacité d'utiliser les pertes fiscales, l'efficacité des couvertures financières à des fins comptables et les justes valeurs aux fins de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation de l'information.

Dans le cadre de l'établissement d'estimations, la direction s'appuie sur des renseignements externes et des données observables dans la mesure du possible appuyés par les analyses internes nécessaires. Ces estimations ont été appliquées d'une manière conforme à celles de l'exercice précédent et il n'existe aucun engagement, aucune tendance, aucun événement ni aucune incertitude connus qui selon nous influenceront sensiblement sur la méthode ou les hypothèses utilisées dans ce rapport. Ces estimations sont touchées, entre autres, par les mouvements des taux d'intérêt et d'autres facteurs parfois très incertains, comme il est décrit dans l'analyse de la stratégie d'affaires, du contexte et des risques présentée dans notre rapport annuel 2009. L'interdépendance de ces facteurs nous empêche de préciser l'ampleur des répercussions globales de ces fluctuations sur les états financiers de la société de façon significative. Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables critiques, veuillez vous reporter aux principales méthodes comptables figurant à la note 2 des états financiers consolidés et aux Normes internationales d'information financière décrites précédemment.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

i) Méthodes utilisées dans les états financiers annuels

Ces états financiers intermédiaires ont été préparés selon les méthodes comptables que la société prévoit adopter pour ses états financiers annuels de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Dans le cadre de la préparation de ses premiers états financiers annuels selon les IFRS, la société est tenue d'utiliser les normes en vigueur au 31 décembre 2010, lesquelles peuvent différer des méthodes actuelles que la société prévoit adopter et qui ont été utilisées dans les présents états financiers intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 décembre 2010 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers annuels de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Par conséquent, si de nouvelles normes dont la date d'entrée en vigueur est le 31 décembre 2010 ou avant sont publiées, les méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires pourraient différer de celles utilisées dans les états financiers annuels de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Un changement dans les méthodes comptables utilisées pourrait entraîner des changements importants à la situation financière, aux résultats opérationnels et aux flux de trésorerie de la société.

ii) Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), le 12 novembre 2009. Cette norme remplacera IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles d'IAS 39. L'approche d'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation d'IAS 39. IFRS 9 a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence d'IFRS 9 sur ses états financiers.

iii) Information relative aux parties liées définition révisée de l'expression « parties liées »

Le 4 novembre 2009, l'IASB a publié une version révisée d'IAS 24, *Information relative aux parties liées* (« IAS 24 »). IAS 24 exige des entités qu'elles fournissent dans leurs états financiers de l'information à propos des transactions avec des parties liées. En règle générale, deux parties sont liées si l'une d'elles exerce un contrôle ou une influence notable sur l'autre partie. IAS 24 simplifie la définition de l'expression « parties liées » et elle supprime certaines obligations d'information prévues dans la norme remplacée. La norme révisée a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société évalue actuellement l'incidence de la modification apportée à IAS 24 sur ses états financiers.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le total des produits, le résultat net et les flux de trésorerie opérationnels pour les huit plus récents trimestres terminés se présentent comme suit :

	IFRS							PCGR du Canada
	2010			2009				2008
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)								
Total des produits	3 841 \$	3 081 \$	2 744 \$	3 444 \$	2 844 \$	2 549 \$	2 033 \$	3 015 \$
Flux de trésorerie opérationnels et gains	354	327	366	365	495	294	248	247
Dividendes privilégiés	18	19	16	14	12	9	8	9
Flux de trésorerie attribués aux actionnaires ordinaires	336 \$	308 \$	350 \$	351 \$	483 \$	285 \$	240 \$	238 \$
Bénéfice net (perte nette)	112 \$	89 \$	164 \$	172 \$	(417) \$	(342) \$	(292) \$	171 \$
Capitaux propres ordinaires – valeur comptable	12 222 \$	11 695 \$	12 055 \$	11 867 \$	11 760 \$	11 580 \$	10 962 \$	4 911 \$
Actions ordinaires en circulation	576,1	574,9	574,0	572,9	572,1	572,0	571,8	572,6
Par action ordinaire								
Flux de trésorerie opérationnels	0,57 \$	0,53 \$	0,60 \$	0,60 \$	0,83 \$	0,49 \$	0,42 \$	0,41 \$
Bénéfice net (perte nette)	0,16	0,12	0,25	0,27	(0,75)	(0,62)	(0,52)	0,27
Dividendes	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13
Valeur comptable	21,15	20,29	20,93	20,57	20,38	20,02	18,93	8,92
Prix de négociation sur le marché (NYSE)	28,37	22,62	25,42	22,18	22,71	17,07	13,78	15,27

1. Ne comprend pas l'effet dilutif des titres de capitaux propres que la société a l'intention de racheter avant la conversion.

Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives

Le présent rapport intermédiaire contient de l'information prospective prescrite par les lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la Securities Act of 1933 des États-Unis et de l'article 21E de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis dans leur version modifiée respective, de dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et de toute loi canadienne applicable. Les termes « éventuel », « futur », « avoir l'intention de », « croître », « planifier », « chercher à », « prévoir », « croire », « positions », « objectif », « continuer », « permettre », « maintenir », « fournir », « élargir », « vraisemblablement », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, y compris les verbes conjugués au conditionnel comme « sera », « peut », « pourra », « serait » et « devrait » expriment des prédictions ou indiquent des événements futurs, des tendances et des possibilités, ou constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion intermédiaire comprennent des déclarations à l'égard de notre capacité à développer nos relations avec nos clients, à mobiliser des montants en capital importants et à atteindre des rendements supérieurs à la moyenne; de nos attentes par rapport à la disponibilité du capital et du financement et de notre capacité à avoir accès à ce capital à des taux favorables; de nos attentes par rapport aux ventes de maisons dans les marchés où nous exerçons nos activités; de l'augmentation des flux de trésorerie au moyen de la base tarifaire et du renouvellement des contrats dans le cadre de nos activités d'infrastructure; de nos attentes par rapport à l'augmentation de la valeur des actifs d'après la qualité de ceux-ci; de notre capacité à tirer parti d'un contexte déflationniste et de taux d'intérêt peu élevés; des rendements que nous tirons habituellement de nos actifs; de l'achèvement de la fusion de nos activités d'infrastructure et de Prime Infrastructure et de l'augmentation des distributions réalisées par cette entité combinée; de notre capacité à affecter du capital à notre fonds d'infrastructure au cours des prochaines années; de notre capacité à financer et à réaliser les occasions d'investissements dans le cadre de nos activités d'infrastructure, y compris les activités liées à notre installation portuaire au Royaume-Uni et à notre chemin de fer en Australie; de nos attentes et de nos objectifs par rapport à General Growth Properties, y compris le refinancement d'emprunts hypothécaires, et nos rendements sur ces placements; de la croissance continue des actifs sous gestion; de notre capacité à réunir des capitaux privés, y compris nos attentes par rapport à la disponibilité de ces derniers; de notre utilisation des IFRS actuellement publiées et qui devraient être en vigueur à la fin du premier exercice pour lequel nous présentons de l'information financière selon les IFRS, y compris l'incidence qu'aurait la non-adoption de certaines des conventions comptables qui devraient être adoptées en vertu des IFRS sur la valeur de l'actif net présentée antérieurement; de la rentrée accrue des honoraires de gestion de base et des honoraires liés au rendement et de notre conviction que cet accroissement devrait donner lieu à plusieurs évaluations favorables sur le marché; de notre capacité à augmenter les rendements en répartissant le capital parmi nos activités; de notre capacité à générer des flux de trésorerie au moyen de rendements ajustés en fonction du risque supérieurs et à obtenir des évaluations très élevées pour nos actifs; de nos attentes à l'effet que les évaluations de fin d'exercice reflèteront des taux d'intérêt plus bas et un contexte inflationniste qui, à notre avis, donnera lieu à une augmentation de la valeur d'expertise de nos capitaux propres; de notre conviction que les placements réalisés au cours de ce trimestre et après celui-ci généreront des flux de trésorerie accrus et une augmentation de la valeur; de la fusion de nos activités résidentielles canadiennes et de nos activités américaines, et d'une reprise éventuelle sur les marchés résidentiels américains; de la couverture de la production d'énergie prévue et de son incidence; de nos attentes à l'effet que les cadres réglementaires et les contrats liés à nos activités d'infrastructure devraient générer des flux de trésorerie accrus; de notre capacité à achever les projets d'expansion des immobilisations de nos activités d'infrastructure avec des profils de rendement favorables; de nos attentes par rapport à nos activités résidentielles brésiliennes et à l'expansion continue de l'économie du Brésil; de nos attentes à l'effet que les résultats de production d'énergie s'approcheront des moyennes à long terme au cours du quatrième trimestre d'après des niveaux d'eau plus normaux en octobre; de l'activité économique grandissante en Australie et au Royaume-Uni et de nos attentes par rapport à son incidence sur les activités liées aux services de construction; de notre capacité à financer les remboursements des emprunts et de refinancer les emprunts arrivant à échéance à court terme à des taux favorables et selon des échéances prorogées; de notre capacité à atteindre nos objectifs de production pour le quatrième trimestre si les précipitations demeurent stables; de notre capacité à renouveler les baux des locataires existants, à trouver des locataires de remplacement et à maintenir ou augmenter notre revenu net de location tiré de nos immeubles de bureaux; de nos attentes par rapport aux besoins en capitaux additionnels à l'égard de notre Fonds des principaux immeubles de bureaux aux États-Unis; de nos attentes par rapport à la croissance des produits et du bénéfice de nos activités liées aux services publics; de la hausse de la demande pour des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises et de leur incidence sur nos activités liées au transport et à l'énergie; de notre estimation relative à notre quote-part des flux de trésorerie opérationnels de nos activités liées aux terres d'exploitation forestière à des niveaux de coupe élevés et à des prix conformes aux niveaux historiques; de nos prévisions par rapport aux honoraires de gestion de base annualisés liés aux fonds existants et aux actifs sous gestion à la fin de l'exercice; de la stabilité de la charge d'amortissement d'un exercice à l'autre; de l'incidence de la réduction du taux plafond lors de l'évaluation de notre portefeuille d'immeubles de bureaux à la fin de l'exercice; et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que Brookfield Asset Management soit d'avis que ses résultats, son rendement et ses réalisations futurs énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont

fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance indue à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que le rendement, les réalisations ou les résultats réels de la société diffèrent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives, citons la situation économique et financière des pays dans lesquels la société exerce ses activités; le rythme auquel la crise économique actuelle se résorbe; le comportement des marchés des capitaux, notamment les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la disponibilité du financement et du refinancement par emprunt et par actions; les mesures stratégiques, notamment les cessions; la capacité de réaliser et d'intégrer de façon efficace les acquisitions à nos activités existantes et la capacité d'enregistrer les bénéfices prévus; les conditions hydrologiques défavorables; les facteurs réglementaires et politiques dans les pays où la société exerce des activités; le taux de renouvellement des baux; la disponibilité de nouveaux locataires pour occuper les locaux vacants; la faillite des locataires; les ventes au détail; les cas fortuits, par exemple les tremblements de terre et les ouragans; les répercussions possibles des conflits internationaux ou d'autres événements, notamment des actes terroristes; et les autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans le formulaire 40-F de la société déposé auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis ainsi que d'autres documents déposés par la société auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis, y compris le rapport de gestion de la société dans sa notice annuelle à la rubrique « Contexte commercial et risques ».

Nous apportons cette mise en garde : que la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions concernant Brookfield Asset Management, ils devraient examiner attentivement les facteurs précités ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Mise en garde concernant l'utilisation de mesures comptables non définies par les IFRS

Le présent rapport de gestion fait référence aux flux de trésorerie opérationnels sur une base globale et par action. La direction a recours aux flux de trésorerie opérationnels comme mesure clé du rendement et pour déterminer la valeur de l'actif net de ses activités. Les états consolidés des flux de trésorerie opérationnels de Brookfield fournissent un rapprochement complet entre cette mesure et le résultat net. Nous invitons les lecteurs à tenir compte de ces deux mesures pour évaluer les résultats de Brookfield. Les flux de trésorerie opérationnels constituent une mesure non définie par les IFRS qui diffère du résultat net et qui pourrait ne pas ressembler à la définition des flux de trésorerie opérationnels d'autres sociétés. Nous définissons les flux de trésorerie opérationnels comme le résultat net avant des éléments tels l'amortissement, la charge d'impôts futurs et certains éléments hors trésorerie qui, à notre avis, ne reflètent pas les activités sous-jacentes.

Environnement de l'entreprise et risques

Parmi les facteurs ayant une incidence sur les résultats financiers de Brookfield, mentionnons le rendement de chacune de nos activités et divers facteurs externes qui ont une influence sur les secteurs d'exploitation et les régions géographiques où nous exerçons des activités; des facteurs macroéconomiques comme la croissance de l'économie, les fluctuations des devises, l'inflation et les taux d'intérêt; les exigences et les initiatives en matière de réglementation et les litiges et les réclamations qui peuvent survenir dans le cours normal des activités. Ces facteurs ainsi que d'autres sont décrits plus en détail dans le rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2009 de la société, accessible sur notre site Web et à l'adresse www.sedar.com.

BILANS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Note	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 831 \$	1 272 \$	1 171 \$
Autres actifs financiers	7	4 835	5 160	4 506
Débiteurs et autres	7	5 537	5 160	3 974
Stocks	7	5 602	5 553	4 668
Placements		5 571	4 454	4 614
Immobilisations	5	17 146	16 518	15 639
Immeubles de placement		20 783	19 210	16 694
Terres d'exploitation forestière		3 015	2 951	2 830
Actifs incorporels		1 145	921	530
Goodwill		2 315	2 248	1 904
Impôts différés		1 539	1 478	1 129
		69 319 \$	64 925 \$	57 659 \$
Passif et capitaux propres				
Créditeurs et autres	7	7 950 \$	7 769 \$	6 915 \$
Emprunts généraux		2 625	2 593	2 284
Emprunts sans recours				
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises	7	20 669	19 678	17 808
Emprunts de filiales	7	4 074	3 800	3 661
Impôts différés		5 352	5 179	4 876
Titres de capital		1 679	1 641	1 690
Participations d'autres entités dans des fonds		1 347	1 021	283
Capitaux propres	6	25 623	23 244	20 142
		28 649	25 906	22 115
		69 319 \$	64 925 \$	57 659 \$

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

PÉRIODES TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE

(NON VÉRIFIÉ)

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Trimestres terminés en

Périodes de neuf mois terminées en

	2010	2009	2010	2009
Total des produits	3 841 \$	2 844 \$	9 666 \$	7 426 \$
Honoraires gagnés	90	65	239	175
Produits moins les charges opérationnelles directes				
Production d'énergie renouvelable	157	141	560	560
Biens commerciaux	337	258	916	715
Infrastructure	40	25	145	74
Propriétés destinées à l'aménagement	176	12	358	76
Capital-investissement et finances privées	90	18	268	90
	890	519	2 486	1 690
Bénéfice tiré de placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	126	44	362	209
Produits de placement et autres produits	193	190	508	524
	1 209	753	3 356	2 423
Charges				
Intérêts	452	383	1 312	1 085
Charges opérationnelles	94	87	296	274
Impôts exigibles	38	(2)	84	39
Bénéfice net avant les autres éléments	625	285	1 664	1 025
Autres éléments				
Charge d'amortissement	(193)	(161)	(580)	(483)
Variations de la juste valeur	(54)	(873)	73	(2 547)
Impôts différés	(36)	177	(33)	320
Bénéfice net (perte nette)	342 \$	(572) \$	1 124 \$	(1 685) \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires	112 \$	(417) \$	365 \$	(1 051) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	230	(155)	759	(634)
	342 \$	(572) \$	1 124 \$	(1 685) \$
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire :				
Dilué(e)	0,16 \$	(0,75) \$	0,53 \$	(1,89) \$
De base	0,16 \$	(0,75) \$	0,54 \$	(1,89) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

PÉRIODES TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	TRIMESTRES TERMINÉS EN		PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES EN	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette)	342 \$	(572) \$	1 124 \$	(1 685) \$
Autres éléments du résultat étendu				
Conversion des devises	838	642	370	1 597
Titres disponibles à la vente	35	98	100	145
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(12)	21	(43)	93
Réévaluation des immobilisations corporelles	32	20	83	87
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	17	3	(6)	29
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	38	(4)	16	1
	948	780	520	1 952
Résultat étendu	1 290 \$	208 \$	1 644 \$	267 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires				
Bénéfice net (perte nette)	112 \$	(417) \$	365 \$	(1 051) \$
Autres éléments du résultat étendu	499	685	198	1 776
Résultat global	611 \$	268 \$	563 \$	725 \$
Participations ne donnant pas le contrôle				
Bénéfice net (perte nette)	230 \$	(155) \$	759 \$	(634) \$
Autres éléments du résultat étendu	449	95	322	176
Résultat global	679 \$	(60) \$	1 081 \$	(458) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Capital- actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Profits (pertes) sur cession	Excédent de réévaluation	Conversion de devises	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 30 juin 2010	1 306	\$ 91	\$ 3 656	\$ 133	\$ 5 156	\$ 1 326	\$ 27	\$ 11 695	\$ 1 413	\$ 11 105	\$ 24 213
Ajouter : Impôts différés, montant net	—	—	(11)	9	2 720	18	53	2 789	—	940	3 729
	1 306	91	3 645	142	7 876	1 344	80	14 484	1 413	12 045	27 942
Variations au cours de la période											
Bénéfice net et profits sur cessions avant les autres éléments	—	—	354	—	—	—	—	354	—	271	625
Charge d'amortissement	—	—	(169)	—	—	—	—	(169)	—	(24)	(193)
Variations de la juste valeur	—	—	(64)	—	—	—	—	(64)	—	10	(54)
Impôts différés	—	—	(9)	—	—	—	—	(9)	—	(27)	(36)
	—	—	112	—	—	—	—	112	—	230	342
Autres éléments du résultat étendu											
Total	—	—	—	—	28	399	34	461	—	449	910
Impôts différés	—	—	—	—	(11)	45	4	38	—	—	38
	—	—	—	—	17	444	38	499	—	449	948
Distributions aux actionnaires	—	—	(93)	—	—	—	—	(93)	—	(101)	(194)
Émissions, déduction faite des rachats	14	—	—	—	—	—	—	14	—	100	114
Rémunération fondée sur des actions	—	7	—	—	—	—	—	7	—	—	7
Acquisitions/cessions	—	—	—	(12)	—	—	—	(12)	—	205	193
	14	7	(93)	(12)	—	—	—	(84)	—	204	120
Reprise d'impôts différés dans la période, montant net	—	—	9	—	11	(45)	(4)	(29)	—	27	(2)
	1 320	98	3 673	130	7 904	1 743	114	14 982	1 413	12 955	29 350
Ajouter (moins) : Impôts différés, montant net	—	—	2	(9)	(2 731)	27	(49)	(2 760)	—	(967)	(3 727)
Solde au 30 septembre 2010	1 320	\$ 98	\$ 3 675	\$ 121	\$ 5 173	\$ 1 770	\$ 65	\$ 12 222	\$ 1 413	\$ 11 988	\$ 25 623

TRIMESTRES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Capital- actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Profits (pertes) sur cession	Excédent de réévaluation	Conversion de devises	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 30 juin 2009	1 282	\$ 65	\$ 4 013	\$ 63	\$ 5 275	\$ 898	\$ (16)	\$ 11 580	\$ 1 144	\$ 8 065	\$ 20 789
Ajouter : Impôts différés, montant net	—	—	160	—	2 824	—	10	2 994	—	605	3 599
	1 282	65	4 173	63	8 099	898	(6)	14 574	1 144	8 670	24 388
Variations au cours de la période											
Bénéfice net et profits sur cessions avant les autres éléments	—	—	149	346	—	—	—	495	—	136	631
Charge d'amortissement	—	—	(142)	—	—	—	—	(142)	—	(19)	(161)
Variations de la juste valeur	—	—	(591)	—	—	—	—	(591)	—	(282)	(873)
Impôts différés	—	—	167	—	—	—	—	167	—	10	177
	—	—	(417)	346	—	—	—	(71)	—	(155)	(226)
Autres éléments du résultat étendu											
Total	—	—	—	—	10	586	92	688	—	96	784
Impôts différés	—	—	—	—	—	15	(18)	(3)	—	(1)	(4)
	—	—	—	—	10	601	74	685	—	95	780
Distributions aux actionnaires	—	—	(86)	—	—	—	—	(86)	—	(31)	(117)
Émissions, déduction faite des rachats	2	—	—	—	—	—	—	2	—	885	887
Rémunération fondée sur des actions	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	4
Acquisitions/cessions	—	—	—	(354)	—	—	—	(354)	—	199	(155)
	2	4	(86)	(354)	—	—	—	(434)	—	1 053	619
Reprise d'impôts différés dans la période, montant net	—	—	(167)	—	—	(15)	18	(164)	—	(9)	(173)
	1 284	69	3 503	55	8 109	1 484	86	14 590	1 144	9 654	25 388
Ajouter (moins) : Impôts différés, montant net	—	—	7	—	(2 824)	15	(28)	(2 830)	—	(596)	(3 426)
Solde au 30 septembre 2009	1 284	\$ 69	\$ 3 510	\$ 55	\$ 5 285	\$ 1 499	\$ 58	\$ 11 760	\$ 1 144	\$ 9 058	\$ 21 962

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Capital- actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats distribués	Profits sur non cession	Excédent de réévaluation	Conversion des devises	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2009	1 289	\$ 75	\$ 3 594	\$ 99	\$ 5 109	\$ 1 652	\$ 49	\$ 11 867	\$ 1 144	\$ 10 233	\$ 23 244
Ajouter : Impôts différés, montant net	—	—	19	—	2 715	—	55	2 789	—	912	3 701
	1 289	75	3 613	99	7 824	1 652	104	14 656	1 144	11 145	26 945
Variations au cours de la période											
Bénéfice net et profits sur cessions avant les autres éléments	—	—	860	187	—	—	—	1 047	—	804	1 851
Charge d'amortissement	—	—	(510)	—	—	—	—	(510)	—	(70)	(580)
Variations de la juste valeur	—	—	(6)	—	—	—	—	(6)	—	79	73
Impôts différés	—	—	21	(9)	—	—	—	12	—	(54)	(42)
	—	—	365	178	—	—	—	543	—	759	1 302
Autres éléments du résultat étendu											
Total	—	—	—	—	80	91	10	181	—	323	504
Impôts différés	—	—	—	—	(16)	27	6	17	—	(1)	16
	—	—	—	—	64	118	16	198	—	322	520
Distributions aux actionnaires	—	—	(277)	—	—	—	—	(277)	—	(328)	(605)
Émissions, déduction faite des rachats	31	—	—	—	—	—	—	31	269	610	910
Frais d'émission des capitaux propres privilégiés	—	—	(7)	—	—	—	—	(7)	—	—	(7)
Rémunération fondée sur des actions	—	23	—	—	—	—	—	23	—	—	23
Acquisitions/cessions	—	—	—	(156)	—	—	—	(156)	—	392	236
	31	23	(284)	(156)	—	—	—	(386)	269	674	557
Reprise d'impôts différés dans la période, montant net	—	—	(21)	9	16	(27)	(6)	(29)	—	55	26
	1 320	98	3 673	130	7 904	1 743	114	14 982	1 413	12 955	29 350
Ajouter (moins) : Impôts différés, montant net	—	—	2	(9)	(2 731)	27	(49)	(2 760)	—	(967)	(3 727)
Solde au 30 septembre 2010	1 320	\$ 98	\$ 3 675	\$ 121	\$ 5 173	\$ 1 770	\$ 65	\$ 12 222	\$ 1 413	\$ 11 988	\$ 25 623

PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)								Participations ne donnant pas le contrôle			Capitaux propres
	Capital- actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats distribués	Profits sur non cession	Excédent de réévaluation	Conversion des devises	Autres réserves	Actions ordinaires	Actions privilégiées		
Solde au 1 ^{er} janvier 2009	1 278	\$ 57	\$ 4 837	\$ —	5 214	\$ —	\$ (148)	11 238	\$ 870	\$ 8 034	\$ 20 142
Ajouter : Impôts différés, montant net	—	—	270	—	2 824	—	16	3 110	—	637	3 747
	1 278	57	5 107	—	8 038	—	(132)	14 348	870	8 671	23 889
Variations au cours de la période											
Bénéfice net et profits sur cessions avant les autres éléments	—	—	648	389	—	—	—	1 037	—	377	1 414
Charge d'amortissement	—	—	(423)	—	—	—	—	(423)	—	(60)	(483)
Variations de la juste valeur	—	—	(1 553)	—	—	—	—	(1 553)	—	(994)	(2 547)
Impôts différés	—	—	277	—	—	—	—	277	—	43	320
	—	—	(1 051)	389	—	—	—	(662)	—	(634)	(1 296)
Autres éléments du résultat étendu											
Total	—	—	—	—	71	1 484	218	1 773	—	178	1 951
Impôts différés	—	—	—	—	—	15	(12)	3	—	(2)	1
	—	—	—	—	71	1 499	206	1 776	—	176	1 952
Distributions aux actionnaires	—	—	(253)	—	—	—	—	(253)	—	(176)	(429)
Emissions, déduction faite des rachats	6	—	(15)	—	—	—	—	(9)	274	1 086	1 351
Frais d'émission des capitaux propres privilégiés	—	—	(8)	—	—	—	—	(8)	—	—	(8)
Rémunération fondée sur des actions	—	12	—	—	—	—	—	12	—	—	12
Acquisitions/ cessions	—	—	—	(334)	—	—	—	(334)	—	572	238
	6	12	(276)	(334)	—	—	—	(592)	274	1 482	1 164
Reprise d'impôts différés dans la période, montant net	—	—	(277)	—	—	(15)	12	(280)	—	(41)	(321)
	1 284	69	3 503	55	8 109	1 484	86	14 590	1 144	9 654	25 388
Ajouter (moins) : Impôts différés, montant net	—	—	7	—	(2 824)	15	(28)	(2 830)	—	(596)	(3 426)
Solde au 30 septembre 2009	1 284	\$ 69	\$ 3 510	\$ 55	5 285	\$ 1 499	\$ 58	11 760	\$ 1 144	\$ 9 058	\$ 21 962

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

PÉRIODES TERMINÉES LES 30 SEPTEMBRE (NON VÉRIFIÉ) (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres terminés en		Périodes de neuf mois terminées en	
	2010	2009	2010	2009
Activités opérationnelles				
Bénéfice net (perte nette)	342 \$	(572) \$	1 124 \$	(1 685) \$
Ajusté au titre des éléments suivants				
Charge d'amortissement	193	161	580	483
Impôts différés	36	(177)	33	(320)
Variations de la juste valeur	54	873	(73)	2 547
	625	285	1 664	1 025
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement et autres	(162)	342	(216)	(163)
	463	627	1 448	862
Activités de financement				
Emprunts généraux, déduction faite des remboursements	(47)	(181)	7	(261)
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises, déduction faite des émissions	(96)	(310)	(244)	(177)
Autres emprunts de filiales, déduction faite des émissions	128	(533)	(311)	(429)
Capital fourni par les actionnaires ne détenant pas le contrôle, déduction faite des remboursements	88	156	92	294
Capital fourni par les partenaires au sein du Fonds	226	374	226	374
Émissions d'actions privilégiées de la société	—	—	262	266
Émissions d'actions privilégiées de filiales	—	257	495	259
Émissions d'actions ordinaires, déduction faite des rachats	14	2	31	(9)
Émissions d'actions ordinaires de filiales, déduction faite des rachats	12	472	23	533
Distributions aux actionnaires – filiales	(101)	(31)	(328)	(176)
Distributions aux actionnaires – société	(93)	(86)	(277)	(253)
	131	120	(24)	421
Activités d'investissement				
Placement dans des actifs opérationnels ou vente de ces actifs, montant net				
Immeubles de placement	(13)	(149)	(327)	(475)
Immobilisations corporelles				
Production d'énergie renouvelable	(104)	131	(219)	58
Infrastructure	(16)	1	46	145
Capital-investissement et finances privées	(27)	(72)	(115)	(150)
Terres d'exploitation forestière	(72)	(41)	(72)	(41)
Placements	(1)	(5)	78	(12)
Autres actifs financiers	159	(13)	(244)	299
Liquidités et dépôts soumis à restrictions	(107)	10	(12)	(215)
	(181)	(138)	(865)	(391)
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
Augmentation	413	609	559	892
Solde au début de la période	1 418	1 454	1 272	1 171
Solde à la fin	1 831 \$	2 063 \$	1 831 \$	2 063 \$

1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Brookfield Asset Management Inc. (la « société ») est une société de gestion mondiale d'actifs. La société exerce ses activités principalement dans les secteurs de l'immobilier, de l'énergie et des infrastructures, et est inscrite à la Bourse de New York, à la Bourse de Toronto et à la Bourse Euronext, sous les symboles BAM, BAM.A et BAMA, respectivement. La société a été constituée conformément à des statuts de fusion en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Ontario) et est inscrite en Ontario, au Canada.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers consolidés de la société ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société prévoit adopter dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2010 et pour l'exercice terminé à cette date. Les conventions comptables qui devraient être adoptées par la société pour ses états financiers au 31 décembre 2010 et pour l'exercice se terminant à cette date sont présentées à la note 2 des états financiers intermédiaires de la société au 31 mars 2010 et pour le trimestre terminé à cette date.

Puisque ces états financiers intermédiaires sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), certaines informations à fournir dans les états financiers annuels préparés selon les IFRS, qui n'ont pas été fournies dans les plus récents états financiers annuels de la société préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »), ont été incluses dans les états financiers de la société au 31 mars 2010 et pour le trimestre terminé à cette date.

Ces états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels 2009 de la société et compte tenu des informations relatives au passage aux IFRS figurant à la note 3 des présents états financiers ainsi que des informations annuelles supplémentaires exigées en vertu des IFRS présentées dans les états financiers de la société au 31 mars 2010 et pour le trimestre terminé à cette date.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 4 novembre 2010.

3. PASSAGE AUX IFRS

La société a adopté les IFRS le 1^{er} janvier 2010. Avant l'adoption des IFRS, la société préparait ses états financiers conformément aux PCGR du Canada. Les états financiers de la Société pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2010 seront les premiers états financiers annuels qui se conforment aux IFRS. Par conséquent, la société publiera une déclaration sans réserve de conformité aux IFRS dans ses états financiers annuels 2010. La date de transition de la société est le 1^{er} janvier 2009 (la « date de transition ») et la société a préparé son bilan d'ouverture selon les IFRS à cette date. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux méthodes comptables décrites à la note 2. La société préparera ultérieurement son bilan d'ouverture et ses états financiers pour les exercices 2009 et 2010 en appliquant les IFRS existantes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 décembre 2010 ou avant. Par conséquent, l'information présentée dans le bilan d'ouverture et les états financiers pour les exercices 2009 et 2010 pourraient différer de celle présentée dans les présents états financiers.

a) Exemptions à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS retenues

Au moment de préparer les présents états financiers consolidés conformément à IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (« IFRS 1 »), la société a eu recours à certaines des exemptions optionnelles lui permettant de se soustraire à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS. Ces exemptions sont décrites ci-après.

i) Regroupements d'entreprises

La société a décidé de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement à des regroupements d'entreprises antérieurs. Par conséquent, la société n'a pas retraité les regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition.

ii) Juste valeur ou réévaluation en tant que coût présumé

La société a choisi d'évaluer certaines catégories d'immobilisations corporelles à la juste valeur au 1^{er} janvier 2009 ou au montant réévalué établi antérieurement en vertu des PCGR du Canada, et d'utiliser ces montants en tant que coût présumé au 1^{er} janvier 2009.

iii) Avantages du personnel

La société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés au 1^{er} janvier 2009 dans le solde d'ouverture des résultats non distribués pour les régimes d'avantages du personnel de la société.

iv) Montant cumulé des différences de conversion

La société a choisi de remettre à zéro au 1^{er} janvier 2009 le compte des différences de conversion cumulées qu'elle avait auparavant, lequel était inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global, et l'a inclus dans les résultats non distribués. Cette exemption a été appliquée à toutes les filiales.

v) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La société a choisi d'appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'avaient pas été acquis avant la date de transition.

b) Exceptions obligatoires à l'application rétrospective

Lors de la préparation des présents états financiers consolidés conformément à IFRS 1, la société a respecté certaines exceptions obligatoires relatives à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS. Ces exceptions obligatoires visaient l'application rétrospective des dispositions des IFRS décrites ci-dessous.

i) Comptabilité de couverture

Seules les relations de couverture qui respectent le critère de comptabilité de couverture à la date de transition sont présentées à titre de couvertures dans les résultats de la société selon les IFRS. Tout dérivé qui ne respecte pas le critère d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, relatif à la comptabilité de couverture est comptabilisé en tant qu'instrument financier dérivé à des fins autres que de couverture.

ii) Estimations

Les estimations formulées précédemment par la société en vertu des PCGR du Canada correspondent à celles appliquées en vertu des IFRS.

c) Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada avec les capitaux propres selon les IFRS

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la société présentés conformément aux PCGR du Canada avec ses capitaux propres présentés conformément aux IFRS à la date de transition :

(EN MILLIONS)	Note	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Présentés selon les PCGR du Canada – au 31 décembre 2008		4 911 \$	870 \$	— \$	5 781 \$
Reclassement des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres en vertu des IFRS		—	—	6 321	6 321
Différences donnant lieu à l'augmentation (la diminution) des montants présentés :					
Réévaluations :					
Immobilisations	i)	7 861	—	242	8 103
Immeubles de placement	ii)	885	—	1 730	2 615
Actifs agricoles	iii)	445	—	361	806
Instruments financiers	iv)	187	—	(123)	64
Comptabilisation des contrats de location	v)	115	—	129	244
Produits différés	vi)	(53)	—	(73)	(126)
Tranche non comptabilisée des avantages du personnel	vii)	(171)	—	(71)	(242)
Ventes liées à la production d'énergie renouvelable	viii)	(206)	—	(109)	(315)
Méthode de comptabilisation	ix)	—	—	(109)	(109)
Impôts différés	x)	(2 722)	—	(274)	(2 996)
Autres		(14)	—	10	(4)
		6 327	—	1 713	8 040
Présentés selon les IFRS au 1 ^{er} janvier 2009		11 238 \$	870 \$	8 034 \$	20 142 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la société présentés conformément aux PCGR du Canada avec ses capitaux propres présentés conformément aux IFRS au 30 septembre 2009 :

(EN MILLIONS)	Note	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Présentés selon les PCGR du Canada au 30 septembre 2009		6 251 \$	1 144 \$	— \$	7 395 \$
Reclassement des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres en vertu des IFRS		—	—	8 236	8 236
Différences donnant lieu à l'augmentation (la diminution) des montants présentés :					
Réévaluations :					
Immobilisations	i)	8 370	—	177	8 547
Immeubles de placement	ii)	61	—	1 250	1 311
Actifs agricoles	iii)	468	—	332	800
Instruments financiers	iv)	(135)	—	(301)	(436)
Comptabilisation des contrats de location	v)	94	—	166	260
Produits différés	vi)	(45)	—	(98)	(143)
Tranche non comptabilisée des avantages du personnel	vii)	(170)	—	(86)	(256)
Ventes liées à la production d'énergie renouvelable	viii)	(315)	—	(99)	(414)
Méthode de comptabilisation	ix)	—	—	(172)	(172)
Impôts différés	x)	(2 854)	—	(302)	(3 156)
Autres		35	—	(45)	(10)
		5 509	—	822	6 331
Présentés selon les IFRS au 30 septembre 2009		11 760 \$	1 144 \$	9 058 \$	21 962 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la société présentés conformément aux PCGR du Canada avec ses capitaux propres présentés conformément aux IFRS au 31 décembre 2009 :

(EN MILLIONS)	Note	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Présentés selon les PCGR du Canada au 31 décembre 2009		6 403 \$	1 144 \$	— \$	7 547 \$
Reclassement des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres en vertu des IFRS		—	—	8 969	8 969
Différences donnant lieu à l'augmentation (la diminution) des montants présentés :					
Réévaluations :					
Immobilisations	i)	7 972	—	288	8 260
Immeubles de placement	ii)	546	—	1 311	1 857
Actifs agricoles	iii)	471	—	218	689
Instruments financiers	iv)	(309)	—	(273)	(582)
Comptabilisation des contrats de location	v)	70	—	96	166
Produits différés	vi)	(131)	—	(147)	(278)
Tranche non comptabilisée des avantages du personnel	vii)	(176)	—	(69)	(245)
Ventes liées à la production d'énergie renouvelable	viii)	(281)	—	(94)	(375)
Méthode de comptabilisation	ix)	—	—	31	31
Impôts différés	x)	(2 637)	—	(142)	(2 779)
Autres		(61)	—	45	(16)
		5 464	—	1 264	6 728
Présentés selon les IFRS au 31 décembre 2009		11 867 \$	1 144 \$	10 233 \$	23 244 \$

i) Immobilisations

En vertu des IFRS, la société évalue les actifs de production d'énergie renouvelable et certains autres actifs à leur montant réévalué, qui est la juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul de pertes de valeur ultérieures, alors qu'en vertu des PCGR du Canada, la société comptabilisait ces actifs au coût historique

diminué de l'amortissement cumulé. Par ailleurs, la société a choisi d'évaluer des actifs disponibles à l'utilisation à leur juste valeur et d'utiliser ce montant en tant que coût présumé lors de la transition aux IFRS. L'augmentation des capitaux propres s'explique par l'excédent de la juste valeur globale de ces actifs sur leur valeur comptable selon les PCGR du Canada.

ii) Immeubles de placement

La société évalue ses propriétés commerciales et certains autres actifs comme des immeubles de placement et comptabilise ces actifs à leur juste valeur en vertu des IFRS, alors qu'en vertu des PCGR du Canada, la société comptabilisait ces actifs au coût historique diminué de l'amortissement cumulé. L'augmentation des capitaux propres s'explique par l'excédent de la juste valeur globale des immeubles de placement sur leur valeur comptable selon les PCGR du Canada.

iii) Actifs agricoles

En vertu des IFRS, la société évalue le bois sur pied et d'autres actifs agricoles à la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimatifs, alors qu'en vertu des PCGR du Canada, la société comptabilisait ces actifs au coût historique diminué de la provision pour épuisement ou au titre des stocks. L'augmentation des capitaux propres s'explique par l'excédent de la juste valeur, diminuée des coûts de vente estimatifs, du bois sur pied et des autres actifs agricoles de la société sur leur valeur comptable selon les PCGR du Canada.

iv) Instruments financiers

Certains titres de capitaux propres qui étaient évalués au coût historique selon les PCGR du Canada sont évalués à la juste valeur en vertu des IFRS. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat de la période au cours de laquelle la variation a lieu. Par ailleurs, les participations ne donnant pas le contrôle d'autres entités dans l'actif net des filiales consolidées détenues sous forme de titres de capitaux propres qui comportent une caractéristique permettant au porteur de racheter l'instrument en contrepartie d'espèces ou d'un autre actif financier sont présentées comme un passif en vertu des IFRS et comptabilisées à leur juste valeur. En vertu des PCGR du Canada, ces participations étaient présentées dans les participations ne donnant pas le contrôle et évaluées au prorata de la quote-part de l'actif net que la société ne détenait pas dans les filiales consolidées.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence des différences relatives aux instruments financiers sur les capitaux propres :

(EN MILLIONS)	Actions ordinaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2009			
Titres de capitaux propres à la juste valeur	334 \$	— \$	334 \$
Parts rachetables	(147)	(123)	(270)
	187 \$	(123) \$	64 \$
Au 30 septembre 2009			
Titres de capitaux propres à la juste valeur	400 \$	— \$	400 \$
Parts rachetables	(535)	(301)	(836)
	(135) \$	(301) \$	(436) \$
Au 31 décembre 2009			
Titres de capitaux propres à la juste valeur	317 \$	— \$	317 \$
Parts rachetables	(626)	(273)	(899)
	(309) \$	(273) \$	(582) \$

v) Comptabilisation des contrats de location

En vertu des PCGR du Canada et des IFRS, les revenus locatifs tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon une méthode linéaire, sur la durée du contrat de location. Selon les IFRS, les revenus locatifs tirés des contrats de location simple sont déterminés en tenant compte de l'ensemble des loyers au commencement du contrat de location, alors que selon les PCGR du Canada, ils étaient déterminés en tenant compte uniquement des revenus de location à recevoir selon une application prospective à partir du 1^{er} janvier 2004, soit la date d'adoption de la méthode comptable aux fins des PCGR du Canada. Par ailleurs, les actifs incorporels faisant l'objet d'une location qui, selon les PCGR du Canada, avaient été comptabilisés au moment de l'acquisition des propriétés ont été décomptabilisés lors de la transition aux IFRS.

vi) Produits différés

IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, donne des directives précises pour déterminer si un contrat répond à la définition d'un contrat de construction de biens immobiliers ou d'un contrat de vente de biens immobiliers. Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les contrats de construction sont évalués selon la méthode du pourcentage d'avancement et les ventes de biens immobiliers sont comptabilisées dans les produits à la clôture de la vente, lorsque le titre de propriété a été transmis à l'acheteur et que la recouvrabilité est raisonnablement assurée. Au moment de la transition aux IFRS, certains contrats liés aux activités d'aménagement de la société au Brésil qui, selon les PCGR du Canada, étaient évalués à l'aide de la méthode du pourcentage d'avancement ont été déterminés comme étant des contrats de vente de biens immobiliers en vertu des IFRS. Par conséquent, selon les IFRS, ces contrats ont été comptabilisés en produits au moment de la conclusion des travaux de construction et du transfert du titre de propriété à l'acheteur.

vii) Tranche non comptabilisée des avantages du personnel

La société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés au 1^{er} janvier 2009. Les gains et pertes actuariels cumulés à la date de transition ont été constatés dans le solde d'ouverture des résultats non distribués pour tous les régimes d'avantages du personnel de la société.

viii) Ventes liées à la production d'énergie renouvelable

Certaines ventes liées à la production d'énergie renouvelable ont été comptabilisées de façon nivelée en vertu des PCGR du Canada, mais sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement en vertu des IFRS.

ix) Méthode de comptabilisation

En vertu des PCGR du Canada, l'un des deux cadres différents peuvent être utilisés pour déterminer si une entité doit être consolidée : le modèle des entités à détenteurs de droits variables ou le modèle de contrôle des voix. En vertu des IFRS, une entité est consolidée si la société exerce un contrôle sur cette entité. Selon les IFRS, le contrôle se définit comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'en tirer des avantages. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, mais il peut également exister lorsque la société mère détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité exerce un contrôle en vertu de droits juridiques ou contractuels ou un contrôle de fait. L'écart découle de l'incidence de la mise en équivalence, en vertu des IFRS, de certains placements de la société qui étaient auparavant consolidés selon les PCGR du Canada.

x) Impôts différés

La diminution des capitaux propres liée aux impôts différés reflète la variation des différences temporelles découlant de l'incidence des ajustements apportés selon les IFRS qui ont été décrits.

d) Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada avec le résultat net selon les IFRS

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net de la société présenté conformément aux PCGR du Canada avec son résultat net présenté conformément aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009.

(EN MILLIONS)	Note	Trimestre terminé le 30 septembre 2009	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	Exercice terminé le 31 décembre 2009
Résultat net présenté selon les PCGR du Canada		112 \$	352 \$	454 \$
Montant réintégré : participations ne donnant pas le contrôle	i)	52	113	219
Différences donnant lieu à l'augmentation (la diminution) du résultat net comptabilisé :				
Amortissement des ajustements à la juste valeur	ii)	(84)	(270)	(255)
Immeubles de placement	iii)	(409)	(1 638)	(1 025)
Actifs agricoles	iv)	26	86	(24)
Instruments financiers	v)	(490)	(485)	(433)
Comptabilisation des contrats de location	vi)	(16)	(46)	(57)
Constatation des produits	vii)	(60)	(89)	(128)
Ventes liées à la production d'énergie renouvelable	viii)	14	43	60
Méthode de comptabilisation	ix)	34	(23)	28
Impôts différés	x)	225	269	269
Autres		24	3	(6)
		(736)	(2 150)	(1 571)
Perte nette présentée selon les IFRS		(572) \$	(1 685) \$	(898) \$
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires		(417) \$	(1 051) \$	(879) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(155) \$	(634) \$	(19) \$

i) Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont prises en compte dans le calcul du résultat net selon les IFRS. Cet ajustement réintègre une charge au titre des participations ne donnant pas le contrôle qui était comptabilisée dans le résultat net présenté selon les PCGR du Canada.

ii) Amortissement des ajustements à la juste valeur

Certaines immobilisations corporelles ont été comptabilisées à leur juste valeur au moment de la transition, ce qui a donné lieu à des valeurs comptables supérieures aux montants comptabilisés en vertu des PCGR du Canada. Par conséquent, la hausse de ces valeurs comptables a entraîné une augmentation de l'amortissement au cours de la période.

iii) Immeubles de placement

En vertu des IFRS, la société évalue les immeubles de placement à la juste valeur et comptabilise toute variation de la juste valeur dans le résultat de la période au cours de laquelle la variation a lieu. En vertu des PCGR du Canada, les propriétés commerciales étaient comptabilisées au coût historique et amorties sur la durée d'utilité estimative. L'amortissement n'est pas comptabilisé en vertu des IFRS.

iv) Actifs agricoles

En vertu des IFRS, la société évalue le bois sur pied et d'autres actifs agricoles à la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimatifs, et les variations de la juste valeur ou des coûts de la vente sont comptabilisées dans le résultat de la période au cours de laquelle la variation a lieu. Selon les PCGR du Canada, la société comptabilisait ces actifs au coût historique et une provision pour épuisement était imputée au résultat en fonction des niveaux de récolte. La provision pour épuisement n'est pas comptabilisée en vertu des IFRS.

v) Instruments financiers

En vertu des IFRS, la variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations des taux de change à l'égard des titres de créance disponibles à la vente libellés en monnaie étrangère est comptabilisée en résultat, alors qu'en vertu des PCGR du Canada, ce montant était comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Par ailleurs, selon les IFRS, la variation de la juste valeur des titres de capitaux propres et des participations d'autres entités dans des fonds qui sont classés hors des capitaux propres est comptabilisée dans le résultat de la période au cours de laquelle la variation a lieu.

vi) Comptabilisation des contrats de location

Comme il est mentionné à la note 3c)v), selon les IFRS, les revenus locatifs tirés des contrats de location simple sont déterminés en tenant compte de l'ensemble des loyers au commencement du contrat de location, alors que selon les PCGR du Canada, ils étaient déterminés en tenant compte uniquement des revenus de location à recevoir selon une application prospective à partir de la date d'adoption de la méthode comptable aux fins des PCGR du Canada. Par ailleurs, les actifs incorporels faisant l'objet d'une location qui avaient été comptabilisés en vertu des PCGR du Canada ne sont plus amortis en résultat selon les IFRS.

vii) Produits différés

Comme il est mentionné à la note 3c)vi), au moment de la transition aux IFRS, certains contrats qui, selon les PCGR du Canada, étaient évalués à l'aide de la méthode du pourcentage d'avancement ont été déterminés comme étant des contrats de vente de biens immobiliers en vertu des IFRS. Par conséquent, selon les IFRS, les ventes liées à ces contrats ont été comptabilisées en produits au moment de la conclusion des travaux de construction et du transfert du titre de propriété à l'acheteur.

viii) Ventes liées à la production d'énergie renouvelable

Certaines ventes liées à la production d'énergie renouvelable ont été comptabilisées de façon nivelée en vertu des PCGR du Canada, mais sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice en vertu des IFRS.

ix) Méthode de comptabilisation

La société consolide ou non certaines entités selon les IFRS qui étaient comptabilisées différemment selon les PCGR du Canada. Par conséquent, si la société a déconsolidé des entités, les résultats opérationnels attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat net en vertu des IFRS.

x) Impôts différés

Les impôts différés sont touchés par la variation des différences temporelles découlant de l'incidence des éléments de rapprochement conformes aux IFRS, qui sont décrits précédemment.

e) Rapprochement du résultat global selon les PCGR du Canada avec le résultat global selon les IFRS

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat global de la société présenté conformément aux PCGR du Canada avec son résultat global présenté conformément aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009.

(EN MILLIONS)	Note	Trimestre terminé le 30 septembre 2009	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	Exercice terminé le 31 décembre 2009
Résultat étendu présenté selon les PCGR du Canada		571 \$	1 592 \$	1 829 \$
Montant réintégré : participations ne donnant pas le contrôle	i)	129	210	219
Différences donnant lieu à l'augmentation (la diminution) des montants présentés :				
Écarts dans le bénéfice net	ii)	(736)	(2 150)	(1 571)
Conversion des devises	iii)	222	492	927
Instruments financiers	iv)	—	8	51
Réévaluation des immobilisations corporelles	v)	20	87	(505)
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	vi)	3	29	(13)
Impôts différés	vii)	(1)	(1)	105
		(492)	(1 535)	(1 006)
Résultat global présenté selon les IFRS		208 \$	267 \$	1 042 \$

i) Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont prises en compte dans le calcul du résultat global d'une entité présenté selon les IFRS. Cet ajustement réintègre une charge au titre des participations ne donnant pas le contrôle qui avait été établie en vertu des PCGR du Canada.

ii) Écarts dans le bénéfice net

Reflète les écarts dans le résultat net entre les PCGR du Canada et les IFRS, tel qu'il est décrit à la note 3d) pour les périodes respectives.

iii) Conversion des devises

Reflète l'incidence des devises sur les ajustements apportés en vertu des IFRS, qui sont décrits précédemment.

iv) Instruments financiers

La différence découle principalement des titres de capitaux propres non négociés sur un marché actif qui ont été évalués au coût selon les PCGR du Canada, alors qu'en vertu des IFRS, ces titres sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au titre des autres éléments du résultat global.

v) Réévaluation des immobilisations corporelles

La société évalue les actifs de production d'énergie renouvelable et certains autres actifs à leur montant réévalué selon les IFRS. La réévaluation de ces actifs qui excède leur coût diminué de l'amortissement cumulé est comptabilisée à titre de composante des capitaux propres, dans l'écart de réévaluation.

vi) Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence

La différence reflète l'incidence de divers changements dans le traitement des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence en vertu des IFRS.

vii) Impôts différés

La différence à l'égard des impôts différés reflète la variation des différences temporelles découlant de l'incidence des éléments de rapprochement entre les IFRS et les PCGR du Canada, décrits précédemment, qui ne sont pas déjà comptabilisés dans le résultat global.

f) Utilisation du coût présumé

La société a utilisé la juste valeur en tant que coût présumé dans son bilan d'ouverture afin d'établir les valeurs comptables d'immobilisations corporelles totalisant 137 M\$ à la date de transition.

4. INFORMATION SECTORIELLE

La présentation des secteurs à présenter de la société se fonde sur la manière dont la direction a structuré ses activités pour prendre des décisions relatives à l'exploitation et à la répartition du capital ainsi que pour évaluer le rendement. Les cinq secteurs à présenter de la société sont les suivants :

- les activités de production d'énergie renouvelable, liées essentiellement à des centrales hydroélectriques faisant partie des réseaux hydrographiques nord-américains et brésiliens;
- les activités liées aux propriétés commerciales, principalement composées d'immeubles de bureaux, de commerces de détail et de projets d'aménagement commercial dans des grandes villes d'Amérique du Nord, du Brésil, d'Australie et d'Europe;
- les activités liées à l'infrastructure, qui se composent principalement d'activités liées au transport, aux services publics et aux terres d'exploitation forestière en Australie, en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Amérique du Sud;
- les activités liées aux propriétés destinées à l'aménagement, lesquelles sont principalement des activités d'aménagement résidentiel, d'investissement avantageux et de construction individuelle dans des grandes villes d'Amérique du Nord, du Brésil et d'Australie;
- les activités liées au capital-investissement et aux finances privées, lesquelles englobent les fonds de restructuration, le financement immobilier, le crédit-relais et d'autres placements.

Les actifs et passifs hors exploitation, et les produits, les flux de trésorerie et le résultat net qui s'y rapportent sont présentés au poste « Trésorerie, actifs financiers, honoraires et autres ».

Le tableau qui suit présente un rapprochement des produits, du résultat net, des actifs et des passifs par secteur à présenter :

(EN MILLIONS)	Trimestre terminé le 30 septembre 2010		Trimestre terminé le 30 septembre 2009		Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010		Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	
	Produits	Résultat net ¹	Produits	Résultat net ¹	Produits	Résultat net ¹	Produits	Résultat net ¹
Production d'énergie renouvelable	251 \$	(39) \$	293 \$	(108) \$	855 \$	(49) \$	883 \$	(51) \$
Biens commerciaux	823	102	604	(177)	1 273	258	1 040	(850)
Infrastructure	204	24	100	26	612	48	289	18
Propriétés destinées à l'aménagement	742	33	455	(68)	1 905	76	1 185	(96)
Capital-investissement et finances privées	996	2	854	(8)	2 811	86	2 489	(73)
Trésorerie, actifs financiers, honoraires et autres	825	(10)	538	(82)	2 210	(54)	1 540	1
	3 841 \$	112 \$	2 844 \$	(417) \$	9 666 \$	365 \$	7 426 \$	(1 051) \$

1. Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Production d'énergie renouvelable	15 054 \$	9 854 \$	15 080 \$	9 501 \$
Biens commerciaux	24 842	13 957	22 606	13 396
Infrastructure	6 662	3 226	6 395	3 019
Propriétés destinées à l'aménagement	9 033	5 003	8 867	4 702
Capital-investissement et finances privées	7 774	4 183	7 000	3 804
Trésorerie, actifs financiers, honoraires et autres	5 954	7 473	4 977	7 259
	69 319 \$	43 696 \$	64 925 \$	41 681 \$

Le tableau qui suit présente les produits, les actifs et les passifs par secteur géographique :

	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	2010	2009	2010	2009	Actif	Passif	Actif	Passif
(EN MILLIONS)	Produits		Produits		Actif		Passif	
États-Unis	1 457 \$	1 365 \$	3 726 \$	3 377 \$	29 693 \$	19 631 \$	29 524 \$	19 052 \$
Canada	848	436	1 685	1 159	16 100	11 212	14 313	10 654
Australie	432	421	1 587	1 133	8 961	4 507	7 700	4 286
Brésil	358	298	1 202	832	10 493	5 815	9 168	5 031
Europe	443	229	887	632	3 253	2 110	3 438	2 318
Autres	303	95	579	293	819	421	782	340
	3 841 \$	2 844 \$	9 666 \$	7 426 \$	69 319 \$	43 696 \$	64 925 \$	41 681 \$

5. IMMOBILISATIONS

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Production d'énergie renouvelable	13 267 \$	12 985 \$
Terres d'exploitation forestière	807	747
Services publics	216	205
Transport et énergie	291	301
Capital-investissement et finances privées	2 471	2 083
Autres immobilisations corporelles	94	197
	17 146 \$	16 518 \$

6. ACTIONS ORDINAIRES

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A à droit de vote restreint (les « actions ordinaires de catégorie A ») et 85 120 actions de catégorie B à droit de vote restreint (les « actions ordinaires de catégorie B »), lesquelles sont collectivement appelées les « actions ordinaires ».

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société se composent de ce qui suit :

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Actions ordinaires de catégories A et B	1 320 \$	1 289 \$
Surplus d'apport	98	75
Bénéfices non répartis	3 675	3 594
Profits sur cession	121	99
Cumul des autres éléments du résultat étendu	7 008	6 810
Actions ordinaires	12 222 \$	11 867 \$
NOMBRE D'ACTIONS		
Actions ordinaires de catégorie A	575 987 784	572 782 819
Actions ordinaires de catégorie B	85 120	85 120
	576 072 904	572 867 939
Options non exercées	39 890 082	34 883 426
	615 962 986	607 751 365
Titres de capital ¹	25 902 330	29 597 539
Actions ordinaires – après dilution	641 865 316	637 348 904

1. Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, les actions de séries 10, 11, 12 et 21 peuvent être converties en actions ordinaires de catégorie A à un prix égal à 95 % du cours du marché au moment de la conversion ou à 2,00 \$ CA, selon le plus élevé des deux montants, au gré de la société ou du détenteur, à moins que les actions ne soient rachetées avant par la société pour un montant en espèces

Les actions ordinaires de catégories A et B sont de rang égal à l'égard du versement de dividendes et du remboursement de capital, en cas de liquidation ou de dissolution de la société ou de toute autre distribution de ses actifs à ses actionnaires en vue de la liquidation de ses affaires. En ce qui a trait aux actions ordinaires de catégories A et B, il n'existe aucun facteur dilutif, important ou autre, qui pourrait entraîner un résultat dilué par action différent. Cette relation demeure la même quel que soit le nombre d'instruments dilutifs émis dans l'une ou l'autre des catégories d'actions ordinaires respectives, puisque les deux catégories d'actions ordinaires donnent droit à une part égale proportionnelle des dividendes, du résultat et de l'actif net de la société, qu'ils soient calculés avant ou après la prise en considération des instruments dilutifs, quelle que soit la catégorie d'actions ordinaires diluées.

Rémunération à base d'actions

La société et ses filiales consolidées comptabilisent les options sur actions au moyen de la méthode de l'évaluation à la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération liée aux options sur actions qui constituent des attributions directes d'actions est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation du prix des options et est comptabilisée sur la période d'acquisition. Les droits sur les options émises en vertu du régime d'options sur actions à l'intention de la direction de la société sont acquis proportionnellement sur une période de cinq ans et les options arrivent à échéance dix ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice correspond au cours du marché à la clôture le jour précédant la date de l'attribution, ou, sous réserve de certaines conditions, au cours moyen pondéré en fonction du volume des cinq derniers jours ouvrables précédant la date de l'attribution.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la société a attribué 8,8 millions d'options sur actions à un prix d'exercice moyen de 23,18 \$ l'action. La charge de rémunération a été calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, en supposant une durée de 7,5 ans, une volatilité de 32,7 %, un rendement prévu moyen pondéré de 2,2 % par année, un taux d'intérêt sans risque de 3,0 % et un escompte de liquidité de 25 %.

7. PARTIE COURANTE ET PARTIE NON COURANTE DES SOLDES DE COMPTES

a) Autres actifs financiers

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	2 365 \$	2 292 \$	1 878 \$
Partie non courante	2 470	2 868	2 628
	4 835 \$	5 160 \$	4 506 \$

b) Débiteurs et autres

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	3 740 \$	3 282 \$	2 356 \$
Partie non courante	1 797	1 878	1 618
	5 537 \$	5 160 \$	3 974 \$

c) Stocks

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	3 047 \$	2 971 \$	2 360 \$
Partie non courante	2 555	2 582	2 308
	5 602 \$	5 553 \$	4 668 \$

d) Crédoeurs et autres

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	4 555 \$	4 293 \$	4 132 \$
Partie non courante	3 395	3 476	2 783
	7 950 \$	7 769 \$	6 915 \$

e) Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	1 972 \$	2 976 \$	3 077 \$
Partie non courante	18 697	16 702	14 731
	20 669 \$	19 678 \$	17 808 \$

f) Emprunts de filiales

(EN MILLIONS)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2009
Partie courante	916 \$	905 \$	1 100 \$
Partie non courante	3 158	2 895	2 561
	4 074 \$	3 800 \$	3 661 \$

Demandes de renseignements des actionnaires

Les actionnaires sont priés d'adresser leurs demandes à notre groupe Relations avec les investisseurs, à l'adresse suivante :

Brookfield Asset Management Inc.
 Suite 300, Brookfield Place, P.O. Box 762,
 181 Bay Street
 Toronto (Ontario) M5J 2T3
 Téléphone : 416-363-9491
 Télécopieur : 416-365-9642
 Site Web : www.brookfield.com
 Courriel : inquiries@brookfield.com

Les actionnaires sont priés d'acheminer leurs demandes relatives aux dividendes, aux changements d'adresse et aux certificats d'actions à l'agent des transferts de Brookfield, à l'adresse suivante :

Compagnie Trust CIBC Mellon
 P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station
 Toronto (Ontario) M5C 2W9
 Téléphone : 416-643-5500 ou
 1-800-387-0825 (sans frais en Amérique
 du Nord)
 Télécopieur : 416-643-5501
 Site Web : www.cibcmellon.com
 Courriel : inquiries@cibcmellon.com

Inscriptions boursières

	Symbole	Bourse
Actions ordinaires de catégorie A	BAM	New York
	BAM.A	Toronto
	BAMA	Euronext – Amsterdam
Actions privilégiées de catégorie A	Série 2	BAM.PR.B Toronto
	Série 4	BAM.PR.C Toronto
	Série 9	BAM.PR.G Toronto
	Série 10	BAM.PR.H Toronto
	Série 11	BAM.PR.I Toronto
	Série 12	BAM.PR.J Toronto
	Série 13	BAM.PR.K Toronto
	Série 14	BAM.PR.L Toronto
	Série 17	BAM.PR.M Toronto
	Série 18	BAM.PR.N Toronto
	Série 21	BAM.PR.O Toronto
	Série 22	BAM.PR.P Toronto
Série 24	BAM.PR.R Toronto	
Série 26	BAM.PR.T Toronto	

Registre des dividendes et dates de paiement

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires de catégorie A ¹	Premier jour de février, de mai, d'août et de novembre	Dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre
Actions privilégiées de catégorie A ¹		
Séries 2, 4, 10, 11, 12, 13, 17, 18, 21, 22, 24 et 26	Quinzième jour de mars, de juin, de septembre et de décembre	Dernier jour de mars, de juin, de septembre et de décembre
Séries 8 et 14	Dernier jour de chaque mois	Douzième jour du mois suivant
Série 9	Cinquième jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre	Premier jour de février, de mai, d'août et de novembre

1. Tous les versements de dividendes doivent être déclarés par le conseil d'administration de Brookfield

Relations avec les investisseurs et communications

Brookfield s'est engagée à informer ses actionnaires de ses progrès grâce à un programme de communication complet qui comprend la publication de documents tels qu'un rapport annuel, des rapports intermédiaires trimestriels et des communiqués de presse. Brookfield a également un site Web qui permet d'accéder rapidement à ces documents de même qu'aux documents déposés auprès des organismes de réglementation, à l'information relative aux actions et aux dividendes ainsi qu'à d'autres renseignements.

Les rencontres avec les actionnaires font partie intégrante de notre programme de communications. Les administrateurs et les membres de la direction rencontrent les actionnaires de Brookfield à l'occasion de l'assemblée annuelle et sont disponibles pour répondre à leurs questions. Les membres de la direction sont aussi disponibles pour rencontrer des analystes en placements, des conseillers financiers et des représentants des médias.

Le texte du rapport annuel de 2009 de la société est offert en anglais sur demande; il est également déposé sur SEDAR et accessible par l'intermédiaire de ce site à l'adresse www.sedar.com.

Plan de réinvestissement de dividendes

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de catégorie A résidant au Canada peuvent choisir de toucher leurs dividendes sous forme de nouvelles émissions d'actions ordinaires de catégorie A à un prix correspondant au cours moyen pondéré de ces actions à la Bourse de Toronto durant les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de paiement de ces dividendes.

Le plan de réinvestissement des dividendes permet aux actionnaires actuellement inscrits d'acquiescer des actions ordinaires de catégorie A supplémentaires de Brookfield sans avoir à verser de commission. Pour obtenir des précisions sur le plan de réinvestissement des dividendes et un formulaire de participation, les actionnaires doivent s'adresser au siège social situé à Toronto ou à l'agent des transferts de Brookfield, ou encore consulter le site Web de celle-ci.

Brookfield Asset Management Inc.

BUREAUX PRINCIPAUX

New York – États-Unis

Three World Financial Center
200 Vesey Street, 10th Floor
New York, New York
10281-0221
Tél. : 1-212-417-7000
Télé. : 1-212-417-7196

Toronto – Canada

Brookfield Place
Suite 300,
Bay Wellington Tower
181 Bay Street, P.O. Box 762
Toronto (Ontario) M5J 2T3
Tél. : 1-416-363-9491
Télé. : 1-416-365-9642

BUREAUX RÉGIONAUX

Sydney – Australie

Level 22
135 King Street
Sydney, NSW 2001
Tél. : 61-2-9322-2000
Télé. : 61-2-9322-2001

Londres – Royaume-Uni

23 Hanover Square
Londres W1S 1JB
Royaume-Uni
Tél. : 44 (0) 20-7659-3500
Télé. : 44 (0) 20-7659-3501

Hong Kong

Lippo Centre, Tower One
13/F, 1306
89 Queensway, Hong Kong
Tél. : 852-2143-3003
Télé. : 852-2537-6948

Rio de Janeiro – Brésil

Rua Lauro Müller
116, 21° Andar,
Botafogo – Rio de Janeiro,
Brésil
22290 – 160
CEP : 71.635-250
Tél. : 55 (21) 3527-7800
Télé. : 55 (21) 3527-7799

Dubai – Émirats arabes unis

Level 12, Al Attar Business Tower
Sheikh Zayed Road
Dubai, UAE
Tél. : 971-4-3158-500
Télé. : 971-4-3158-600